



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 14 février 1970

Règlements

1^o Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7^o La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8^o Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9^o Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, February 14, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre, \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

33015—1-52

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

33015—1-52

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes**Letters Patent****Adult Reading League Inc.
La Ligue de Lecture Adulte inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-J. de Fabry, ingénieur, 4235, rue Kensington, John Cvopa, marchand, 4088, rue Melrose, tous deux de Montréal, et Jacqueline Cyr, secrétaire, fille majeure, 105, rue Joliette, Longueuil, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un ou des centres de lecture, sous le nom de « Adult Reading League Inc.— La Ligue de Lecture Adulte inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

6060-69

Ambulance Sécurité (Sherbrooke) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Conrad Labrie, gérant, Marguerite Nantel, ménagère, fille ma-

**Adult Reading League Inc.
La Ligue de Lecture Adulte inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Louis-J. de Fabry, engineer, 4235 Kensington Street, John Cvopa, merchant, 4088 Melrose Street, both of Montreal, and Jacqueline Cyr, secretary, spinster of the full age of majority, 105, Joliette Street, Longueuil, for the following purposes:

To establish and operate one or several reading centers, under the name of "Adult Reading League Inc.— La Ligue de Lecture Adulte inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is of \$25,000.

The head office of the corporation is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

6060-69

Ambulance Sécurité (Sherbrooke) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Labrie, manager, Marguerite Nantel, housewife, spinster of the full age of

jeure, tous deux de 1151, rue Esplanade, et Pierre Trahan, manoeuvre, 89, rue King ouest, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des services d'ambulances, sous le nom de « Ambulance Sécurité (Sherbrooke) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 6226-69

Aquamex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Victor-P. Dell, homme d'affaires, Leah Fournier, ménagère, épouse dudit Victor-P. Dell, tous deux de 25, Columbia Drive, Dollard-des-Ormeaux, et Gisèle Langlois, secrétaire, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, installer et faire l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques et électroniques, sous le nom de « Aquamex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5495-69

Armand Automate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Robert Armand, homme d'affaires, 175, rue Deguire, app. 908, Ronald Valiquette, ingénieur, 405, rue Deguire, app. 214, tous deux de Saint-Laurent, et Robert-C. Poirier, marchand, 400, boulevard Laird, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machines distributrices automatiques, pour les aliments, articles divers, breuvages, monnaie et autres, sous le nom de « Armand Automate Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 175, rue Deguire, app. 908, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 6093-69

Association pour l'Aide aux Enfants exceptionnels de la Rive-Sud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Raymonde Bussièrès, ménagère, épouse d'Albert Lavoie, 12, rue Ménard, Lauzon, Jean-Marc

majority, both of 1151 Esplanade Street, and Pierre Trahan, labourer, 89 King Street West, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate ambulance services, under the name of "Ambulance Sécurité (Sherbrooke) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 6226-69

Aquamex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Victor-P. Dell, businessman, Leah Fournier, housewife, wife of the said Victor-P. Dell, both of 25 Columbia Drive, Dollard-des-Ormeaux, and Gisèle Langlois, secretary, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, for the following purposes:

To make, install and repair all kinds of electrical and electronic appliances and accessories, under the name of "Aquamex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5495-69

Armand Automate Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Armand, businessman, 175 Deguire St., Apt. 908, Ronald Valiquette, engineer, 405 Deguire St., Apt. 214, both of Saint-Laurent, and Robert-C. Poirier, merchant, 400 Laird Blvd., Mount-Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automatic vending machines for food, miscellaneous articles, beverages, money and other goods, under the name of "Armand Automate Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 175 Deguire St., Apt. 908, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 6093-69

Association pour l'Aide aux Enfants exceptionnels de la Rive-Sud inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raymonde Bussièrès, housewife, wife of Albert Lavoie, 12 Ménard Street, Lauzon, Jean-Marc

Cantin, ajusteur-appréciateur de risques, 5, rue Champagnat, et Vital Després, restaurateur, 155, rue St-Georges, ces deux derniers de Lévis, pour les objets suivants:

Venir en aide aux enfants exceptionnels, sous le nom de « Association pour l'Aide aux Enfants exceptionnels de la Rive-Sud inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

4370-69

Beverley Lun Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Maurice Lun, homme d'affaires, Beverley Lun, ménagère, épouse dudit Maurice Lun, tous deux du 1912, Étienne Brulé, Laval, et Barry Biberman, avocat, 2299, chemin Fulton, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Tenir restaurants, sous le nom de « Beverley Lun Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 615, Curé Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166

5717-69

Boro Electronics Ltd. Électronique Boro Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Harry Blank, 4625, Miller, Sol B. Apel, 2657, Ekers, tous deux avocats, de Montréal, et Francine Ladouceur, secrétaire, fille majeure, 103, 25^e avenue, Sainte-Eustache, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'équipement de fournitures et d'accessoires électriques et électroniques de toutes sortes, sous le nom de « Boro Electronics Ltd.—Électronique Boro Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166

6064-69

C & M Drywall Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Cyrille-G. Cliche, industriel, 5181, St-Donat, app. 3, Anjou, Marc Cliche, menuisier, et Lise P. Cliche, ménagère, épouse dudit Marc Cliche, ces deux derniers de 4825, Bélanger, Laval, pour les objets suivants:

Cantin, adjustor-risk appraiser, 5 Champagnat Street, and Vital Després, restaurant keeper, 155 St-Georges Street, the latter two of Lévis, for the following purposes:

To aid exceptional children, under the name of "Association pour l'Aide aux Enfants exceptionnels de la Rive-Sud inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Lévis, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

4370-69

Beverley Lun Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Lun, businessman, Beverley Lun, housewife, wife of the said Maurice Lun, both of 1912 Étienne Brulé, Laval, and Barry Biberman, advocate, 2299 Fulton Road, Mount Royal, for the following purposes:

To operate restaurants, under the name of "Beverley Lun Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 615 Curé Labelle, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

5717-69

Boro Electronics Ltd. Électronique Boro Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller, Sol B. Apel, 2657 Ekers, both advocates, of Montreal, and Francine Ladouceur, secretary, spinster, 103, 25th Avenue, Saint-Eustache, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical and electronic supplies equipment and accessories of all kinds, under the name of "Boro Electronics Ltd.—Électronique Boro Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

6064-69

C & M Drywall Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cyrille-G. Cliche, industrialist, 5181 St-Donat, Apt. 3, Anjou, Marc Cliche, joiner, and Lise P. Cliche, housewife, wife of the said Marc Cliche, the latter two of 4825 Bélanger, Laval, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « C & M Drywall Inc. », avec un capital total de \$4,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 6012-69

Canadian Header Tools Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Réal Dion, Robert Lanctôt, tous deux avocats, et Ghislaine Galarneau, secrétaire, fille majeure, tous trois de 15, Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier de mécanique spécialisée et de fabrication de pièces et d'outils de mécanique, et plus généralement de transformation des métaux, sous le nom de « Canadian Header Tools Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5715-69

**Capitol Furniture Inc.
Ameublement Capitol inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1969, constituant en corporation: Michael Worsoff, 7925, Kingsley, Côte Saint-Luc, Irving Shapiro, 4957, Isabella, tous deux avocats, Elayne P. Felix, épouse de Dudley Felix, 10630, place de l'Acadie, tous deux de Montréal, et Holly Deckelbaum, fille majeure, 27, chemin Cressy, Hampstead, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ameublements, d'appareils électriques et ménagers, d'équipement et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Capitol Furniture Inc.—Ameublement Capitol inc. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 215 ouest, Saint-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5874-69

J. J. Carragher Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1969, constituant en corporation: James Joseph Carragher, représentant, Gisèle Lescault, ménagère, épouse dudit James Joseph Carragher, tous deux

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "C & M Drywall Inc.", with a total capital stock of \$4,000, divided into 40 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 6012-69

Canadian Header Tools Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Dion, Robert Lanctôt, both advocates, and Ghislaine Galarneau, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 15 Lévesque, Laval, for the following purposes:

To operate a specialized mechanical workshop and to carry on the manufacturing of mechanical tools and parts, and generally the transformation of metal, under the name of "Canadian Header Tools Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5715-69

**Capitol Furniture Inc.
Ameublement Capitol inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Worsoff, 7925 Kingsley, Côte Saint-Luc, Irving Shapiro, 4957 Isabella, both advocates, Elayne P. Felix, wife of Dudley Felix, 10630 Place de l'Acadie, both of Montreal, and Holly Deckelbaum, fille majeure, 27 Cressy Road, Hampstead, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in furniture, electrical and household appliances, equipment and apparatus of every nature, under the name of "Capitol Furniture Inc.—Ameublement Capitol inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 215 St-Paul West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5874-69

J. J. Carragher Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Joseph Carragher, representative, Gisèle Lescault, housewife, wife of the said James Joseph Carragher, both of North

de North Hatley, et William A. Lyon, comptable agréé, 229, rue Argyle, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Diriger, poursuivre ou entreprendre, de quelque façon que ce soit, des entreprises relatives à l'équipement nécessaire pour exploiter des mines et autres industries et s'établir agents manufacturiers de toutes sortes d'accessoires, sous le nom de « J. J. Carragher Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à North Hatley, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166

5580-69

Centre d'Accueil Henri Bourassa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Chicoine, courtier, 164, Ste-Louise, La Providence, Alphonse Messier, rentier, 445, Blier, Saint-Joseph, Candide Fontaine, ménagère, épouse d'Armand Trudeau, 5445, Chicoine, et Doris Tarte, épicière, 2705, Sicotte, ces deux derniers de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Centre d'Accueil Henri Bourassa inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

6090-69

Centre Audio-Visuel de Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Marc-André Soucy, 632, Murray, Roland Lamoureux, 520, Bowen sud, tous deux avocats, et Michel Lamoureux, notaire, 2271, Verdun, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils audio-visuels et d'appareils de reproduction sonore et de communication, et des articles de bureau en général, sous le nom de « Centre Audio-Visuel de Sherbrooke inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 562, King est, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

4838-69

Hatley, and William A. Lyon, chartered accountant, 229 Argyle Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To conduct, carry on or engage in any manner whatsoever, all or any of the businesses related to equipment for mining and other industries and manufacturers agents together with all accessories, under the name of "J. J. Carragher Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at North Hatley, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

5580-69

Centre d'Accueil Henri Bourassa inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Louis Chicoine, broker, 164 Ste-Louise, La Providence, Alphonse Messier, annuitant, 445 Blier, Saint-Joseph, Candide Fontaine, housewife, wife of Armand Trudeau, 5445 Chicoine, and Doris Tarte, grocer, 2705 Sicotte, the latter two of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To provide elderly couples and aged persons, male and female, with a home enabling them to live and feel secure in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Centre d'Accueil Henri Bourassa inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is of \$100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

6090-69

Centre Audio-Visuel de Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc-André Soucy, 632 Murray, Roland Lamoureux, 520 Bowen south, both advocates, and Michel Lamoureux, notary, 2271 Verdun, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in audio-visual apparatus and sound-reproducing and communication apparatus and in office equipment in general, under the name of "Centre Audio-Visuel de Sherbrooke inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 562 King east, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

4838-69

Le Centre de musique Dingo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Jean Rainville, administrateur, 1640, boulevard d'Auteuil, Denis Lecourt, entrepreneur électricien, 1766, Vienne, deux de Laval, et Daniel Paradis, gérant, 10800, Wilfrid St-Louis, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de phonographes, magnétophones, instruments de musique et tous autres appareils connexes, sous le nom de « Le Centre de musique Dingo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 225A, rue St-Georges, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5858-69

Clinique Urologique du Nord inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Jean-H. Gagné, 1640, des Rocs, Sainte-Foy, Guy Tremblay, 1970, Vézina, tous deux avocats, et Paule Gauthier, avocate, fille majeure, 630, Père Marquette, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Administrer une ou plusieurs cliniques médicales et chirurgicales, centres d'urologie ou centres et bureaux médicaux ou chirurgicaux, sous le nom de « Clinique Urologique du Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 287, Willow Tree est, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5804-69

Club Auto-Neige Lac Simon Chénéville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Archambault, Aimé Trudeau, tous deux mécaniciens, et Louise Hirt, ménagère, épouse de Malcolm Max Hirt, tous trois de Chénéville, pour les objets suivants:

Exploiter un centre récréatif et promouvoir le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club Auto-Neige Lac Simon Chénéville inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$12,000.

Le Centre de musique Dingo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Rainville, administrator, 1640 d'Auteuil Boulevard, Denis Lecourt, electrical contractor, 1766 Vienne, both of Laval, and Daniel Paradis, manager, 10800 Wilfrid St-Louis, Montreal North, for the following purposes:

To deal in phonographs, magnetophones, musical instruments and all other apparatus related thereto, under the name of "Le Centre de musique Dingo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 225A St-Georges Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5858-69

Clinique Urologique du Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-H. Gagné, 1640 Des Rocs, Sainte-Foy, Guy Tremblay, 1970 Vézina, both advocates, and Paule Gauthier, advocate, spinster of the full age of majority, 630 Père Marquette, the latter two of Québec, for the following purposes:

To administer one or several medical and surgical clinics, urology centres or medical or surgical centres and offices, under the name of "Clinique Urologique du Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 287 Willow Tree East, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5804-69

Club Auto-Neige Lac Simon Chénéville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Archambault, Aimé Trudeau, both mechanics, and Louise Hirt, housewife, wife of Malcolm Max Hirt, all three of Chénéville, for the following purposes:

To operate a recreational center, and to promote the sport of snow-mobiling, under the name of "Club Auto-Neige Lac Simon Chénéville inc."

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$12,000.

Le siège social de la corporation est à Lac Simon, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 6074-69

Club auto sport d'Alma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Ouellet, gérant de crédit, 66, rue Labrecque, Michel Boivin, commis, 215, rue Maltais, tous deux d'Alma, et André Plourde, contrôleur, 25, 1^{re} rue, Saint-Jérôme-de-Métabetchouan, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport des véhicules automobiles et de tout autre appareil mu par force motrice, sous le nom de « Club auto sport d'Alma inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5910-69

Club de Golf de St-Boniface inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Léonard Lafrenière, garagiste, 1220, boulevard Trudel est, Réjeanne Lafrenière, ménagère, épouse de François Bourassa, 66, rue Fiset, tous deux de Saint-Boniface, et Cécile A. Beaulac, secrétaire, épouse de Auray Beaulac, 563, Place du Marché, app. 1, Shawinigan, pour les objets suivants:

Exploiter un terrain de golf et faire le commerce d'articles de golf, sous le nom de « Club de Golf de St-Boniface inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Boniface-de-Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5026-69

**Club de Hockey Les Barons Jr « B »
du Cap-de-la-Madeleine inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Stanley Lambert, 3355, Houde, Trois-Rivières, André Généreux, 281, Des Érables, tous deux commerçants, et Jean-Luc Bellemare, médecin, 227, rue St-Paul, ces deux derniers de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du hockey en formant un club de hockey, sous le nom de « Club de Hockey Les Barons Jr « B » du Cap-de-la-Madeleine inc. ».

The head office of the corporation is at Lac Simon, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 6074-69

Club auto sport d'Alma inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Michel Ouellet, credit manager, 66 Labrecque Street, Michel Boivin, clerk, 215 Maltais Street, both of Alma, and André Plourde, comptroller, 25, 1st Street, Saint-Jérôme-de-Métabetchouan, for the following purposes:

To form and operate a sporting club and to promote in particular the sport of motor vehicles and all other automotive apparatus, under the name of "Club auto sport d'Alma inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is to be limited is of \$100,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5910-69

Club de Golf de St-Boniface inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonard Lafrenière, garage-keeper, 1220 Trudel Boulevard East, Réjeanne Lafrenière, housewife, wife of François Bourassa, 66 Fiset Street, both of Saint-Boniface, and Cécile A. Beaulac, secretary, wife of Auray Beaulac, 563 Place du Marché, Apt. 1, Shawinigan, for the following purposes:

To operate a golf course and to deal in golf articles, under the name of "Club de Golf de St-Boniface inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Boniface-de-Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5026-69

**Club de Hockey Les Barons Jr "B"
du Cap-de-la-Madeleine inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Stanley Lambert, 3355 Houde, Trois-Rivières, André Généreux, 281, Des Érables, both traders and Jean-Luc Bellemare, physician, 227 St-Paul Street, the latter two of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate a sports club, and especially to promote hockey by forming a hockey club, under the name of "Club de Hockey Les Barons Jr "B" du Cap-de-la-Madeleine inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 399, boulevard Ste-Madeleine, chambre 201, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.
Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o 5613-69

Club Neptuna Saguenay Lac St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Page, arrimeur, 1802, Georges-Martin, Port-Alfred, Claude Larouche, professeur, 379, du Centenaire, Jonquière, et Jean-Pierre Gagné, commis-voyageur, 634, du Stade, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Établir un club sportif et social et promouvoir le sport de la plongée sous-marine, sous le nom de « Club Neptuna Saguenay Lac St-Jean inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.
Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o 5036-69

Club ski-moteur Val d'Or inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Martin, 165-A, La Salle, Marcel H. Gauthier, 868, 6e rue, tous deux garagistes, et Réginald Asselin, conseiller en main d'oeuvre, 109, St-Laurent, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif de motos-neige, sous le nom de « Club ski-moteur Val d'Or inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.
Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o 5970-69

Club social du Repos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Fontaine, marchand de grains, Racine, Paul Gervais, contremaitre, rang St-Régiste, Saint-Constant, et Denis Laflamme, gardien, 24, Buisnières, Verchères, pour les objets suivants:

Exploiter un club social et sportif, sous le nom de « Club social du Repos inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at 399 Ste-Madeleine Boulevard, room 201, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

33166 5613-69

Club Neptuna Saguenay Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Claude Page, trimmer, 1802 Georges-Martin, Port-Alfred, Claude Larouche, professor, 379 du Centenaire, Jonquière, and Jean-Pierre Gagné, travelling salesman, 634 du Stade, Chicoutimi, for the following purposes:

To establish a social and sports club and to promote underwater diving, under the name of "Club Neptuna Saguenay Lac St-Jean inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

33166 5036-69

Club ski-moteur Val d'Or inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Jean-Marie Martin, 165-A La Salle, Marcel H. Gauthier, 868, 6th Street, both garage-keepers, and Réginald Asselin, labour counsellor, 109 St-Laurent, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To operate a snowmobile sports club, under the name of "Club ski-moteur Val d'Or inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

33166 5970-69

Club social du Repos inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Claude Fontaine, grain trader, Racine, Paul Gervais, foreman, St-Régiste Range, Saint-Constant, and Denis Laflamme, guard, 24 Buisnières, Verchères, for the following purposes:

To operate a social and sports club, under the name of "Club social du Repos inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Racine, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5518-69

Le Club des Sportifs du Lac Jerry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Rodrigue Pinet, marchand, Saint-Jean-de-la-Lande, Roland Trudel, cuisinier, et Edmond Lévesque, commerçant, ces deux derniers de Saint-Benoit-de-Packington, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige, de la chasse et de la pêche, sous le nom de « Le Club des Sportifs du Lac Jerry inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Benoit-de-Packington, district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 6137-69

Compagnie d'Importation Paysan (Paesano) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Emilio Franco Cavalière, 7598, Beauchatel, Saint-Léonard, Mario Cavallaro, 3333 est, rue Fleury, app. 11, Montréal, et Romano Altieri, 11441, rue Olier, Montréal-Nord, tous trois marchands, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Compagnie d'Importation Paysan (Paesano) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 3333 est, rue Fleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5103-69

Conserverie Girard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Germain Girard, homme d'affaires, Yverte Côté, ménagère, épouse dudit Germain Girard, et Gilles Lussier, gérant, tous trois de Sainte-Angèle-de-Monnoir, pour les objets suivants:

Faire le commerce de légumes, fruits, viandes, grains, lait et autres produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Conserverie Girard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the corporation is at Racine, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5518-69

Le Club des Sportifs du Lac Jerry inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rodrigue Pinet, trader, Saint-Jean-de-la-Lande, Roland Trudel, cook, and Edmond Lévesque, trader, the latter two of Saint-Benoit-de-Packington, for the following purposes:

To operate a sports club and to promote snowmobiling, hunting and fishing in particular, under the name of "Le Club des Sportifs du Lac Jerry inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Saint-Benoit-de-Packington, judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 6137-69

Compagnie d'Importation Paysan (Paesano) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Emilio Franco Cavalière, 7598 Beauchatel, Saint-Léonard, Mario Cavallaro, 3333 Fleury Street East, Apt. 11, Montreal, and Romano Altieri, 11441 Olier Street, Montreal North, all three merchants, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Compagnie d'Importation Paysan (Paesano) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3333 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5103-69

Conserverie Girard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Girard, businessman, Yvette Côté, housewife, wife of the said Germain Girard, and Gilles Lussier, manager, all three of Sainte-Angèle-de-Monnoir, for the following purposes:

To deal in vegetables, fruit, meat, grains, milk and other food products of all kinds, under the name of "Conserverie Girard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Angèle-de-Monnoir, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

6197-69

**Corporation immobilière
Denault-Des Rosiers Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1969, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 6709, rue Viau, Jocelyne Gagnon, secrétaire, épouse de Serge Forest, 8597, Sherbrooke est, tous deux de Montréal, et Ninon Labrecque, secrétaire épouse de René Paquin, 1158, 66e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Corporation immobilière Denault-Des Rosiers Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1259, rue Berri, suite 600, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

5753-69

Félix Constantineau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale numéro 4, Lennoxville, Françoise Fouquet, fille majeure, 1011, boulevard McManamy, et Carole St-Roch, épouse de Jean-Guy St-Roch, 1060, Fédéral, ces deux dernières secrétaires, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs peintres, sous le nom de « Félix Constantineau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 285, rue Wood, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

5882-69

Dimension Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Diane Trépanier, secrétaire, fille majeure, route rurale numéro 2, Pierre Bonneville, courtier d'assurance, 475, 7e avenue nord, et Jean-Paul Létourneau, infirmier, 210, St-Jean-Baptiste, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui font partie d'une chorale de chant, sous le nom de « Dimension Sherbrooke inc. ».

The head office of the company is at Sainte-Angèle-de-Monnoir, judicial district of Saint Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,*

Companies and Cooperatives.

33166

6197-69

**Corporation immobilière
Denault-Des Rosiers Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Morand, notary, 6709 Viau Street, Jocelyne Gagnon, secretary, wife of Serge Forest, 8597 Sherbrooke East, both of Montreal, and Ninon Labrecque, secretary, wife of René Paquin, 1158, 66th Avenue, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Corporation immobilière Denault-Des Rosiers Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1259 Berri Street, suite 600, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

33166

5753-69

Félix Constantineau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, rural route number 4, Lennoxville, Françoise Fouquet, spinster of the full age of majority, 1011 McManamy Blvd., and Carole St-Roch, wife of Jean-Guy St-Roch, 1060 Fédéral, the latter two secretaries, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as painting contractors, under the name of "Félix Constantineau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 285 Wood Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

33166

5882-69

Dimension Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Diane Trépanier, secretary, spinster of the full age of majority, Rural Route Number 2, Pierre Bonneville, insurance broker, 475, 7th Avenue North, and Jean-Paul Létourneau, male nurse, 210 St-Jean-Baptiste, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To group together those forming a choir, under the name of "Dimension Sherbrooke inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

5666-69

Empire Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1969, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 12205, Le Mesurier, Saraguay, et James Galileo, 1607, Massenet, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Empire Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166

5844-69

Équipement et Machinerie Côte Nord inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Robert Larrivée, entrepreneur général, Joan Dorothy Bennett, secrétaire, épouse dudit Robert Larrivée, tous deux de 8, avenue Damase Potvin, et Pierre-F. Renault, officier des relations ouvrières, 33, avenue Legardeur, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Équipement et Machinerie Côte Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

5564-69

La ferme Le Trèfle Vert Itée The Green Clover Farm Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Philip M. Grace, comptable, North Canton, U.S.A., Kevin J. Danaher, professeur, et Marlyne Burns, ménagère, épouse dudit Kevin J. Danaher, ces deux derniers de route rurale 1, Saint-Élie-d'Orford, pour les objets suivants:

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5666-69

Empire Realities Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 12205 Le Mesurier, Saraguay, and James Galileo, 1607 Massenet, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Empire Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

5844-69

Équipement et Machinerie Côte Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Larrivée, general contractor, Joan Dorothy Bennett, secretary, wife of the said Robert Larrivée, both of 8 Damase Potvin Avenue, and Pierre-F. Renault, labour relations official, 33 Legardeur Avenue, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Équipement et Machinerie Côte Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5564-69

La ferme Le Trèfle Vert Itée The Green Clover Farm Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philip M. Grace, accountant, North Canton, U.S.A., Kevin J. Danaher, professor, and Marlyne Burns, housewife, wife of the said Kevin J. Danaher, the latter two of rural route 1, Saint-Élie-d'Orford, for the following purposes:

Exploiter une maison de salaison, un abattoir et/ou une tannerie, sous le nom de « La ferme Le Trèfle Vert ltée — The Green Clover Farm Ltd. », avec un capital total de \$45,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale 1, Saint-Élie-d'Orford, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166

6119-69

To operate a curing-house, a slaughter-house and/or a tannery, under the name of "La ferme Le Trèfle Vert ltée — The Green Clover Farm Ltd.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at rural route 1, Saint-Élie-d'Orford, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

6119-69

**Fiesta Cleaners Ltd.
Nettoyeur Fiesta ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Murray Lapin, 167, Edgehill, Westmount, Norman May, 37, Aldred Crescent, Hampstead, et Avrum Rubinger, 5885, Centennial, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et raccommodeurs de vêtements, tissus, articles et ameublement de maison, sous le nom de « Fiesta Cleaners Ltd.—Nettoyeur Fiesta ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2670, rue Paulus, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166

5790-69

**Fiesta Cleaners Ltd.
Nettoyeur Fiesta ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, 167 Edgehill, Westmount, Norman May, 37 Aldred Crescent, Hampstead, and Avrum Rubinger, 5885 Centennial, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Fiesta Cleaners Ltd.—Nettoyeur Fiesta ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2670 Paulus Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

5790-69

G.F. Importing & Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, 1000, McGregor, app. 1101, Sandor J. Klein, 6300, avenue Lennox, app. 807, tous deux de Montréal, et Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise, sous le nom de G.F. Importing & Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3737 est, boulevard Métropolitain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166

6133-69

G.F. Importing & Manufacturing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur I. Bronstein, 1000 McGregor, apt. 1101, Sandor J. Klein, 6300 Lennox Avenue, apt. 807, both of Montreal, and Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "G.F. Importing & Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 3737 Metropolitan Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

6133-69

G & L électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Clément Gilbert, 635, 2e Avenue, Roland Larivière, 148, 31e Rue,

G & L électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Gilbert, 635, 2nd Avenue, Roland Larivière, 148, 31st Street, both elec-

tous deux entrepreneurs-électriciens, et Robert Lessard, notaire, 422, 1^{re} Avenue, tous trois de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes marchandises électriques, sous le nom de « G & L électrique inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

6156-69

Les Galeries Lac St. Jean Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Norman Levy, 7915, chemin de la côte Saint-Luc, tous deux de Côte Saint-Luc, et Arnold Isaacson, 2087, Bonin, Saint-Laurent, ces deux derniers notaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Galeries Lac St. Jean Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166

5955-69

Garage R. F. Charbonneau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: François Charbonneau, 12214, Bois-de-Boulogne, Montréal, Roger Charbonneau, 70, 66^e avenue, tous deux garagistes, et Alberte Desjardins, secrétaire, fille majeure, 1424, 95^e avenue, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage R. F. Charbonneau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

6055-69

Garrison Finance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton, Montréal, Horace Friedman, 7497, chemin Briar, et Barry A. Cappel, 5891, Centennial, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

trical contractors, and Robert Lessard, notary, 422, 1st Avenue, all three of Saint-Georges, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in all electrical merchandise, under the name of "G & L électrique inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

6156-69

Les Galeries Lac St. Jean Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Norman Levy, 7915 Côte St. Luc Road, both of Côte Saint-Luc, and Arnold Isaacson, 2087 Bonin, Saint-Laurent, the latter two notaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Galeries Lac St. Jean Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

5955-69

Garage R. F. Charbonneau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Charbonneau, 12214 Bois-de-Boulogne, Montreal, Roger Charbonneau, 70, 66th Ave., both garage-keepers, and Alberte Desjardins, secretary, spinster of the full age of majority, 1424, 95th Ave., the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage R. F. Charbonneau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

6055-69

Garrison Finance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, Montreal, Horace Friedman, 7497 Briar Road, and Barry A. Cappel, 5891, Centennial, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Établir et diriger une compagnie de finance, sous le nom de « Garrison Finance Inc. », avec un capital total de \$225,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5830-69

**Gaspesia Diamond Drilling Ltd.
Les forages Gaspésiens Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Jean Gagnon, commerçant, Cap-Chat, Georges-Guy Pelletier, mineur, Sainte-Anne-des-Monts, et Bertrand Lemieux, comptable, Matane, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machineries, instruments, équipements forestiers ou miniers et autres accessoires connexes, sous le nom de « Gaspesia Diamond Drilling Ltd.— Les forages Gaspésiens Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-Chat, district judiciaire de Gaspé.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5896-69

**German-Canadian Home
for Senior Citizens Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Hildegard Von Arronet, ménagère, épouse séparée de biens de Georg Von Arronet, 3156, Trafalgar Heights, Westmount, Osmar Beltzner, 3100, De Ramezay, Laval, Hans Omann, 472, Westminster, Montréal-Ouest, tous deux administrateurs, Karl H. Essig, médecin, 8030, chemin Guelph, Montréal, et Hasso F. W. Heckelsmueller, avocat, 550, Marlatt, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, de langue allemande, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « German-Canadian Home for Senior Citizens Inc. ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$800,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5694-69

**Gestion d'actifs CGM Itée
CGM Equity Management Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1969,

To carry on the business of a finance company, under the name of "Garrison Finance Inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 1,750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5830-69

**Gaspesia Diamond Drilling Ltd.
Les forages Gaspésiens Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Gagnon, trader, Cap-Chat, Georges-Guy Pelletier, miner, Sainte-Anne-des-Monts, and Bertrand Lemieux, accountant, Matane, for the following purposes:

To manufacture and deal in forestry or mining machinery, instruments and equipment and in other related accessories, under the name of "Gaspesia Diamond Drilling Ltd.— Les forages Gaspésiens Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Cap-Chat, judicial district of Gaspé.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5896-69

**German-Canadian Home
for Senior Citizens Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Hildegard Von Arronet, housewife, wife separate as to property of Georg Von Arronet, 3156 Trafalgar Heights, Westmount, Osmar Beltzner, 3100 De Ramezay, Laval, Hans Omann, 472 Westminster, Montreal West, both executives, Karl H. Essig, physician, 8030 Guelph Road, Montreal, and Hasso F. W. Heckelsmueller, attorney, 550 Marlatt, Saint-Laurent, for the following purposes:

To furnish aged couples and the aged of both sexes of the German tongue with a home allowing them to live within the atmosphere and security of a true community and family spirit, under the name of "German-Canadian Home for Senior Citizens Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is \$800,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5694-69

**Gestion d'actifs CGM Itée
CGM Equity Management Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, des Écores, Ginette Murray, 2351, Bellechasse, et Henrienne Bond, 6605, 20e avenue, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers financiers et comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Gestion d'actifs CGM ltée — CGM Equity Management Ltd. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

2923-69

Gestion Franc-Jour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Lise Quesnel, 5138, avenue Montclair, et Céline Trudeau, 2132, rue Bossuet, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Gestion Franc-Jour inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 1,200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 37,800 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, Place Ville Marie, suite 514, Montréal, district de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5195-69

Gestion de valeurs CGM inc. CGM Securities Management Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1969, constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, des Écores, Ginette Murray, 2351, Bellechasse, Hélène Michaud, 3685, Berri, Henrienne Bond, 6605, 20e avenue, Andrée Laviolette, 7285, Fabre, toutes cinq de Montréal, et Danielle Trudel, 1825, 57e avenue, Pointe-aux-Trembles, toutes six secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Gestion de valeurs CGM inc. — CGM Securities Management Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

2926-69

incorporating: Nicole Viau, 6834 des Écores, Ginette Murray, 2351 Bellechasse, and Henrienne Bond, 6605, 20th Ave., all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as financial consultants, and as a holding, management and investment company, under the name of "Gestion d'actifs CGM ltée — CGM Equity Management Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares of no nominal value and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

2923-69

Gestion Franc-Jour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Lise Quesnel, 5138 Montclair Avenue, and Céline Trudeau, 2132 Bossuet Street, the latter two secretaries, spinsters of the age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Gestion Franc-Jour inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 1,200 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each, and into 37,800 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 4 Ville Marie Place, suite 514, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5195-69

Gestion de valeurs CGM inc. CGM Securities Management Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Viau, 6834 des Écores, Ginette Murray, 2351 Bellechasse, Hélène Michaud, 3685 Berri, Henrienne Bond, 6605, 20th Ave., Andrée Laviolette, 7285 Fabre, all five of Montreal, and Danielle Trudel, 1825, 57th Ave., Pointe-aux-Trembles, all six secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a management, investment and holding company, under the name of "Gestion de valeurs CGM inc. — CGM Securities Management Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no nominal value and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

2926-69

Gestion Paul Lanctôt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Paul Lanctôt, commerçant, Julienne Desgens, ménagère, épouse dudit Paul Lanctôt, tous deux de Saint-Isidore, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Gestion Paul Lanctôt inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 12 actions ordinaires de \$10 chacune, 3,978 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 640, rue Principale, Saint-Isidore, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 6111-69

Gestion Paul Lanctôt inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Lanctôt, trader, Julienne Desgens, housewife, wife of said Paul Lanctôt, both of Saint-Isidore, and Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Gestion Paul Lanctôt inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 12 common shares of \$10 each, 3,978 preferred class "A" shares of \$10 each and into 100 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 640 Principale Street, Saint-Isidore, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 6111-69

Global Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1969, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, Belvédère, Jean-Paul Gagnon, 656, Filiatreault, et David M. Bernstein, 4687, Bonavista, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise, sous le nom de « Global Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et 395 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1 ouest, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5438-69

Global Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère, Jean-Paul Gagnon, 656 Filiatreault, and David M. Bernstein, 4687 Bonavista, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Global Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$1 each and 395 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1 Van Horne Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5438-69

Mortimer Goodman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Mortimer Goodman, marchand, Isobel Halickman, ménagère, épouse dudit Mortimer Goodman, tous deux du 5769, rue Palmer, Côte Saint-Luc, et Bernard Sternklar, administrateur en affaires, 65, rue Holtham, Hampstead, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles vestimentaires pour hommes, femmes, enfants et adolescents, sous le nom de « Mortimer Goodman Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1400 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 6006-69

Mortimer Goodman Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mortimer Goodman, merchant, Isobel Halickman, housewife, wife of the said Mortimer Goodman, both of 5769 Palmer Street, Côte Saint-Luc, and Bernard Sternklar, business executive, 65 Holtham Street, Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's, ladies', childrens' and teenagers' wearing apparel, under the name of "Mortimer Goodman Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1400 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 6006-69

Habitations Jean-Claude Lessard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Jean-Claude Lessard, entrepreneur en construction, Marie-Berthe Giguère, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Lessard, tous deux de 2820, Fontenelle, et Réal Berthelot, professeur, 2830, Fontenelle, tous trois de Les Saules, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Habitations Jean-Claude Lessard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2820, Fontenelle, Les Saules, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5428-69

Habitations Toulouse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Samuel Louis Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal, Samuel Wex, 21, chemin Cleve, Hampstead, Gilles Londéi, 288, 67^eme avenue, Laval, tous trois avocats, et Erica Hume, secrétaire, épouse de John B. Hume, 1210 B, Havre des Iles, Laval, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Habitations Toulouse Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166

5930-69

Informatec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Serge Desrochers, 4635, Clanranald, Pierre-M. Verdy, 546, avenue Bloomfield, John K. Archambault, 5724, Déom, tous trois de Montréal, Gilles St-Pierre, 230, Guillermin, Longueuil, et Denis Durocher, 389, Seigneurial, Saint-Bruno-de-Montarville, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Donner des consultations et faire des analyses mathématiques dans le domaine de l'administration, de l'industrie, du commerce et des institutions éducatives, sous le nom de « Informatec inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5853-69

Habitations Jean-Claude Lessard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Lessard, building contractor, Marie-Berthe Giguère, housewife, wife of said Jean-Claude Lessard, both of 2820 Fontenelle, and Réal Berthelot, professor, 2830 Fontenelle, all three of Les Saules, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Habitations Jean-Claude Lessard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2820 Fontenelle, Les Saules, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5428-69

Habitations Toulouse Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Louis Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal, Samuel Wex, 21 Cleve Road, Hampstead, Gilles Londéi, 288, 67th Avenue, Laval, all three advocates, and Erica Hume, secretary, wife of John B. Hume, 1210B Havre des Iles, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Habitations Toulouse Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

5930-69

Informatec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Desrochers, 4635 Clanranald, Pierre-M. Verdy, 546 Bloomfield Avenue, John K. Archambault, 5724 Déom, all three of Montreal, Gilles St-Pierre, 230 Guillermin, Longueuil, and Denis Durocher, 389 Seigneurial, Saint-Bruno-de-Montarville, all five advocates, for the following purposes:

To give consultations and carry on mathematical analyses in the fields of administration, industry, business and educational institutions, under the name of "Informatec inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5853-69

**Institut de Sciences musicales
Conrad-Letendre inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Conrad Letendre, 2235 est, boulevard Saint-Joseph, Michel Perrault, 4200 ouest, rue Sherbrooke, tous deux de Montréal, et Jean Chatillon, Case postale 458, Nicolet, tous trois musiciens, pour les objets suivants:

Faire le commerce de dispositifs, de livres et de matériel d'enseignement se rapportant à la pédagogie musicale, sous le nom de « Institut de Sciences musicales Conrad-Letendre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5826-69

Kleen-Brite Maintenance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Laurence M. Tanny, 7925, chemin Kingsley, app. 612, Jack Shayne, 5781, Melling, tous deux de Côte Saint-Luc, et Françoise Ollivier, célibataire, 200, Willowdale, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie qui fournisse des services de conciergerie, de ménage et d'entretien de toutes les catégories d'édifices publics, sous le nom de « Kleen-Brite Maintenance Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 990 ouest, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5819-69

Normand Lapointe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Normand Lapointe, constructeur, 339, Victor est, Saint-Janvier, Francine Côté, secrétaire, fille majeure, 2676, Sicard, et Pierre Thomas, avocat, 60, St-Jacques ouest, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Normand Lapointe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 6024-69

**Institut de Sciences musicales
Conrad-Letendre inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing, date the 10th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Letendre, 2235 St. Joseph Boulevard East, Michel Perrault, 4200 Sherbrooke Street West, both of Montreal, and Jean Chatillon, P.O. Box 458, Nicolet, all three musicians, for the following purposes:

To deal in all devices, books and teaching materials pertaining to musical pedagogy, under the name of "Institut de Sciences musicales Conrad-Letendre inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5826-69

Kleen-Brite Maintenance Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurence M. Tanny, 7925 Kingsley Road, apt. 612, Jack Shayne, 5781 Melling, both of Côte Saint-Luc, and Françoise Ollivier, spinster, 200 Willowdale, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry of the business of providing janitor services and cleaning services and the maintenance of all classes of buildings, under the name of "Kleen-Brite Maintenance Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 990 Jean-Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5819-69

Normand Lapointe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Lapointe, builder, 339 Victor east, Saint-Janvier, Francine Côté, secretary, spinster of the full age of majority, 2676 Sicard, and Pierre Thomas, advocate, 60 St. James Street west, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Normand Lapointe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Janvier, judicial district of Terrebonne.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 6024-69

Ligue de hockey Francs-Copains inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Reynald Vézeau, régisseur, 1425, des Patriotes, André Benoît, opérateur, 8753, de Bienville, et Noël Larivière, représentant, 1018, Vanier, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Grouper des personnes intéressées au hockey, sous le nom de « Ligue de hockey Francs-Copains inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

6049-69

**Location d'autos Ste-Rose ltée
Ste-Rose Auto Leasing Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Gaston Lavoie, administrateur, Madeleine Marchand, ménagère, épouse dudit Gaston Lavoie, tous deux de 6833, Place De Nevers, Montréal, et Paul Lavoie, administrateur, 12282, chemin du Golf, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire la location de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Location d'autos Ste-Rose ltée — Ste-Rose Auto Leasing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 200, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

6045-69

**M & M Merchandising and Management
Consultants Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cyrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-Ouest, et Stephen Harper, 1212 ouest, avenue des Pins, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Assister toutes sortes de personnes, entreprises, sociétés et associations dans la gestion de leurs affaires, sous le nom de « M & M Merchandising and Management Consultants Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune, 500 actions privilégiées, catégorie « A », de \$10 chacune et 300 actions privilégiées, catégorie « B », de \$100 chacune.

Ligue de hockey Francs-Copains inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Reynald Vézeau, manager, 1425 des Patriotes, André Benoît, operator, 8753 de Bienville, and Noël Larivière, representative, 1018 Vanier, all three of Laval, for the following purposes:

To group together those interested in hockey, under the name of "Ligue de hockey Francs-Copains inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

6049-69

**Location d'autos Ste-Rose ltée
Ste-Rose Auto Leasing Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Lavoie, administrator, Madeleine Marchand, housewife, wife of said Gaston Lavoie, both of 6833 Place De Nevers, Montreal, and Paul Lavoie, administrator, 12282 du Golf Road, Saint-Laurent, for the following purposes:

To rent motor vehicles of all kinds, under the name of "Location d'autos Ste-Rose ltée — Ste-Rose Auto Leasing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 200 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

6045-69

**M & M Merchandising and Management
Consultants Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cyrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, and Stephen Harper, 1212 Pine Avenue West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To assist all types of persons, firms, corporations and partnerships in the management of their affairs, under the name of "M & M Merchandising and Management Consultants Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each, 500 class "A" preferred shares of \$10 each and 300 class "B" preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166 5822-69

Montreal Association for the Comprehension and Reorientation of Ex-Convicts Inc.
Association de Montréal pour la Compréhension et la Réorientation des ex-prisonniers inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Philip Meyerovitch, 4850, Côte Saint-Luc, Yoine Goldstein, 6505, Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 5025, avenue Macdonald, tous trois de Montréal, Leonard W. Flanz, 5750, Trinity, Côte Saint-Luc, tous les quatre avocats, et Morris Shuter, gérant de bureau, 201, chemin Harland, Hampstead, pour les objets suivants:

Susciter et encourager dans le public une conscience des problèmes que rencontrent les ex-prisonniers, sous le nom de « Montreal Association for the Comprehension and Reorientation of Ex-Convicts Inc.— Association de Montréal pour la Compréhension et la Réorientation des ex-prisonniers inc. ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 470, rue Saint-Alexis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166 4259-69

Naturaliment, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1969, constituant en corporation: André Landreville, comptable, 5057, boulevard Robert, Saint-Léonard, Robert Richard, programmeur et analyste, 8574, De Grosbois, app. 4, et Gilles Roy, économiste, 6474, Lemay, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments naturels et suppléments alimentaires, sous le nom de « Naturaliment, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 10,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8211, Vaujour, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 5619-69

Nettoyeurs Plateau Ouimet, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Gaétan Raymond,

The head office of the company is at 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33166-o 5822-69

Montreal Association for the Comprehension and Reorientation of Ex-Convicts Inc.
Association de Montréal pour la Compréhension et la Réorientation des ex-prisonniers inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Philip Meyerovitch, 4850 Côte Saint-Luc, Yoine Goldstein, 6505 Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 5025 Macdonald Avenue, all three of Montreal, Leonard W. Flanz, 5750 Trinity, Côte Saint-Luc, all four advocates, and Morris Shuter, office manager, 201 Harland Road, Hampstead, for the following purposes:

To create and foster among the public an awareness of the problems of ex-convicts, under the name of "Montreal Association for the Comprehension and Reorientation of Ex-Convicts Inc.— Association de Montréal pour la Compréhension et la Réorientation des ex-prisonniers inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at 470 St. Alexis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33166-o 4259-69

Naturaliment, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Landreville, accountant, 5057 Robert Boulevard, Saint-Léonard, Robert Richard, programmer and analyst, 8574 De Grosbois, apt. 4, and Gilles Roy, economist, 6474 Lemay, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in natural foods and food supplements, under the name of "Naturaliment, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 class "A" shares of a nominal value of \$1 each and 10,000 class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 8211 Vaujour, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33166 5619-69

Nettoyeurs Plateau Ouimet, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaétan Raymond, 11781 de

11781, de Meulles, René Roy, 12170, James-Morrice, tous deux de Montréal, et André Demers, 265, Riverside Drive, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et faire la réparation de vêtement, tissus, marchandises et ameublements de maison, sous le nom de « Nettoyeurs Plateau Ouimet, ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5454-69

Numat Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Ronald Eric King, administrateur, 912, avenue McEachran, James Edward Drody, avocat, 3468, rue Drummond, et Jennifer Ella Anstead, secrétaire, célibataire, 1516 ouest, avenue des Pins, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de tapis et couvre-planchers, de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Numat Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 912, avenue McEachran, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166

4964-69

Les Oeuvres de la Croix Grise inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Chartrand, vendeur, 2190, des Carrières, Eileen Donnelly, professeur, religieuse, 3655, St-Hubert, et Corona Dufresne, ménagère, épouse de Louis Bigras, 256, avenue des Pins est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Recueillir des dons d'objets usagés, tels que linge, meubles, bibelots, ustensiles de cuisines, jouets, et les vendre à prix modique ou les donner à des tierces personnes à des fins charitables, sous le nom de « Les Oeuvres de la Croix Grise inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5917-69

Olga Lingerie Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Meulles, René Roy, 12170 James-Morrice, both of Montreal, and André Demers, 265 Riverside Drive, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers, and to repair clothing, woven materials, merchandise and home furnishings, under the name of "Nettoyeurs Plateau Ouimet, ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5454-69

Numat Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ronald Eric King, executive, 912, McEachran Avenue, James Edward Drody, advocate, 3468 Drummond Street, and Jennifer Ella Anstead, secretary, spinster, 1516, Pine Avenue West, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in floor mat and coverings of all kinds and descriptions, under the name of "Numat Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 912 McEachran Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

4964-69

Les Oeuvres de la Croix Grise inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gérard Chartrand, salesman, 2190 des Carrières, Eileen Donnelly, professor, nun, 3655 St-Hubert, and Corona Dufresne, housewife, wife of Louis Bigras, 256 Pine Avenue East, all three of Montreal, for the following purposes:

To collect gifts of used articles as clothes, furniture, sundries, kitchen utensils, toys, and to sell them at moderate price or give them to other persons for charitable purposes, under the name of "Les Oeuvres de la Croix Grise inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is of \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5917-69

Olga Lingerie Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued

patentes, en date du 19e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Laurence Tanny, 7925, Kingsley, app. 612, Jack Shayne, 5781, avenue Melling, tous deux de Côte Saint-Luc, et Françoise Ollivier, célibataire, 200, Willowdale, app. 42, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'accessoires vestimentaires, de tissus et des productions de tissus de toutes sortes, sous le nom de « Olga Lingerie Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 6151-69

Parc Mille-Isles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Henry Greenspoon, Shirley Goldbloom, épouse dudit Henry Greenspoon, tous deux du 712, Caven Circle, Saint-Laurent, Harry Hart, et Nina Schnarch, épouse dudit Harry Hart, ces deux derniers de 86, Hampstead, Hampstead, tous les quatre administrateurs, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Parc Mille-Isles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5709-69

**Patrouille sur ski St-Jean inc.
St-John's Ski Patrol Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Lettre, technicien, 3477, Dezery, Léo-Paul Guay, garagiste, 6017, St-André, tous deux de Montréal, et Rénéald Boothman, contremaître, 549, avenue Long, Dorion, pour les objets suivants:

Fournir un service de patrouilleurs qualifiés en ski ainsi qu'en premiers soins, sous le nom de « Patrouille sur ski St-Jean inc. — St-John's Ski Patrol Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 405, boulevard Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5833-69

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurence Tanny, 7925 Kingsley, apt. 612, Jack Shayne, 5781 Melling Avenue, both of Côte Saint-Luc, and Françoise Ollivier, spinster, 200 Willowdale, apt. 42, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, textile fabrics and fabric products of all kinds, under the name of "Olga Lingerie Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives,*

33166-o 6151-69

Parc Mille-Isles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry Greenspoon, Shirley Goldbloom, wife of the said Henry Greenspoon, both of 712 Caven Circle, Saint-Laurent, Harry Hart, and Nina Schnarch, wife of the said Harry Hart, the latter two of 86 Hampstead, Hampstead, all four executives, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Parc Mille-Isles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares having a par value of \$10 each and 3,800 preferred shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5709-69

**Patrouille sur ski St-Jean inc.
St-John's Ski Patrol Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Lettre, technician, 3477 Dezery, Léo-Paul Guy, garage-keeper, 6017 St-André, both of Montreal, and Rénéald Boothman, foreman, 549 Long Avenue, Dorion, for the following purposes:

To provide a service of qualified ski-patrol and of first-aid, under the name of "Patrouille sur ski St-Jean inc. — St-John's Ski Patrol Inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is of \$100,000.

The head office of the corporation is at 405 Maisonneuve Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5833-69

**Les pavages Val Royal inc.
Val Royal Paving Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Gérard Pépin, 7971, Cartier, Montréal, Jean-Louis Pépin, 510, des Pins, tous deux contremaîtres, et Gérard Desnoyers, vendeur, 157, Lafayette, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Les pavages Val Royal inc.—Val Royal Paving Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

6069-69

Le Pavillon Laurentien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Michel Blouin, 3328, avenue Troie, J. Michel Duranceau, 5775, Darlington, tous deux de Montréal, Guy-F. Gervais, 223, Lazard, Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous deux de Mont-Royal, tous quatre avocats, et Susan Jeanneau, secrétaire, épouse de Robert Dubé, 8721, boulevard LaSalle, LaSalle, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, restaurants et pubs, sous le nom de « Le Pavillon Laurentien inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 60 actions ordinaires de \$100 chacune et en 690 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5680, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

6132-69

**Phoenix Warehousing Co. Ltd.
Les Entreposages Phoenix Cie ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Nandor Fisher, marchand, 6381, avenue de Vimy, Antal Hollander, vendeur, 6275, avenue Northcrest, et Jeno Sandorffy, gérant de bureau, 2477, chemin Bedford, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise d'entreposage, de transport et d'emménagement de toutes sortes de produits, articles et marchandises manufacturées, sous le nom de « Phoenix Warehousing Co. Ltd.—Les Entreposages Phoenix Cie ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

**Les pavages Val Royal inc.
Val Royal Paving Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Pépin, 7971 Cartier, Montreal, Jean-Louis Pépin, 510 des Pins, both foremen, and Gérard Desnoyers, salesman, 157 Lafayette, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as general paving and building contractors of all kinds, under the name of "Les pavages Val Royal inc.—Val Royal Paving Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

6069-69

Le Pavillon Laurentien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, J. Michel Duranceau, 5775 Darlington, both of Montreal, Guy-F. Gervais, 223 Lazard, Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, both of Mount Royal, all four advocates, and Susan Jeanneau, secretary, wife of Robert Dubé, 8721 LaSalle Boulevard, LaSalle, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, restaurants and pubs, under the name of "Le Pavillon Laurentien inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 60 common shares of \$100 each and into 690 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5680 des Laurentides Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

6132-69

**Phoenix Warehousing Co. Ltd.
Les Entreposages Phoenix Cie ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nandor Fisher, merchant, 6381 de Vimy Avenue, Antal Hollander, salesman, 6275 Northcrest Avenue, and Jeno Sandorffy, office manager, 2477 Bedford Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of warehouses, forwarding and storage of any and all products, goods and manufactured articles, under the name of "Phoenix Warehousing Co. Ltd.—Les Entreposages Phoenix Cie ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 380 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166

6116-69

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33166-o

6116-69

Les Placements L. P. Brouillard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1969, constituant en corporation: George Lengvari fils, avocat, 59, rue Banstead, Montréal-Ouest, Pauline Beaudin, secrétaire, épouse de Jean-Paul Boileau, Brossard, et Rachel Paquet, secrétaire, épouse de Jean Lépine, Chambly, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements L. P. Brouillard inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 244,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

5805-69

Les Placements L. P. Brouillard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Lengvari Jr., advocate, 59 Banstead Street, Montreal West, Pauline Beaudin, secretary, wife of Jean-Paul Boileau, Brossard, and Rachel Paquet, secretary, wife of Jean Lépine, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Placements L. P. Brouillard inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 244,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and into 5,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Nicolet, judicial district of Nicolet.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33166

5805-69

Les Placements Lucien Leclerc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: George Lengvari, avocat, 59, Banstead, Emma Pilon, secrétaire, épouse de Paul Orsali, 8144, Querbes, app. 3, tous deux de Montréal, et Rachel Paquet, secrétaire, épouse de Jean Lépine, 887, Courcelles, Chambly, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Lucien Leclerc inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 496,900 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Windsor, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

4831-69

Les Placements Lucien Leclerc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Lengvari, advocate, 59 Banstead, Emma Pilon, secretary, wife of Paul Orsali, 8144 Querbes, Apt. 3, both of Montreal, and Rachel Paquet, secretary, wife of Jean Lépine, 887 Courcelles, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Placements Lucien Leclerc inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$1 each, 496,900 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Windsor, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33166

4831-69

Les Placements Robert Dupont ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Robert Dupont, chirurgien dentiste, 11245, Tanguay, Montréal, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Placements Robert Dupont ltée », avec un

Les Placements Robert Dupont ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Dupont, surgical dentist, 11245 Tanguay, Montreal, Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Placements Robert Dupont ltée", with a

capital total de \$40,000, divisé en 12 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 3,978 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11245, Tanguay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5965-69

Plomberie Sarrazin Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Louis-Philippe Sarrazin, Martial Sarrazin et Laurent Sarrazin, tous trois plombiers, de 165, du Collège, Berthierville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie Sarrazin Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 165, du Collège, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5536-69

Presto sport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9^e rue, Marthe Lessard, 354, Lavigreur, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de matériaux, pièces d'équipement, et tous genres d'articles servant à la pratique des sports, sous le nom de « Presto sport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5535-69

Gérard Prévost inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Gérard Prévost, administrateur, 95, 3^e rue, Disraëli, Nelson Nadeau, comptable, rue St-Alphonse, et Yvette Corriveau, secrétaire, fille majeure, 1017, avenue Labbé, ces deux derniers de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, bois et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le

total capital stock of \$40,000, divided into 12 common shares of a nominal value of \$10 each, 3,978 preferred shared class "A" shares of a nominal value of \$10 each and into 100 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 11245 Tanguay, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5965-69

Plomberie Sarrazin Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Philippe Sarrazin, Martial Sarrazin and Laurent Sarrazin, all three plumbers, of 165 du Collège, Berthierville, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie Sarrazin Itée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 165 du Collège, Berthierville, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5536-69

Presto sport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Marthe Lessard, 354 Lavigreur, both of Québec, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in materials, pieces of equipment and all kinds of articles used in the practice of sports, under the name of "Presto sport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5535-69

Gérard Prévost inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Prévost, director, 95, 3rd Street, Disraëli, Nelson Nadeau, accountant, St-Alphonse Street, and Yvette Corriveau, secretary, spinster of the full age of majority, 1017 Labbé Avenue, the latter two of Thetford Mines, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furniture, hardware, wood and related specialties, under the name of "Gérard Prévost inc.", with

nom de « Gérard Prévost inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o 5451-69

Les Promotions Régis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Régis Levesque, promoteur, Ghyslaine M. Levesque, ménagère, épouse dudit Régis Levesque, tous deux de 6900, boulevard Pie IX, Montréal, et Marcel Salvail, gérant, 33, rue St-Vincent, Sorel, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise ayant pour but de présenter au public des manifestations et événements sportifs et artistiques de toutes sortes, sous le nom de « Les Promotions Régis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o 5772-69

J.-D. Quesnel, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Jean-Denis Quesnel, marchand de combustibles, 62, St-Jean-Baptiste, Rigaud, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de gazoline et d'huile et faire le commerce d'huiles, graisses, pétroles, gazolines, gaz naturel et tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « J.-D. Quesnel, ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune, 3,400 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 62, rue St-Jean-Baptiste, Rigaud, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o 5623-69

Quincaillerie Giroux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 124, Grande-Côte, Françoise Théorêt, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, tous deux de

a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lennoxville, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33166 5451-69

Les Promotions Régis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Régis Levesque, promoter, Ghyslaine M. Levesque, housewife, wife of said Régis Levesque, both of 6900 Pie IX Boulevard, Montreal, and Marcel Salvail, manager, 33 St-Vincent Street, Sorel, for the following purposes:

To operate an enterprise the purpose of which is to present manifestations and sports and artistic events of all kinds to the public, under the name of "Les Promotions Régis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33166 5772-69

J.-D. Quesnel, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Denis Quesnel, fuel dealer, 62 St-Jean-Baptiste, Rigaud, Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur west, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To operate gas and oil stations, and to deal in oils, grease, petroleum, gasoline, natural gas and all their products and by-products, under the name of "J.-D. Quesnel, ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each, 3,400 preferred class "A" shares of \$10 each and 1,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 62 St-Jean-Baptiste Street, Rigaud, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33166 5623-69

Quincaillerie Giroux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théorêt, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, both of Saint-Eustache, and

Saint-Eustache, et Christiane Forget, fille majeure, 206, 17^e Avenue, Deux-Montagnes, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous appareils de reproduction sonore, de communication et autres appareils de même nature, sous le nom de « Quincaillerie Giroux inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 15,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 15,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

5657-69

R N M Discount Textile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Maurice Aboud, marchand, 7254, rue Lajeunesse, Robert Bishara, vendeur, 11842, rue James-Morrice, et Normand Aboud, contremaître, 11700, rue Pasteur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits, articles et marchandise de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « R N M Discount Textile Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3423a ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166

5109-69

Rembourreurs St-Georges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de Décembre 1969, constituant en corporation: Noël Labbé, Pierre Beaudoin, tous deux de Saint-Georges, et Martin Lévesque, Saint-Georges-Ouest, tous trois rembourreurs, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Rembourreurs St-Georges inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,

compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33166-o

6164-69

Les résidences de Mascouche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Raymond Seguin, agent d'immeuble, Huguette Foisy, ménagère, épouse dudit Raymond Seguin, tous deux de

Christiane Forget, spinster of the full age of majority, 206, 17th Avenue, Deux-Montagnes, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in all sonorous, communication and other reproduction appliances of the same nature, under the name of "Quincaillerie Giroux inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 15,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and into 15,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Blainville, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

33166

5657-69

R N M Discount Textile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Aboud, merchant, 7254 Lajeunesse Street, Robert Bishara, salesman, 11842 James Morrice Street, and Normand Aboud, foreman, 11700 Pasteur Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "R N M Discount Textile Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of the par value of \$5 and 5,000 preferred shares of the par value of \$5 each.

The head office of the company is at 3423a Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

33166-o

5109-69

Rembourreurs St-Georges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Noël Labbé, Pierre Beaudoin, both of St-Georges, and Martin Lévesque, Saint-Georges-Ouest, all three upholsterers, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Rembourreurs St-Georges inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

33166

6164-69

Les résidences de Mascouche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Seguin, real estate agent, Huguette Foisy, housewife, wife of the said Raymond Seguin, both of 10035 S-Michel

10035, boulevard St-Michel, et Marcel Racette, comptable, 10179, rue Pigeon, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les résidences de Mascouche inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10035, boulevard St-Michel, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5482-69

Restaurant Au Petit Pain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Elio Cerundolo, avocat, 1819 est, Jean-Talon, bureau 100, Montréal, Solange Cerundolo, secrétaire, épouse dudit Elio Cerundolo, 1050, rue Montpellier, Laval, et Alberto Pizzi, comptable, 5595, Des Perce-Neiges, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter restaurant, cafétéria, « delicatessen », buvette, casse-croûte, débit de tabac, de journaux et de fruits, salle à manger; s'établir cafetiers, fournisseurs autorisés, hôteliers, taverniers et aubergistes, sous le nom de « Restaurant Au Petit Pain inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1405A, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5869-69

Restaurant Chez Irène (Arthabaska) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Suzanne Labelle, secrétaire, fille majeure, 23, boulevard Kirouac, Jean Gagnon, avocat, 26, boulevard Kirouac, tous deux de Warwick, et Phil Guillemette, comptable agréé, 1510, avenue Gosselin, Plessisville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs-épiciers, sous le nom de « Restaurant Chez Irène (Arthabaska) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5604-69

**Ste-Rose Cleaners & Launderers (1969) Ltd.
Ste-Rose nettoyeurs & blanchisseurs
(1969) Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Blvd., and Marcel Racette, accountant, 10179 Pigeon St., all three of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les résidences de Mascouche inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 10035 St-Michel Blvd., Montreal North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5482-69

Restaurant Au Petit Pain inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Elio Cerundolo, advocate, 1819 Jean-Talon East, Suite 100, Montreal, Solange Cerundolo, secretary, wife of the said Elio Cerundolo, 1050 Montpellier Street, Laval, and Alberto Pizzi, accountant, 5595 Des Perce-Neiges Montreal North, for the following purposes:

To operate a restaurant, cafétéria, delicatessen, soda fountain, lunch counter refreshment, tobacco, news and fruit stands, dining room, cafeters, licensed victuallers, hotel, tavern and inn keeper, under the name of "Restaurant Au Petit Pain inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1405A Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5869-69

Restaurant Chez Irène (Arthabaska) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Suzanne Labelle, secretary, spinster of the full age of majority, 23 Kirouac Boulevard, Jean Gagnon, advocate, 26 Kirouac Boulevard, both of Warwick, and Phil Guillemette, chartered accountant, 1510 Gosselin Avenue, Plessisville, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers-grocers, under the name of "Restaurant Chez Irène (Arthabaska) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5604-69

**Ste-Rose Cleaners & Launderers (1969) Ltd.
Ste-Rose nettoyeurs & blanchisseurs
(1969) Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1969, have been issued

patentes, en date du 24^e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Donald W. Seal, 3435, rue Drummond, app. 45, Philip Shaposnick, 6870, avenue Chester, et Paul Nadler, 900, avenue Rockland, app. 405, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers, cordonniers, raccommodeurs de vêtements, tissus, articles et ameublements de maison, sous le nom de « Ste-Rose Cleaners & Launderers (1969) Ltd.—Ste-Rose nettoyeurs & blanchisseurs (1969) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166

5729-69

Salaison Richelieu Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Philippe Joyal, commerçant, 285, chemin St-Ours, Laurent Parenteau, journalier, 93, boulevard Fiset, tous deux de Sorel, et Léo Salvat, entrepreneur, 341, Marie-Victorin, Saint-Pierre-de-Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la viande, du lait et de tous les produits laitiers, sous le nom de « Salaison Richelieu Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 283, chemin St-Ours, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

2628-69

André Savoie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: André Savoie, ingénieur en chauffage, Alice McDuff, ménagère, épouse dudit André Savoie, tous deux de 9, boulevard Lévesque, Repentigny, et J.-Armand Savoie, rentier, 590, Croissant Frontenac, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de nettoyage de fournaise et de système de chauffage en général, sous le nom de « André Savoie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5724-69

Scott Auto Parts Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Raymond Ferland,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 3435 Drummond Street, Apt. 45, Philip Shaposnick, 6870 Chester Avenue, and Paul Nadler, 900 Rockland Avenue, Apt. 405, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, pressers, dyers, launderers, shoe repairers, repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Ste-Rose Cleaners & Launderers (1969) Ltd.—Ste-Rose nettoyeurs & blanchisseurs (1969) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

5729-69

Salaison Richelieu Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Joyal, trader, 285 St-Ours Road, Laurent Parenteau, labourer, 93 Fiset Boulevard, both of Sorel, and Léo Salvat, contractor, 341 Marie-Victorin, Saint-Pierre-de-Sorel, for the following purposes:

To deal in meat, milk and all dairy products, under the name of "Salaison Richelieu Itée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 283 St-Ours Road, Sorel, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

2628-69

André Savoie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Savoie, heating engineer, Alice McDuff, housewife, wife of said André Savoie, both of 9 Lévesque Boulevard, Repentigny, and J.-Armand Savoie, annuitant, 590 Croissant Frontenac, Laval, for the following purposes:

To deal in the cleaning of furnaces and heating systems in general, under the name of "André Savoie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5724-69

Scott Auto Parts Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Ferland, trader, Lucille

commerçant, Lucille Bisson, ménagère, épouse dudit Raymond Ferland, tous deux de 9186, 6e avenue, Montréal, et Adalbert Guay, professeur, Sainte-Marie, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Scott Auto Parts Limited », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5, rue Hervé, Saint-Amable, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 4535-69

Sikh (Sect) Temple Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Mohan S. Sahota, mécanicien, 847 nord, Prieur, Longueuil, Nirmal S. Gidda, ingénieur, 6442 ouest, Sherbrooke, app. 9, et Abnash Singh, bachelier en physique, 6950, avenue Victoria, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser de temps en temps des assemblées religieuses au profit de ses membres; initier l'établissement d'un temple de la secte Sikhs, à Montréal, et dans d'autres régions de la province de Québec, sous le nom de « Sikh (Sect) Temple Association Inc. ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5718-69

Lucien Trempe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Claude Béland, 777, Rockland, Luc Parent, 560, Carlyle, tous deux de Mont-Royal, et Pierre Laforest, 4858, Côte des Neiges, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicistes, imprimeurs, éditeurs, lithographes, graveurs, relieurs, libraires et autres commerces semblables, sous le nom de « Lucien Trempe inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5794-69

**Wal-Mir & Company Inc.
Wal-Mir & Cie inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Jean-Louis Fréchette,

Bisson, housewife, wife of the said Raymond Ferland, both of 9186, 6th Ave., Montreal, and Adalbert Guy, professor, Sainte-Marie, for the following purposes:

To deal in all automobile parts and accessories, under the name of "Scott Auto Parts Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5 Hervé St., Saint-Amable, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 4535-69

Sikh (Sect) Temple Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Mohan S. Sahota, mechanic, 847 Prieur nord, Longueuil, Nirmal S. Gidda, engineer, 6442 Sherbrooke West, Apt. 9, and Abnash Singh, bachelor in physics, 6950 Victoria Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To organize for the benefit of its members religious congregations from time to time; to take steps for the establishment of a Sikh Temple in Montreal and in other areas of the Province of Québec, under the name of "Sikh (Sect) Temple Association Inc."

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5718-69

Lucien Trempe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Béland, 777 Rockland, Luc Parent, 560 Carlyle, both of Mount Royal, and Pierre Laforest, 4858 Côte des Neiges, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as publicists, printers, publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers and other similar businesses, under the name of "Lucien Trempe inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5794-69

**Wal-Mir & Company Inc.
Wal-Mir & Cie inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Fréchette, photographer,

photographe, Hélène Charland, comptable, épouse dudit Jean-Louis Fréchette, tous deux de 905, rue Breton, Chambly, et Victor Di Maurizio, photographe, 7101, rue St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Wal-Mir & Company Inc. — Wal-Mir & Cie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3855, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

5797-69

Hélène Charland, accountant, wife of the said Jean-Louis Fréchette, both of 905 Breton Street, Chambly, and Victor Di Maurizio, photographer, 7101 St. Denis Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Wal-Mir & Company Inc. — Wal-Mir & Cie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3855 Décarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

5797-69

Lettres patentes supplémentaires

Adamo Pizzeria Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12^e jour de décembre 1969, à la compagnie « Adamo Pizzeria Restaurant Inc. », augmentant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

10595-62 — 1526/29

Angelica Uniforms (Canada) Limited Les Uniformes Angelica (Canada) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10^e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Angelica Uniforms (Canada) Limited — Les Uniformes Angelica (Canada) limitée », augmentant son capital de \$55,000 à \$600,000, le capital actions additionnel étant divisé en 10,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166

7307-45 — 1527/48

Atlic Longueuil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15^e jour de décembre 1969, à la compagnie « Atlic (Rimouski) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1^{er} jour de février 1968, changeant son nom en celui de « Atlic Longueuil Inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166

432-68 — 1526/78

Bes-Tar Itée Bes-Tar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour de décembre 1969, à la compagnie « Bes-Tar Itée — Bes-Tar Ltd. », 1^o changeant son siège social de

Supplementary Letters Patent

Adamo Pizzeria Restaurant Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Adamo Pizzeria Restaurant Inc.", increasing its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

10595-62 — 1526/29

Angelica Uniforms (Canada) Limited Les Uniformes Angelica (Canada) limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Angelica Uniforms (Canada) Limited — Les Uniformes Angelica (Canada) limitée", increasing its capital from \$55,000 to \$600,000, the additional capital stock being divided into 10,900 preferred shares of the par value of \$50 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

7307-45 — 1527/48

Atlic Longueuil Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Atlic (Rimouski) Inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of February, 1968, changing its name to that of "Atlic Longueuil Inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o

432-68 — 1526/78

Bes-Tar Itée Bes-Tar Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bes-Tar Itée — Bes-Tar Ltd.", 1. changing its head office from Saint-

Saint-Sébastien, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce, au numéro 4220, rue Villeneuve, Lac Mégantic, district judiciaire de Saint-François; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 6; 3° changeant les actions privilégiées en actions privilégiées classe « B » et modifiant leurs droits et privilèges; 4° augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 64-64 — 1526/32

**Centre Constance Lethbridge
Constance Lethbridge Centre**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Centre Constance Lethbridge — Constance Lethbridge Centre », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166 7045-45 — 1525/1

**Chemco Ltd.
Chemco ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'octobre 1969 à la compagnie « Chemco Ltd.— Chemco ltée, » 1° modifiant les privilèges et les droits se rattachant à ses actions privilégiées; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166 1857-69 — 1526/34

**La Corporation du Foyer Notre-Dame
d'Hébertville inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1969, à « La Corporation du Foyer Notre-Dame d'Hébertville inc. », étendant ses pouvoirs, et ce, par l'augmentation du montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de \$300,000 à \$800,000.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 2685-68 — 1526/39

M. Desroches inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1969, à la compagnie « Fernand Gauthier inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour d'avril 1968, changeant son nom en celui de « M. Desroches inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 1674-68 — 1526/90

Sébastien, county of Frontenac, judicial district of Beauce, to number 4220 Villeneuve St., Lac Mégantic, judicial district of Saint-François; 2. increasing the number of its directors from 3 to 6; 3. changing the preferred shares to preferred class "B" shares and modifying their rights and privileges; 4. increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000, the additional share capital being divided into 6,000 preferred class "A" shares of a par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 64-64 — 1526/32

**Centre Constance Lethbridge
Constance Lethbridge Centre**

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to "Centre Constance Lethbridge — Constance Lethbridge Centre", extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166-o 7045-45 — 1525/1

**Chemco Ltd.
Chemco ltée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Chemco Ltd.— Chemco ltée", 1. modifying the privileges and rights attached to its preferred shares; 2. modifying the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166-o 1857-69 — 1526/34

**La Corporation du Foyer Notre-Dame
d'Hébertville inc.**

Notice is given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated the 1st day of December, 1969, to "La Corporation du Foyer Notre-Dame d'Hébertville inc.", extending its powers, and such, by increasing the amount to which is limited the value of the immovable property which the said corporation may acquire from \$300,000 to \$800,000.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 2685-68 — 1526/39

M. Desroches inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Fernand Gauthier inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of April, 1968, changing its name to that of "M. Desroches inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 1674-68 — 1526/90

Drakestone Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23^e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Drakestone Corporation », 1^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2^o réduisant son capital par l'annulation de 16,890 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 6296-47 — 1524/73

Les Entreprises C.L.N. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12^e jour de décembre 1969, à la compagnie « Les Entreprises C.L.N. inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, 450 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 450 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 5149-66 — 1526/94

Grant Tigner Associates Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour de novembre 1969, à la compagnie « Grant Tigner Associates Limited », 1^o augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o convertissant ses 2,500 actions privilégiées catégorie « A » et ses 1,100 actions privilégiées catégorie « B » en 3,600 actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 4940-66 — 1524/80

**International Waterways
Navigation Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5^e jour de décembre 1969, à la compagnie « International Waterways Navigation Limited », augmentant son capital par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 3889-42 — 1524/84

Kalcifix, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31^e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Kalcifix, inc. »,

Drakestone Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Drakestone Corporation", 1. modifying the provisions of its letters patent; 2. reducing its capital by the cancellation of 16,890 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 6296-47 — 1524/73

Les Entreprises C.L.N. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Entreprises C.L.N. inc.", increasing its capital from \$100,000 to \$200,000, the additional capital shares being divided into 100 common shares of a par value of \$100 each, 450 preferred class "A" shares of a par value of \$100 each and into 450 preferred class "B" shares of a par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 5149-66 — 1526/94

Grant Tigner Associates Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Grant Tigner Associates Limited", 1. increasing its capital from \$40,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 3,100 common shares of the par value of \$10 each and 2,900 preferred shares of the par value of \$10 each; 2. converting its 2,500 class "A" preferred shares and 1,100 class "B" preferred shares into 3,600 preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 4940-66 — 1524/80

**International Waterways
Navigation Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "International Waterways Navigation Limited", increasing its capital by the creation of 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 3889-42 — 1524/84

Kalcifix, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patents bearing date the 31st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Kalcifix, inc.", increasing it,

augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 2135-64 — 1526/51

Guy Lalumière & Associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'octobre 1969, à la compagnie « Guy Lalumière & Associés inc. », 1° changeant ses 2,500 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune en 2,500 actions classe « A » sans valeur au pair, qui seront émises pour une considération totale n'excédant pas \$25,000; 2° augmentant son capital par la création de 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 1270-69 — 1524/85

Lau-Mar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1969, à la compagnie « Maurice Larose Importateur inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de mai 1967, changeant son nom en celui de « Lau-Mar inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 2275-67 — 1524/86

Major Finance Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Kerdy Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de février 1959, 1° changeant son nom en celui de « Major Finance Corp. »; 2° augmentant son capital de \$100,000 à \$500,000 par la création de 4,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune, 10,500 actions privilégiées additionnelles catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,550 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 10868-59 — 1526/52

McDermott Construction (1969) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de décembre 1969 à la compagnie « Burton McDermott Construction Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de juillet 1969, changeant son nom en celui de « McDermott Construction (1969) Ltd. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 3098-69 — 1526/53

capital stock from \$20,000 to \$60,000, the additional share capital being divided into 4,000 preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 2135-64 — 1526/51

Guy Lalumière & Associés inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Guy Lalumière & Associés inc.", 1. changing its 2,500 class "A" shares of a par value of \$10 each into 2,500 class "A" shares of no par value, which shall be issued for a total amount not exceeding \$25,000; 2. increasing its capital stock by the creation of 20,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 1270-69 — 1524/85

Lau-Mar inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Maurice Larose Importateur inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of May, 1967, changing its name to that of "Lau-Mar inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 2275-67 — 1524/86

Major Finance Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Kerdy Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 16th day of February, 1959, 1. changing its name to that of "Major Finance Corp."; 2. increasing its capital from \$100,000 to \$500,000 by the creation of 4,000 additional common shares of the par value of \$10 each, 10,500 additional class "A" preferred shares of the par value of \$10 each and 2,550 additional class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 10868-59 — 1526/52

McDermott Construction (1969) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Burton McDermott Construction Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of July, 1969, changing its name to that of "McDermott Construction (1969) Ltd.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 3098-69 — 1526/53

Merrill Island Mining Corporation, Ltd.**(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15^e jour de décembre 1969 à la compagnie « Merrill Island Mining Corporation, Ltd. » (No Personal Liability), augmentant son capital de \$6,000,000 à \$20,000,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 4,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 5178-50 — 1527/8

L. Miville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour de décembre 1969, à la compagnie « L. Miville inc. », modifiant les droits afférents aux actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 433-65 — 1526/54

Mohawk Pulp Company Ltd.**La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26^e jour de novembre 1969, à la compagnie « Mohawk Pulp Ltd. — La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk Itée », constituée par lettres patentes en date du 27^e jour de juin 1969, changeant son nom en celui de « Mohawk Pulp Company Ltd. — La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 3137-69 — 1526/55

Montflex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour de décembre 1969, à la compagnie « Montflex Inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166 4288-46 — 1525/39

Pâtisserie et Délicatesse St-Jean Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2^e jour de décembre 1969, à la compagnie « Pâtisserie et Délicatesse Cassulo Itée », constituée par lettres patentes en date du 5^e jour de mars 1969, changeant son nom en celui de « Pâtisserie et Délicatesse St-Jean Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o 1024-69 — 1524/90

Merrill Island Mining Corporation, Ltd.**(No Personal Liability)**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969 have, been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Merrill Island Mining Corporation, Ltd." (No Personal Liability), increasing its capital from \$6,000,000 to \$20,000,000, the additional capital stock being divided into 4,000,000 common shares of the par value of \$1 each and 2,000,000 preferred shares of the par value of \$5 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 5178-50 — 1527/8

L. Miville inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L. Miville inc.", amending the rights attached to its preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 433-65 — 1526/54

Mohawk Pulp Company Ltd.**La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mohawk Pulp Ltd. — La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk Itée", incorporated by letters patent dated the 27th day of June, 1969, changing its name to that of "Mohawk Pulp Company Ltd. — La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 3137-69 — 1526-55

Montflex Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Montflex Inc.", extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166-o 4288-46 — 1525/39

Pâtisserie et Délicatesse St-Jean Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Pâtisserie et Délicatesse Cassulo Itée", incorporated by letters patent dated the 5th day of March, 1969, changing its name to that of "Pâtisserie et Délicatesse St-Jean Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166 1024-69 — 1524/90

Joseph Charles Pearson Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de décembre 1969, à la compagnie « Joseph Charles Pearson Itée », augmentant son capital de \$20,000 à \$50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 2374-67 — 1526/56

Plomberie Crest Plumbing Ltd. Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de décembre 1969, à la compagnie « Plomberie Crest Plumbing Ltd. Itée », modifiant les droits afférents aux actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 11865-56 — 1526/57

Redbrooke Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de novembre 1969 à la compagnie « Redbrooke Estates Ltd. », augmentant son capital de \$8,000,000 à \$15,000,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 600,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166 12790-55 — 1524/92

Restaurant-O-Rama inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1969, à la compagnie « Pan-O-Rama Restaurant Inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour d'octobre 1967, changeant son nom en celui de « Restaurant-O-Rama inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166 4399-67 — 1526/62

Super-Marché René Lapointe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1969, à la compagnie « Marché Rheault & fils Itée », constituée par lettres patentes en date du 10e jour d'octobre 1968, changeant son nom en celui de « Super-Marché René Lapointe inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 4704-68 — 1526/67

Joseph Charles Pearson Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Joseph Charles Pearson Itée", increasing its capital from \$20,000 to \$50,000, the additional capital shares being divided into 3,000 preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 2374-67 — 1526/56

Plomberie Crest Plumbing Ltd. Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Plomberie Crest Plumbing Ltd. Itée", amending the rights attached to the preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 11865-56 — 1526/57

Redbrooke Estates Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Redbrooke Estates Ltd.", increasing its capital from \$8,000,000 to \$15,000,000, the additional capital stock being divided into 600,000 common shares of the par value of \$5 each and 40,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166-o 12790-55 — 1524/92

Restaurant-O-Rama inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Pan-O-Rama Restaurant Inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of October, 1967, changing its name to that of "Restaurant-O-Rama inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166-o 4399-67 — 1526/62

Super-Marché René Lapointe inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Marché Rheault & fils Itée", incorporated by letters patent dated the 10th day of October, 1968, changing its name to that of "Super-Marché René Lapointe inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 4704-68 — 1526/67

Techaid Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12^e jour de décembre 1969 à la compagnie « Techaid Limited », augmentant son capital de \$1,000 à \$40,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166 1824-63 — 1526/68

Techaid Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Techaid Limited", increasing its capital from \$1,000 to \$40,000, the additional capital stock being divided into 390 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166-o 1824-63 — 1526/68

Compagnies dissoutes**Acme Leather Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Acme Leather Inc. », constituée en corporation le 27 septembre 1937, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 2606-37

Companies Dissolved**Acme Leather Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Acme Leather Inc.", incorporated on September 27, 1937, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 2606-37

Airport Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Airport Development Corp. », constituée en corporation le 30 juillet 1959, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 14436-59

Airport Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Airport Development Corp.", incorporated on July 30, 1959, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 14436-59

Alker Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Alker Corp. », constituée en corporation le 4 février 1958, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 10414-58

Alker Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Alker Corp.", incorporated on February 4, 1958 on and, from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 10414-58

Benger Realty & Construction Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Benger Realty & Construction Limited », constituée en corporation le 26 mars 1940, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 1917-40

Benger Realty & Construction Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Benger Realty & Construction Limited", incorporated on March 26, 1940, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 1917-40

Bibliothèque de Chicoutimi

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bibliothèque de Chicoutimi », constituée en corporation le 6 mars 1950, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 2816-50

**Burner Equipment Ltd.
 Équipement de Brûleurs Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Burner Equipment Ltd.—Équipement de Brûleurs Itée », constituée en corporation le 3 novembre 1949, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 8274-49

Canadian Kaolin Silica Products, Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Canadian Kaolin Silica Products, Limited », constituée en corporation le 8 juillet 1931, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 1240-31

Compagnie forestière du Saguenay

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Compagnie forestière du Saguenay », constituée en corporation le 16 novembre 1940, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 6905-40

Les constructions Bossuet Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les constructions Bossuet Itée », constituée en corporation le 8 juin 1955, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 11490-55

Dollard Shopping Centre Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Dollard Shopping Centre Inc. », constituée en corporation le 14 mai 1963, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 2141-63

Bibliothèque de Chicoutimi

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bibliothèque de Chicoutimi", incorporated on March 6, 1950, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33166 2816-50

**Burner Equipment Ltd.
 Équipement de Brûleurs Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Burner Equipment Ltd.—Équipement de Brûleurs Itée", incorporated on November 3, 1949, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33166 8274-49

Canadian Kaolin Silica Products, Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canadian Kaolin Silica Products, Limited", incorporated on July 8, 1931, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33166 1240-31

Compagnie forestière du Saguenay

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Compagnie forestière du Saguenay", incorporated on November 16, 1940, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33166 6905-40

Les constructions Bossuet Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les constructions Bossuet Itée", incorporated on June 8, 1955, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33166 11490-55

Dollard Shopping Centre Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dollard Shopping Centre Inc.", incorporated on May 14, 1963, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 33166 2141-63

**Craft Fur Ltd.
Fourrures Craft Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Craft Fur Ltd.—Fourrures Craft Itée », constituée en corporation le 19 février 1962, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 10859-62

**Les entreprises de l'Est inc.
Eastern Enterprises Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les entreprises de l'Est inc.—Eastern Enterprises Inc. », constituée en corporation le 29 décembre 1961, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 12545-62

Fédération Domremy

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Fédération Domremy », constituée en corporation le 14 août 1959, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 14777-59

Fort Steel & Equipment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Fort Steel & Equipment Ltd. », constituée en corporation le 6 mars 1961, à compter du 30 janvier 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 11176-61

The Furniture Exhibitors Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Furniture Exhibitors Ltd. », constituée en corporation le 12 mai 1958, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 11733-58

Garage P. E. Lavoie Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Garage P. E. Lavoie Itée », constituée en corporation le 8 juillet 1959, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 11769-59

**Craft Fur Ltd.
Fourrures Craft Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Craft Fur Ltd.—Fourrures Craft Itée", incorporated on February 19, 1962, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 10859-62

**Les entreprises de l'Est inc.
Eastern Enterprises Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les entreprises de l'Est inc.—Eastern Enterprises Inc.", incorporated on December 29, 1961, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 12545-62

Fédération Domremy

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Fédération Domremy", incorporated on August 14, 1959, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 14777-59

Fort Steel & Equipment Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Fort Steel & Equipment Ltd.", incorporated on March 6, 1961, on and from January 30, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 11176-61

The Furniture Exhibitors Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Furniture Exhibitors Ltd.", incorporated on May 12, 1958, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 11733-58

Garage P. E. Lavoie Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Garage P. E. Lavoie Itée", incorporated on July 8, 1959, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 11769-59

Gagnon frères Nouveautés (St-Félicien) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gagnon frères Nouveautés (St-Félicien) Itée », constituée en corporation le 9 janvier 1957, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 14163-56

J. Golden Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. Golden Co. », constituée en corporation le 5 septembre 1944, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 4191-44

D.F.K. Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « D.F.K. Investments Ltd. », constituée en corporation le 29 avril 1963, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 1898-63

Jobin et Déry, Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jobin et Déry, Itée », constituée en corporation le 30 juillet 1964, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 3456-64

Joy Togs Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Joy Togs Inc. », constituée en corporation le 21 juillet 1959, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 14297-59

Laird Sales Agencies Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Laird Sales Agencies Ltd. », constituée en corporation le 28 janvier 1963, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 419-63

Gagnon frères Nouveautés (St-Félicien) Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gagnon frères Nouveautés (St-Félicien) Itée", incorporated on January 9, 1957, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 14163-56

J. Golden Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "J. Golden Co.", incorporated on September 5, 1944, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 4191-44

D.F.K. Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "D.F.K. Investments Ltd.", incorporated on April 29, 1963, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 1898-63

Jobin et Déry, Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jobin et Déry, Itée", incorporated on July 30, 1964, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 3456-64

Joy Togs Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Joy Togs Inc.", incorporated on July 21, 1959, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 14297-59

Laird Sales Agencies Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Laird Sales Agencies Ltd.", incorporated on January 28, 1963, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 419-63

Gerald Lussier Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies il a accepté l'abandon de charte de « Gerald Lussier Itée », constituée en corporation le 30 mai 1958, à compter du 30 janvier 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 11436-58

Melburn Fur Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Melburn Fur Ltd. », constituée en corporation le 10 juin 1964, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 2675-64

Namen Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Namen Inc. », constituée en corporation le 10 septembre 1956, à compter du 30 janvier 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 12823-56

Nanart Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Nanart Inc. », constituée en corporation le 4 février 1963, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 548-63

Nautilus Investment Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Nautilus Investment Co. Ltd. », constituée en corporation le 26 septembre 1958, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 13420-58

Nesbitt's Orange (Montreal) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Nesbitt's Orange (Montreal) Ltd. », constituée en corporation le 11 octobre 1950, à compter du 15 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33166-o 7210-50

Gerald Lussier Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gerald Lussier Itée", incorporated on May 30, 1958, on and from January 30, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 11436-58

Melburn Fur Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Melburn Fur Ltd.", incorporated on June 10, 1964, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 2675-64

Namen Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Namen Inc.", incorporated on September 10, 1956, on and from January 30, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 12823-56

Nanart Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nanart Inc.", incorporated on February 4, 1963, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 548-63

Nautilus Investment Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nautilus Investment Co. Ltd.", incorporated on September 26, 1958, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 13420-58

Nesbitt's Orange (Montreal) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nesbitt's Orange (Montreal) Ltd.", incorporated on October 11, 1950, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33166 7210-50

Pants Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pants Limited », constituée en corporation le 30 mai 1928, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 1040-28

Les Produits de verre scellé Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Produits de verre scellé Itée », constituée en corporation le 11 mai 1964, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 1343-64

Reliance Trading Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Reliance Trading Corp. », constituée en corporation le 5 février 1953, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 3230-53

Rich Meat & Delicatessen Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Rich Meat & Delicatessen Inc. », constituée en corporation le 7 juillet 1960, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 12799-60

**Société de Musique Canadienne (Québec)
 Society of Canadian Music (Québec)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Société de Musique Canadienne (Québec) — Society of Canadian Music (Québec) », constituée en corporation le 17 avril 1957, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 11072-57

Walmlane Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Walmlane Limited », constituée en corporation le 27 mai 1958, à compter du 16 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 33166-o 11874-58

Pants Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Pants Limited", incorporated on May 30, 1928, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*
 33166 1040-28

Les Produits de verre scellé Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Produits de verre scellé Itée", incorporated on May 11, 1964, on and from February 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*
 33166 1343-64

Reliance Trading Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Reliance Trading Corp.", incorporated on February 5, 1953, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*
 33166 3230-53

Rich Meat & Delicatessen Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rich Meat & Delicatessen Inc.", incorporated on July 7, 1960, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*
 33166 12799-60

**Société de Musique Canadienne (Québec)
 Society of Canadian Music (Québec)**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Société de Musique Canadienne (Québec) — Society of Canadian Music (Québec)", incorporated on April 17, 1957, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*
 33166 11072-57

Walmlane Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Walmlane Limited", incorporated on May 27, 1958, on and from February 16, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*
 33166 11874-58

Structures Laminées de la Rive Sud Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Structures Laminées de la Rive Sud Itée », constituée en corporation le 11 février 1964, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

460-64

Trac-Mat équipement limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Trac-Mat équipement limitée », constituée en corporation le 25 avril 1961, à compter du 16 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

12058-61

Trough Iron Company Limited**(No Personal Liability)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Trough Iron Company Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation le 4 avril 1966, à compter du 30 janvier 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33166-o

1407-66

Structures Laminées de la Rive Sud Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Structures Laminées de la Rive Sud Itée", incorporated on February 11, 1964, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

460-64

Trac-Mat équipement limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Trac-Mat équipement limitée", incorporated on April 25, 1961, on and from February 16, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

12058-61

Trough Iron Company Limited**(No Personal Liability)**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Trough Iron Company Limited" (No Personal Liability), incorporated on April 4, 1966, on and from January 30, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33166

1407-66

Demandes à la Législature**Séminaire de St-Germain de Rimouski**

Avis est, par les présentes, donné que le « Séminaire de St-Germain de Rimouski » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session pour obtenir des amendements à sa charte (Victoria 34, chapitre 47) aux fins suivantes:

- a) pourvoir au remplacement des membres de la corporation;
- b) la libérer des restrictions à l'exercice de ses droits contenues dans sa charte;
- c) augmenter la valeur annuelle des immeubles qu'elle peut posséder;

d) lui permettre de pourvoir au logement, à la pension et à la récréation de la jeunesse étudiante;

e) remplacer par un rapport annuel au ministre de l'Éducation celui que sa charte lui ordonne de faire aux deux branches de la législature.

Rimouski, 22 janvier 1970.

*Les procureurs de la requérante,
32983-5-4-o CASGRAIN, CASGRAIN & CREVIER.*

Applications to Legislature**Seminary of St-Germain de Rimouski**

Notice is hereby given that the "Seminary of St-Germain de Rimouski" will apply to the Québec National Assembly, at its next Session, to amend its charter (Victoria 34, chapter 47) for the following purposes:

- (a) to provide a replacement for members of the corporation;
- (b) to free the corporation from the restrictions to exercise the rights included in its charter;
- (c) to increase the annual value of the immovables which may be owned by the corporation;

(d) to authorize the corporation to provide for lodging, board and recreational activities for young students;

(e) to replace by an annual report to the Minister of Education the annual return to the two branches of the legislature which is required by its charter.

Rimouski, January 22, 1970.

*CASGRAIN, CASGRAIN & CREVIER,
32983-5-4 Attorneys for the Petitioner.*

La Corporation de la cité des Trois-Rivières

Avis public est par les présentes donné que « La Corporation de la cité de Trois-Rivières » s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale relativement à ce qui suit:

- a) Son nom;
- b) Droit de remorquage des véhicules automobiles en contravention aux règlements relatifs à la circulation et au stationnement;
- c) Pension des conseillers;
- d) Permettre à la ville de garder pour son compte droit d'entrée aux réunions de courses, et de le fixer à dix cents par entrée;
- e) Amendement du règlement No. 239-A aux fins de pouvoir évaluer tous les terrains ou terres suivant la loi;
- f) Droit de louer des stalles de stationnement à des particuliers pour des périodes déterminées dans ses édifices ou endroits de stationnement;
- g) Droit de payer une pension de retraite à certains employés, ratifiant toute décision du Conseil à cet effet;
- h) Abrogation et modification de certains articles de sa charte.

Trois-Rivières, 20 janvier 1970.

Le procureur de la pétitionnaire,

32984-5-4-o

JEAN MÉTHOT, C.R.

The Corporation of the City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that "The Corporation of the city of Trois-Rivières" will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, to obtain the adoption of a special act respecting the following:

- (a) Its name;
- (b) The right to tow away motor vehicles violating parking and traffic regulations;
- (c) Pension for councillors;
- (d) To permit the city to keep for itself right of entry to racing events, and to fix the entrance fee thereto at ten cents;
- (e) Amendment to regulation No. 239-A, entitling it to appraise all lands or farms according to law;
- (f) The right to hire out parking places to individuals for pre-determined periods in buildings or parking places;
- (g) The right to pay a retirement pension to certain employees, ratifying all Council decisions to such effect;
- (h) the repeal and amendment of certain sections of its charter.

Trois-Rivières, January 20, 1970.

JEAN MÉTHOT, Q.C.,

32984-5-4

Attorney for the Petitioner.

Jeannine Matte

Avis est donné que « Jeannine Matte » s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un projet de loi autorisant le Collège des Pharmaciens de la province de Québec à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Québec, ce 15 janvier 1970.

Les procureurs de la pétitionnaire,

FLYNN, RIVARD, JACQUES, CIMON,

32901-4-4-o

LESSARD & LEMAY.

Jeannine Matte

Notice is hereby given that "Jeannine Matte" will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, to request the passing of a bill to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to admit her as "assistant pharmacist".

Québec, January 15, 1970.

FLYNN, RIVARD, JACQUES, CIMON,

LESSARD & LEMAY,

32901-4-4-o

Attorneys for the Petitioner.

Ville de Victoriaville

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Victoriaville » s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi dont les objets sont les suivants:

- a) verser à la veuve de Alexandre Boucher, ex-chef de police, décédé le 2 juillet 1962 et rétroactivement à cette date, une pension sa vie durant;
- b) verser à la veuve de Odilon Hamel, ex-employé municipal, décédé le 26 juillet 1966 et rétroactivement à cette date, une pension sa vie durant;
- c) autoriser la ville aux conditions qu'elle détermine à vendre ou louer pour fins industrielles, commerciales ou autres fins utiles le lot 496-82 du cadastre révisé du canton d'Arthabaska avec bâtisses dessus construites, à un prix de vente au comptant inférieur, s'il y a lieu, au coût de cet immeuble; à un prix de vente à terme, s'il y a lieu, pas nécessairement suffisant pour couvrir le prix d'achat et les intérêts; à un prix de location, s'il y a lieu, pas nécessairement suffisant pour couvrir toutes les dépenses annuelles relativement à cet immeuble; avec l'autorisation du ministre des affaires municipales et du ministre de l'industrie et du commerce.

et pour d'autres fins.

Victoriaville, le 22 janvier 1970.

Le procureur de la requérante,

32966-5-4-o

ME RENÉ CROCHETIÈRE.

Town of Victoriaville

Notice is hereby given that the "Town of Victoriaville" will apply to the Legislature of the province of Québec at its next session for the passing of an act for the following purposes:

- (a) to pay to the widow of Alexandre Boucher, former chief of police, deceased July 2, 1962 and retroactively to that date, a pension for the rest of her life;
- (b) to pay to the widow of Odilon Hamel, a former municipal employee, deceased July 26, 1966, and retroactively to that date, a pension for the rest of her life;
- (c) to authorize the town, on such conditions as it may determine, to sell or lease for industrial, commercial or any other useful purposes lot 496-82 of the revised cadastre of the township of Arthabaska, with the buildings thereon erected, for a cash selling price less than the cost of such immovable if necessary; for a price of sale with a term not necessarily sufficient to cover the purchase price and interest if necessary; for a rent not necessarily sufficient to cover all the annual expenses respecting such immovable if necessary; with the authorization of the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Industry and Commerce.

and for other purposes.

Victoriaville, January 22, 1970.

RENÉ CROCHETIÈRE,

32966-5-4-o

Attorney for the petitioner.

**La Communauté des Soeurs de Charité
de la Providence**

Avis est, par les présentes, donné que « La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence », s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi lui donnant le droit de vendre l'immeuble qui lui avait été laissé par le Juge George Baby, le 17 octobre 1905, par testament enregistré sous le No 32740 de la division d'enregistrement de Joliette et la libérant des charges continues audit acte.

Montréal, le 30 janvier 1970.

Les procureurs de la requérante,

MONETTE, FILLION, CLERK, MICHAUD,
33102-6-4-0 BARAKETT & LEVESQUE.
Ville de Québec

Nous donnons avis public que la Ville de Québec s'adressera à l'Assemblée nationale, à sa prochaine session, pour demander des amendements à sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95 et notamment pour préciser la définition de certains termes contenus à ladite charte; pour modifier la constitution du Comité exécutif de façon que le maire suppléant en fasse partie; pour simplifier le mode de nomination des employés permanents et pourvoir à la nomination des adjoints au gérant; pour modifier le traitement du commissaire des incendies; pour statuer dans quels cas les contrats consentis par la Ville doivent être faits en forme authentique; pour modifier la loi concernant la préparation et la correction du rôle des taxes d'affaires et la date de leur échéance; pour modifier la loi actuelle concernant la limitation du nombre des taxis; pour statuer sur la façon dont les comptes de la Ville et ses employés doivent être payés; pour demander l'autorisation d'imposer une surtaxe sur tout immeuble dont l'évaluation au rôle d'évaluation excède \$100,000; pour faire concorder les dispositions de la charte de Québec concernant les policiers avec la loi de police; pour modifier certaines dispositions concernant la construction et l'entretien des trottoirs; pour modifier le prix de l'eau fournie aux hôpitaux; pour augmenter le montant que la Ville peut emprunter annuellement pour donner les services d'eau et d'égout; pour permettre la construction d'une maison de logements à l'ouest du Parc des Braves; pour modifier la loi imposant une pénalité pour contravention aux dispositions de la charte de Québec; pour modifier la loi concernant les pensions payables au maire et aux conseillers municipaux; pour obtenir l'autorisation d'emprunter \$250,000 pour l'achat d'appareils contre les incendies; \$350,000 pour l'acquisition des droits réels requis pour fournir l'eau au district Les Saules et faire les travaux requis à cette fin; \$1,000,000 pour la construction de casernes pour la protection contre l'incendie; \$1,300,000 pour l'éclairage des rues; \$3,000,000 pour l'aménagement des berges de la rivière St-Charles, y compris l'acquisition des immeubles requis; \$5,000,000 pour améliorations mobilières ou immobilières et le réaménagement des terrains de l'Exposition; pour permettre à la Ville de contracter des emprunts à longs termes par billets promissaires ou par contrats; pour demander l'autorisation de consolider le déficit de l'exercice financier 1970-71; et tous autres amendements qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour la bonne administration de ses affaires.

Québec, le 4 février 1970.

Les procureurs de la Ville de Québec,

BENOIT PELLETIER, C.R. et
33165 6-4-0 JEAN-CHARLES BROCHU.

**La Communauté des Soeurs de Charité
de la Providence**

Notice is hereby given that "La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence" will apply to the National Assembly of Québec at its next session for the passing of an Act allowing it the right to sell the immovable that has been given to it under the terms of the will of Mr. Justice George Baby, dated October the 17th, 1905, registered at the registration division of Joliette under number 32740 and releasing it from the obligations contained in said deed.

Montreal, January 30, 1970.

MONETTE, FILLION, CLERK, MICHAUD,

BARAKETT & LEVESQUE,
33102-6-4-0 Attorneys for Petitioner.
City of Québec

We hereby give public notice that the City of Québec will apply to the National Assembly, at its next session, to ask new amendments to its Charter, the Act 19, Geo. V, chapter 95 for the following purposes: to modify the definition of certain terms included in this Act; to modify the constitution of the Executive Committee so that the pro-mayor be a member of such Committee; to simplify the nomination of permanent employees and provide for the nomination of assistants to the manager; to modify the salary of the fire commissioner for the City of Québec; to determine in which cases the contracts awarded by the City shall be made before a notary; to modify the law concerning the preparation and correction of the assessment roll concerning all personal taxes and all business taxes; to modify the actual law concerning the number of taxis; to determine how the City will pay its bills and its employees; to ask the authorization to impose a surtax on the excess of \$100,000 for every immovable property valued to more than \$100,000 in the valuation roll; to amend the Charter concerning the constables so as to concur with the general law concerning the policemen; to modify the law concerning the construction and maintenance of sidewalks; to modify the water rates; to establish in favour of the hospitals; to increase the amount which the City is authorized to borrow annually; to establish new water and sewer services; to allow the construction of a multi-dwelling house on the west side of "Le Parc des Braves"; to modify the law imposing a penalty for infraction to the Charter; to modify the law concerning the pensions to the mayor and to the municipal councillors; to be authorized to borrow: \$250,000 to buy new fire apparatus; \$350,000 to buy the immovable properties and any real servitude needed to supply water to the new district "Les Saules" and make the necessary works for that purpose; \$1,000,000 for the construction of new fire stations; \$1,300,000 for the lighting of public streets; \$3,000,000 for the improvement of St-Charles' river banks including the acquisition of the necessary properties; \$5,000,000 to improve the immovable properties of the exhibition park; to allow the City to borrow money on long term periods, by promissory loans or by loan agreements whenever it is authorized to borrow by the issue of bonds or debentures; to consolidate if necessary the deficit for the fiscal year 1970-71; and all other amendments which could be in the interest of the City of Québec.

Québec, February 4, 1970.

BENOIT PELLETIER, Q.C., and

JEAN-CHARLES BROCHU,
33165-6-4-0 Attorneys of the City of Québec.

Université Laval

Avis est par les présentes donné que le recteur et les membres de l'Université Laval, à Québec, dans la province du Canada, communément désignée sous le nom de « Université Laval », ayant son siège social en la ville de Ste-Foy, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Constituer une corporation sous le nom de « Université Laval » et ayant pour objet l'enseignement supérieur et la recherche. Cette corporation aura tous les droits et pouvoirs des corporations ordinaires et jouira en outre des pouvoirs conférés à la pétitionnaire par le chapitre 140 des lois de 1950.

2° Déterminer les personnes qui pourront devenir membres de la corporation.

3° Préciser l'exercice des droits et pouvoirs de la corporation.

4° Prescrire le mode d'administration de la corporation et les droits et pouvoirs du conseil.

5° Accorder à la corporation tous autres pouvoirs nécessaires à la poursuite de ses objets.

6° Transférer à la corporation tous les droits, biens et obligations de « Le recteur et les membres de l'Université Laval, à Québec, dans la province de Canada ».

7° Et pour d'autres fins.

Québec, ce 29e jour de janvier 1970.

Les procureurs,

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
33106-6-4-0 GARNEAU, TRUCHON & MORISSET.

Laval University

Notice is hereby given that the rector and members of l'Université Laval (Laval University), at Québec, in the province of Québec, commonly designated under the name of "Laval University", having its head office in the city of St. Foy, will apply to the Québec National Assembly, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes:

1. Establish a corporation under the name of "Laval University" having higher education and research as its purposes. This corporation will have all the rights and powers of ordinary corporations and will enjoy, moreover, the powers granted to the petitioner by chapter 140 of the Statutes of 1960.

2. Determine those who may become members of the corporation.

3. Specify the rights and powers of the corporation.

4. Prescribe the mode of administration of the corporation and the rights and powers of the Council.

5. Grant to the corporation any other powers necessary for the achievement of its purposes.

6. Transfer to the corporation all rights, property and bonds of "The Rector and Members of l'Université Laval (Laval University), at Québec, in the province of Canada".

7. And for other purposes.

Québec, this 29th day of January, 1970.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
GARNEAU, TRUCHON & MORISSET,
33106-6-4 *Attorneys.*

**Les Soeurs de la Présentation de Marie
(Province de Montréal)**

Avis est, par les présentes, donné que « Les Soeurs de La Présentation de Marie (Province de Montréal) », s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi leur permettant de créer une nouvelle corporation avec les pouvoirs habituels des corporations religieuses, particulièrement le droit d'incorporer des maisons, pour valider certains actes et certains titres de propriété, et pour tous autres pouvoirs, et pour transporter certains biens à la nouvelle corporation.

Montréal, le 30 janvier 1970.

Les procureurs de la requérante,

MONETTE, FILION CLERK, MICHAUD,
33103-6-4-0 BARAKETT & LEVESQUE.

**Sisters of the Presentation of Mary
(Province of Montreal)**

Notice is hereby given that "Sisters of the Presentation of Mary (Province of Montreal)", will apply to the National Assembly of Québec at its next session for the passing of an act allowing it to create a new corporation with the powers pertaining ordinarily to religious corporations, to give it the right to incorporate houses, to validate certain acts and titles of property, and for any other powers, and to authorize it to transfer certain properties to the new corporation.

Montreal, January 30, 1970.

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BARAKETT & LEVESQUE,
33103-6-4-0 *Attorneys for petitioner.*

**Les Soeurs de la Présentation de Marie
(Province de St-Hyacinthe)**

Avis est, par les présentes, donné que « Les Soeurs de la Présentation de Marie (Province de St-Hyacinthe) », s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi leur permettant de créer une nouvelle corporation avec les pouvoirs habituels des corporations religieuses, particulièrement le droit d'incorporer des maisons, pour valider certains actes et certains titres de propriété, et pour tous autres pouvoirs, et pour transporter certains biens à la nouvelle corporation.

Montréal, le 30 janvier 1970.

Les procureurs de la requérante,

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
33104-6-4-0 BARAKETT & LEVESQUE.

**Sisters of the Presentation of Mary
(Province of St-Hyacinthe)**

Notice is hereby given that "Sisters of the Presentation of Mary (Province of St-Hyacinthe)", will apply to the National Assembly of Québec at its next session for the passing of an act allowing it to create a new corporation with the powers pertaining ordinarily to religious corporations, to give it the right to incorporate houses, to validate certain acts and titles of property, and for any other powers, and to authorize it to transfer certain properties to the new corporation.

Montreal, January 30, 1970.

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BAARKETT & LEVESQUE,
33104-6-4-0 *Attorneys for petitioner.*

**Les Soeurs de la Présentation de Marie
(Province de Sherbrooke)**

Avis est, par les présentes, donné que « Les Soeurs de la Présentation de Marie (Province de Sherbrooke) », s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi permettant de créer une nouvelle corporation avec les pouvoirs habituels des corporations religieuses, particulièrement le droit d'incorporer des maisons, pour valider certains actes et certains titres de propriété, et pour tous autres pouvoirs, et pour transporter certains biens à la nouvelle corporation.

Montréal, le 30 janvier 1970.

Les procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
33105-6-4-0 BARAKETT & LEVESQUE.

Club de Golf de Lorette inc.

Avis est donné par les présentes que « Club de Golf de Lorette inc. », s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi pourvoyant entr'autres:

a) modifier le capital-actions de la corporation et en fixer le nombre d'actions de classe A et B;

b) Pourvoir que la nouvelle charte sera régie par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec;

c) telles autres fins qui sont énumérées dans la Loi.

Québec, le 3 février 1970.

Les procureurs de la corporation,
33157-6-4-0 DROLET, BROCHU & LÉTOURNEAU

La Ville de St-Hubert

Avis est par les présentes donné que la Ville de St-Hubert s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec à sa prochaine session pour obtenir des amendements à sa charte (6-7 Elizabeth II, chap. 112) aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer certaines taxes spéciales à raison de la superficie des immeubles au lieu de l'évaluation, d'exiger le paiement de toutes taxes dues et payables sur un terrain avant qu'il ne soit subdivisé, d'imposer une taxe sur les roulottes utilisées comme habitations, bureaux ou places d'affaires pendant plus de quatre-vingt-dix (90) jours au cours d'une année, en plus des taxes autrement autorisées en pareil cas, d'imposer et prélever une taxe spéciale sur tous les immeubles imposables de la Ville dont le produit serait versé au fonds d'un règlement d'emprunt pour tenir lieu des taxes auxquelles seraient assujettis les immeubles appartenant à la Ville si ces immeubles étaient imposables et d'acquérir de gré à gré ou par expropriation des Associations de Pompiers Volontaires de la Ville, toutes propriétés mobilières ou immobilières leur appartenant et restreignant l'application des dispositions de la Loi concernant l'évaluation des terres en culture.

Montréal, ce 3 février 1970.

Les procureurs de la pétitionnaire,
LABELLE, GOULET, TELLIER,
33158-6-4-0 MONGEAU & CARRIÈRES.

**Sisters of the Presentation of Mary
(Province of Sherbrooke)**

Notice is hereby given that "Sisters of the Presentation of Mary (Province of Sherbrooke)", will apply to the National Assembly of Québec at its next session for the passing of an act allowing it to create a new corporation with the powers pertaining ordinarily to religious corporations, to give it the right to incorporate houses, to validate certain acts and titles of property, and for any other powers, and to authorize it to transfer certain properties to the new corporation.

Montreal, January 30, 1970.

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
33105-6-4-0 BARAKETT & LEVESQUE,
Attorneys for petitioner.

Lorette Golf Club Inc.

Notice is hereby given that "Lorette Golf Club Inc.", will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, to get the adoption of an act for the following purposes:

(a) to amend the shareholding stock of the corporation and set the number of shares of class A and B;

(b) to provide for that the provisions of the second part of the Québec Companies Act will apply to the new charter;

(c) for all other purposes provided for in the law.

Québec, February 3, 1970.

DROLET, BROCHU & LÉTOURNEAU,
33157-6-4-0 *Attorneys for the petitioner.*

The Town of St. Hubert

Notice is hereby given that the town of St. Hubert will apply to the National Assembly of Québec at its next session to obtain amendments to its charter (6-7 Elizabeth II, chap. 112) for the purposes of obtaining the power to impose certain special taxes on the basis of the area of immovables instead of their valuation, to require the payment of all taxes due and payable on lot before it be subdivided, to impose a tax on trailers used as homes, offices or business places for more than ninety (90) days during the course of a year over and above taxes otherwise authorized in such cases, to impose and levy a special tax on all taxable immovable properties of the Town, the proceeds of which would be paid into the funds of a borrowing by-law in lieu of the taxes to which would be subject the immovable properties of the Town, if these properties were taxable, to limit the application of Section 523 of the Cities and Towns Act, to land which shall belong to a person, whose main occupation shall be that of farmer, to refuse the issue of a business permit when such issue is not recommended by its officers for serious reasons relating to peace and good order, public health or non compliance to other by-laws and to acquire by agreement or by expropriation of the Volunteer Firemen Associations of the Town, any movable or immovable properties belonging to them and restricting the application of the provisions of the law relating to the valuation of the farm lands.

Montreal, this February 3, 1970.

LABELLE, GOULET, TELLIER,
33158-6-4-0 MONGEAU & CARRIÈRES,
Attorneys for the petitioner.

L'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie

Avis public est par les présentes donné que « L'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi abrogeant le chapitre 87 des lois de 1893 qui avait constitué en corporation ladite Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie, constituant une nouvelle corporation sous le nom de Les Soeurs Franciscaines Missionnaires de Marie pour succéder à la première corporation, précisant et étendant les pouvoirs de la nouvelle corporation.

Québec, le 4 février 1970.

Les procureurs de la pétitionnaire,

FLYNN, RIVARD, JACQUES,
33197-7-4-o CIMON, LESSARD & LEMAY.

Gilles Girard

Avis est par les présentes donné que: Gilles Girard, de 100, Saint-Dominique, apt. 6, Victoriaville, comté d'Arthabaska, s'adressera à la législature de Québec pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs du requérant,

DU MESNIL, MAILHOT &
33211-7-4-o DESAULNIERS.

La Commission des Écoles Catholiques de Saint-Laurent

Avis est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Saint-Laurent s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur la matière suivante:

Obtenir le pouvoir de payer à Monsieur Louis L. Deguire, son secrétaire-trésorier, une rente hebdomadaire de \$175, sa vie durant, à compter du 1er juillet 1970, en sus de toute somme à laquelle il peut, par ailleurs avoir droit.

Et pour toute autre fin qui, lors de l'étude et de la présentation des amendements à la loi concernant la Commission des Écoles Catholiques de Saint-Laurent, pourrait être dans l'intérêt de la Commission des Écoles Catholiques de Saint-Laurent.

Saint-Laurent, ce 4e jour de février 1970.

Le procureur,

33255-7-4-o GEORGES L. LAURIN.

La Fédération des Principaux du Québec

Prenez avis que Messieurs Maurice Fortin, résidant et domicilié en la cité et le district de Montréal, et Claude M. Poirier de la cité de Duvernay, district de Montréal, en leur qualité respective de président et secrétaire de La Fédération des Principaux du Québec, s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec, dans le but de faire voter une loi constituant La Fédération des Principaux du Québec en corporation avec, entre autres, un droit de retenue syndicale.

Montréal, le 5 février 1970.

Les procureurs des pétitionnaires,

33256-7-4-o BRUNEAU, MORIN & DESBIENS.

L'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie

Public notice is hereby given that "L'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie" will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain the passing of an act to abrogate chapter 87 of the laws of 1893 which had constituted the said corporation Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie, to constitute a new corporation under the name of Les Soeurs Franciscaines Missionnaires de Marie which will succeed to the former, to specify and increase the powers of the new corporation.

Québec, February 4, 1970.

FLYNN, RIVARD, JACQUES,

33197-7-4-o CIMON, LESSARD & LEMAY,
Attorneys for the petitioner.

Gilles Girard

Notice is hereby given that Gilles Girard, of 100 St-Dominique apt. 6, Victoriaville, county of Arthabaska, will apply to the Legislature of Québec, during the next session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit him as assistant pharmacist.

DU MESNIL, MAILHOT,

33211-7-4-o & DESAULNIERS,
Attorneys for the Petitioner.

La Commission des Écoles Catholiques de Saint-Laurent

Notice is hereby given that the Commission des Écoles Catholiques de Saint-Laurent will apply to the National Assembly of Québec at its present session, for the adoption of an act, the object thereof is the following:

To obtain the power to pay to Mr. Louis L. Deguire, its Secretary-Treasurer, weekly pension of \$175, his life-time, starting the 1st of July, 1970.

And for all other purposes which, during the studying and presentation of amendments to the law concerning the Commission des Écoles Catholiques de Saint-Laurent, could be in the interest of la Commission des Écoles Catholiques de Saint-Laurent.

Saint-Laurent, this 4th day of February, 1970.

GEORGES L. LAURIN,

33255-7-4-o *Attorney.*

La Fédération des Principaux du Québec

Take notice that Mr. Maurice Fortin, domiciled and residing in the city and district of Montreal, and Mr. Claude M. Poirier, domiciled and residing in the city of Duvernay, district of Montreal, in their respective quality of President and Secretary of La Fédération des Principaux du Québec, will apply to the National Assembly of Québec, to vote a law constituting La Fédération des Principaux du Québec in corporation, with, between others, the right of force the employer to deduct union assesment.

Montreal, February 5, 1970.

BRUNEAU, MORIN & DESBIENS,

33256-7-4-o *Attorneys for the petitioners.*

**Succession Dame Dora Theresa Pattle,
veuve de Carl William Vollman**

Avis est, par les présentes, donné que Dames Dora Wright (Madame Frederick Flynn) et Grace Wright (Madame Robert Hamilton) s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi décrétant que certains montants du capital soient partagés annuellement entre les bénéficiaires et que les exécuteurs testamentaires soient autorisés à ce faire.

Montréal, P.Q., le 5 février 1970.

Les procureurs des requérantes,
33257-7-4-o LAFLEUR & BROWN.

**Estate Dame Dora Theresa Pattle,
widow of Carl William Vollman**

Notice is hereby given that Dames Dora Wright (Mrs. Frederick Flynn) and Grace Wright (Mrs. Robert Hamilton) will request the National Assembly of Québec at its next session to adopt an Act enacting that amounts of capital may be distributed between the beneficiaries annually, and that the testamentary executors be authorized to do so.

Montreal, P.Q., February 5, 1970.

LAFLEUR & BROWN,
33257-7-4-o Attorneys for the petitioners.

Harvey John Freedman

Avis est par les présentes donné que: Harvey John Freedman, de 4884, Jean Brillant, à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs du requérant,
33269-7-4-o DU MESNIL, MAILHOT
& DESAULNIERS.

Harvey John Freedman

Notice is hereby given that Harvey John Freedman, of 4884, Jean Brillant, Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, during the next session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit him as assistant pharmacist.

DU MESNIL, MAILHOT
& DESAULNIERS,
33269-7-4-o Attorneys for the attorney.

Bills — Assemblée nationale

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire de la commission des bills privés avant le 3 février 1970 et présentés avant le 17 mars 1970, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 6 mars 1970 et reçues avant le 11 mars 1970, et les rapports de commissions élues chargées de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 31 mars 1970.

Québec, le 23 janvier 1970.

32965-5-4-o *Le secrétaire,*
RENÉ BLONDIN.

Bills — National Assembly

CONCERNING private bills which will be presented during the next session.

In the terms of the regulation, private bills shall be filed with the Secretary of the private bills commission before February 3, 1970, and presented before March 17, 1970; introductory petitions for private bills shall be presented before March 6, 1970, and received before March 11, 1970, and the reports of the elected commissions entrusted with examining the private bills shall be received before March 31, 1970.

Québec, January 23, 1970.

32965-5-4 *RENÉ BLONDIN,*
Secretary.

Vente d'effets non-réclamés

**Compagnie du chemin de fer Canadien
du Pacifique**

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le dernier jour de novembre 1969, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, lundi, le trentième jour de mars 1970, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 29 janvier 1970.

La Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

33101-6-6-o *Par le gérant du service
des postes et bagages,*
W. G. WRIGHT.

Sale of Unclaimed Goods

**Canadian Pacific Railway
Company**

Notice is hereby given that all baggage received prior to the thirtieth day of November 1969, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Monday, the thirtieth day of March 1970, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 29, 1970.

Canadian Pacific Railway Company.

33101-6-6-o *W. G. WRIGHT,
Manager,
Mail and Baggage Traffic.*

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Frontenac

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Frontenac ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: « le district électoral de Frontenac ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de Lac Mégantic, Québec, dans le district électoral de Frontenac. Québec, le 2 février 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
33205-0 **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Frontenac

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Frontenac".

The territory in which the union will recruit its members will be the electoral district of Frontenac.

The head office of the said savings and credit union is situated in the town of Lac Mégantic, Québec, in the electoral district of Frontenac. Québec, February 2, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
33205 *Companies and Cooperatives.*

Caisse d'épargne et d'entraide économique de St-Jean et Iberville

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'épargne et d'entraide économique de St-Jean et Iberville ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera les districts électoraux de St-Jean et Iberville.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la cité de St-Jean, Québec, dans le district électoral de St-Jean.

Québec, le 3 février 1970.
Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
33206-0 **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

Caisse d'épargne et d'entraide économique de St-Jean et Iberville

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "Caisse d'épargne et d'entraide économique de St-Jean et Iberville".

The territory in which the union will recruit its members will be the electoral districts of St-Jean and Iberville.

The head office of the said savings and credit union is situated in the city of Saint John's, Québec, in the electoral district of Saint John's.

Québec, February 3, 1970.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
33206 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse populaire de La Prairie

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le vingt-sixième jour de mai 1969 par « La Caisse populaire de La Prairie », modifiant son territoire qui était « la ville de La Prairie », en celui de « la ville de La Prairie et la municipalité de paroisse de St-Philippe et la municipalité de St-Mathieu ».

Québec, le 3 février 1970.
Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
33207-0 **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

La Caisse populaire de La Prairie

(Saving and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on the twenty-sixth day of May, 1969, by "La Caisse populaire de La Prairie", amending its territory which was "the town of La Prairie" into that of "the town of La Prairie and the parish municipality of Saint-Philippe and the municipality of Saint-Mathieu".

Québec, February 3, 1970.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
33207 *Companies and Cooperatives.*

**Divers
Compagnies**

**Miscellaneous
Companies**

**Centre Éducatif et Culturel inc.
Educational & Cultural Center Inc.**

La compagnie « Centre Éducatif et Culturel inc.— Educational & Cultural Center Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
33173-0 **EME. LACROIX.**
11969-56

**Centre Éducatif et Culturel inc.
Educational & Cultural Center Inc.**

"Centre Éducatif et Culturel inc.— Educational & Cultural Center Inc.", gives notice that it changed the number of its directors from 3 to 5.

EME. LACROIX,
Secretary.
33173 11969-56

Coast Produce Inc.

Avis est donné que le 26 novembre 1969, le règlement No 7, pourvoyant à la distribution des biens de la compagnie « Coast Produce Inc. », a été adopté et qu'il a été ratifié par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le même jour, à Gaspé, et qu'en conformité dudit règlement et de l'article 90 de la Loi des compagnies, la compagnie procédera à la distribution de ses biens à ses actionnaires, quinze (15) jours après la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 2 février 1970.

Le procureur de la requérante,
ME GILLES DEMERS, notaire.

33167-o

L'Atelier de Marchandises exclusives inc.

La compagnie « L'Atelier de Marchandises exclusives inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
GILLES ST-PIERRE.

33171-o

4581-68

Capitol Industries Ltd.

Avis est donné que « Capitol Industries Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
J. L. SWITZER.

33172

47579-53

Fredrick's Men's Wear Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement No XXII de la compagnie « Fred Leber Quality Men's Wear Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 28^e jour de septembre 1964, changeant son nom en celui de « Fredrick's Men's Wear Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33175-o

4287-64

Gallia Building inc.

La compagnie « Gallia Building inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
JACQUES DUCROS.

33176-o

2720-42

Hôpital St-Lambert (Convalescents)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 janvier 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital St-Lambert (Convalescents) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies,

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33177-o

11117-59

The May Court Club of Montreal

Avis est donné que « The May Court Club of Montreal » a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 8.

Le secrétaire,
MME EDWARD CHURCHILL.

33178-o

5434-68

Coast Produce Inc.

Notice is given that on November 26, 1969, by-law 7, providing for the distribution of the assets of "Coast Produce Inc.", has been adopted and that it has been ratified by the shareholders at a special general meeting held on the same day, at Gaspé, and that in conformity with the said by-law and section 90 of the Companies Act, the company will proceed to the distribution of its assets among its shareholders, fifteen (15) days after the publication of the present notice in the *Québec Official Gazette*.

Québec, February 2, 1970.

ME. GILLES DEMERS, notary,
Attorney for the petitioner.

33167

L'Atelier de Marchandises exclusives inc.

"L'Atelier de Marchandises exclusives inc.", gives notice that it changed the number of its directors from 4 to 3.

GILLES ST-PIERRE,
Secretary.

33171

4581-68

Capitol Industries Ltd.

Notice is given that "Capitol Industries Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

J. L. SWITZER,
Secretary.

33172-o

47579-53

Fredrick's Men's Wear Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXII of the company "Fred Leber Quality Men's Wear Ltd.", incorporated by letters patent dated the 28th day of September, 1964, changing its name into that of "Fredrick's Men's Wear Ltd."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33175

4287-64

Gallia Building inc.

"Gallia Building inc." gives notice that it has changed the number of its directors from 5 to 4.

JACQUES DUCROS,
Secretary.

33176

2720-42

Hôpital St-Lambert (Convalescents)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 23, 1970, he approved the general by-laws of "Hôpital St-Lambert (Convalescents)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

33177

11117-59

The May Court Club of Montreal

Notice is given that "The May Court Club of Montreal" has changed the number of its directors from 10 to 8.

MRS. EDWARD CHURCHILL,
Secretary.

33178

5434-68

The Ottawa Ski Club, Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 janvier 1970, il a approuvé le règlement spécial « A » de la corporation « The Ottawa Ski Club, Incorporated », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33179-o 1624-21

Gino Paoli Ltd.

Avis est donné que « Gino Paoli Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 7.

*Le secrétaire,
EDITH BROWN.*
33180 10082-57

Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited

Avis est donné que « Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

*Le secrétaire,
J. L. SWITZER.*
33181 2504-44

Trahan & frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXXII de la compagnie « Trahan & frère inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de décembre 1954, changeant son nom en celui de « Trahan & frères inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33182-o 12979-54

**Fine Threads Ltd.
Fils à coudre fins ltée**

Avis est donné que la compagnie « Fine Threads Ltd.— Fils à coudre fins ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,
SYO SILVERMAN.*
33191 2856-66

InterRoyal Corporation St. Jean Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 58 de la compagnie « Croydon Furniture Corporation », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de mai 1952, changeant son nom en celui de « InterRoyal Corporation St. Jean Limited ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
33192-o 6607-52

Société de Placements ltée

Avis est donné que la compagnie « Société de Placements ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

*Le secrétaire-trésorier,
JACQUES COURTEMANCHE.*
33193-o 14548-61

The Ottawa Ski Club, Incorporated

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 23, 1970, he approved special by-law "A" of "The Ottawa Ski Club, Incorporated", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33179 1624-21

Gino Paoli Ltd.

Notice is given that "Gino Paoli Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 7.

*EDITH BROWN,
Secretary.*
33180-o 10082-57

Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited

Notice is given that "Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited" has changed the number of its directors from 4 to 6.

*J. L. SWITZER,
Secretary.*
33181-o 2504-44

Trahan & frères inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXXII of the company "Trahan & frère inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of December, 1954, changing its name into that of "Trahan & frères inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33182-o 12979-54

**Fine Threads Ltd.
Fils à coudre fins ltée**

Notice is given that "Fine Threads Ltd.— Fils à coudre fins ltée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

*SYO SILVERMAN,
Secretary.*
33191-o 2856-66

InterRoyal Corporation St. Jean Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 58 of the company "Croydon Furniture Corporation", incorporated by letters patent dated the 10th day of May, 1952, changing its name into that of "InterRoyal Corporation St. Jean Limited".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33192-o 6607-52

Société de Placements ltée

Notice is given that "Société de Placements ltée" has changed the number of its directors from 6 to 5.

*JACQUES COURTEMANCHE,
Secretary-Treasurer.*
33193 14548-61

**Aménagement Planifie inc.
Planned Furnishings Inc.**

La compagnie « Aménagement Planifie inc.—Planned Furnishings Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
CLAUDE BOLDUC.

33219-o 346-68

**Aménagement Planifie inc.
Planned Furnishings Inc.**

“Aménagement Planifie inc.—Planned Furnishings Inc.”, gives notice that it has changed the number of its directors from 3 to 4.

CLAUDE BOLDUC,
President.

33219 346-68

**La Cie Repentigny Électrique inc.
Repentigny Electric Co. Inc.**

La compagnie « La Cie Repentigny Électrique inc.—Repentigny Electric Co. Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
MME MICHELLE PAUL THOUIN.
2279-64

33220-o

**La Cie Repentigny Électrique inc.
Repentigny Electric Co. Inc.**

“La Cie Repentigny Électrique inc.—Repentigny Electric Co. Inc.”, gives notice that it has changed the number of its directors from 3 to 5.

MRS. MICHELLE PAUL THOUIN,
Secretary.
2279-64

33220

**Les Éditions Commerce
Commerce Editions**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 janvier 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Les Éditions Commerce — Commerce Editions », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33221-o 2922-69

**Les Éditions Commerce
Commerce Editions**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 30, 1970 he approved the general by-laws of “Les Éditions Commerce — Commerce Editions”, and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33221 2922-69

Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 janvier 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
Compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33222-o 2299-69

Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has on January 27, 1970, approved general by-laws of “Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc.”, and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperative.*

33222 2299-69

**Le Meuble Rustique (Deauville) inc.
Rustic Furniture (Deauville) Inc.**

La compagnie « Le Meuble Rustique (Deauville) inc.—Rustic Furniture (Deauville) Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,
CLAUDE BILODEAU.

33223-o 2817-66

**Le Meuble Rustique (Deauville) inc.
Rustic Furniture (Deauville) Inc.**

Notice is given that “Le Meuble Rustique (Deauville) inc.—Rustic Furniture (Deauville) Inc.” has changed the number of its directors from 7 to 3.

CLAUDE BILODEAU,
Secretary.

33223 2817-66

**Montreal Real Estate Board
Chambre d'Immeuble de Montréal**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis que le 2 février 1970, il a approuvé les amendements aux règlements 5, 9, 10, 11, 29, 33, 50 et 52 de la corporation « Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33224 51903-53

**Montreal Real Estate Board
Chambre d'Immeuble de Montréal**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 2, 1970, he approved the amendments to by-laws 5, 9, 10, 11, 29, 33, 50 and 52 of “Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal”, and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33224-o 51903-53

Nadeau & Germain inc.

Avis est donné que la compagnie « Nadeau & Germain inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
ADRIENNE NADEAU THIBODEAU.
33225-o 1753-64

Nadeau & Germain inc.

Notice is given that "Nadeau & Germain inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

ADRIENNE NADEAU THIBODEAU,
Secretary.
33225 1753-64

Le Reflet de Bedford inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 janvier 1970, il a approuvé le règlement Spécial « A » de la corporation « Le Reflet de Bedford inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
33226-o 506-69

Le Reflet de Bedford inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on January 29, 1970, approved special by-law "A" of "Le Reflet de Bedford inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
33226 506-69

Lamoureux Gaz Vent & Chimney Supply Co. Ltd.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale, tenue le 18 décembre 1969, les actionnaires de la compagnie « Lamoureux Gaz Vent & Chimney Supply Co. Ltd. », ont approuvé, sanctionné et ratifié à l'unanimité le règlement « Y » de la compagnie. Quinze jours après la publication du présent avis, tous les biens de la compagnie seront partagés entre les actionnaires, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent sur le capital de la compagnie.

Brockville, Ontario, le 19 décembre 1969.
Le secrétaire,
33238 D. G. MACKENZIE.

Lamoureux Gaz Vent & Chimney Supply Co. Ltd.

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of "Lamoureux Gaz Vent & Chimney Supply Co. Ltd.", held on December 18, 1969, by-law "Y" of the company was unanimously approved, sanctioned and confirmed. Fifteen days after the publication of the present notice, all the assets of the company will be distributed among the shareholders proportionally to the number of shares they hold of the capital of the company.

Brockville, Ontario, December 19, 1969.
D. G. MACKENZIE,
33238-o *Secretary.*

**Association des Constructeurs d'Habitations de Montréal Métropolitain
Montreal Metropolitan Home Builders Association**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la corporation « L'Association des Constructeurs d'Habitations du district de Montréal — Montreal District Home Builders' Association », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de mars 1950, changeant son nom en celui de « Association des Constructeurs d'Habitations de Montréal Métropolitain — Montreal Metropolitan Home Builders Association ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
33241-o 2874-50

**Association des Constructeurs d'Habitations de Montréal Métropolitain
Montreal Metropolitan Home Builders Association**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the corporation « L'Association des Constructeurs d'Habitations du district de Montréal — Montreal District Home Builders' Association », incorporated by letters patent dated the 8th day of March, 1950, changing its name into that of "Association des Constructeurs d'Habitations de Montréal Métropolitain — Montreal Metropolitan Home Builders Association".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
33241-o 2874-50

Avanti Furniture Mfg. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Avanti Furniture Mfg. Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
REGINA GLAZER.
33242 12928-61

Avanti Furniture Mfg. Ltd.

Notice is given that "Avanti Furniture Mfg. Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

REGINA GLAZER,
Secretary.
33242-o 12928-61

Best Ever Food Products Ltd.

Avis est donné que « Best Ever Food Products Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
HAROLD GRANITZ.
33243 12803-62

Best Ever Food Products Ltd.

Notice is given that "Best Ever Food Products Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 4.

HAROLD GRANITZ,
Secretary.
33243-o 12803-62

Hôpital Honoré Mercier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 janvier 1970, il a approuvé les règlements numéros 1, 3, 4 et 5 de la corporation « Hôpital Honoré Mercier inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33244-o 1561-68

**Hygrade Foods Inc.
Les Aliments Hygrade inc.**

Avis est donné que la compagnie « Hygrade Foods Inc. — Les Aliments Hygrade inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

*Le secrétaire,
HAROLD GRANITZ.*

33245 1313-32

**Imbrex Québec limitée
Imbrex Québec Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 39 de la compagnie « Distributeurs Delorimier Distributors Inc. », constituée par lettres patentes en date du 20^e jour de mai 1947, changeant son nom en celui de « Imbrex Québec limitée — Imbrex Québec Limited ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

33246-o 3701-47

McQuaide's-Hygrade Ltd.

Avis est donné que la compagnie « McQuaide's-Hygrade Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

*Le secrétaire,
HAROLD GRANITZ.*

33247 3132-63

Preston, Phipps Incorporated

Avis est donné que « Preston, Phipps Incorporated », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

*Le secrétaire,
D. J. MACCANDLISH.*

33248 1845-33

**Trans-Canada Signs (1967) Ltd.
Les Enseignes Trans-Canada (1967) Itée**

Avis est donné que la compagnie « Trans-Canada Signs (1967) Ltd. — Les Enseignes Trans-Canada (1967) Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

*Le secrétaire,
RAYMOND DAVID.*

33249-o 2563-67

The Valley Shoe Company Incorporated

La compagnie « The Valley Shoe Company Incorporated » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

*Le secrétaire,
JEAN-GUY LATULIPPE.*

33250-o 6630-39

Hôpital Honoré Mercier inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 30, 1970 he approved by-laws number 1, 3, 4 and 5 of "Hôpital Honoré Mercier inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33244 1561-68

**Hygrade Foods Inc.
Les Aliments Hygrade inc.**

Notice is given that "Hygrade Foods Inc. — Les Aliments Hygrade inc." has changed the number of its directors from 5 to 4.

*HAROLD GRANITZ,
Secretary.*

33245-o 1313-32

**Imbrex Québec limitée
Imbrex Québec Limited**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 39, of the company "Distributeurs Delorimier Distributors Inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of May, 1947, changing its name into that of "Imbrex Québec limitée — Imbrex Québec Limited".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

33246-o 3701-47

McQuaide's-Hygrade Ltd.

Notice is given that "McQuaide's-Hygrade Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

*HAROLD GRANITZ,
Secretary.*

33247-o 3132-63

Preston, Phipps Incorporated

Notice is given that "Preston, Phipps Incorporated", has changed the number of its directors from 4 to 3.

*D. J. MACCANDLISH,
Secretary.*

33248-o 1845-33

**Trans-Canada Signs (1967) Ltd.
Les Enseignes Trans-Canada (1967) Itée**

Notice is given that "Trans-Canada Signs (1967) Ltd. — Les Enseignes Trans-Canada (1967) Itée", has changed the number of its directors from 3 to 6.

*RAYMOND DAVID,
Secretary.*

33249 2563-67

The Valley Shoe Company Incorporated

"The Valley Shoe Company Incorporated" gives notice that it has changed the number of its directors from 4 to 3.

*JEAN-GUY LATULIPPE,
Secretary.*

33250 6630-39

Western Food Enterprises Inc.
Les Entreprises alimentaires de l'Ouest inc.

Avis est donné que la compagnie « Western Food Enterprises Inc.—Les Entreprises alimentaires de l'Ouest inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
 NICOLINO POMPEO...
 12845-60

33251

Western Food Enterprises Inc.
Les Entreprises alimentaires de l'Ouest inc.

Notice is given that "Western Food Enterprises Inc.—Les Entreprises alimentaires de l'Ouest inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

NICOLINO POMPEO,
Secretary.
 12845-60

33251-o

Sièges sociaux

Les Éditions Européennes Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Éditions Européennes Itée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, en date du 23^e jour de juillet 1963 et ayant son siège social dans la Ville de Québec, où elle avait son bureau situé au No 55, est Boulevard Charest, l'a transporté au No 764 est, rue St-Joseph.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 23^e jour du mois d'octobre 1969.

(Seau)

Le président,
 LEON G. HOFFMANN.
 3184-63

33183-o

Famis

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Famis », constituée en corporation par lettres patentes le 11 novembre 1968, a établi son bureau et siège social à 1374 ouest, avenue des Pins, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24^e jour de novembre 1969.

La présidente,
 SOEUR MADELEINE BLAIS.
 5123-68

33184-o

J. V. Hallé inc.

Avis est donné que la compagnie « J. V. Hallé inc. », a changé son siège social du numéro 27, rue Montcalm, Lévis, au numéro 436, rue Nolin, Vanier.

Le secrétaire,
 MARCEL LAPOINTE.
 10373-59

33185-o

The Lake Aylmer Farm Ltd.
La Ferme du Lac Aylmer Itée

Avis est par les présentes donné que « The Lake Aylmer Farm Ltd.—La Ferme du Lac Aylmer Itée », une corporation constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 14^e jour de février, 1969, et ayant son siège social en la ville de Thetford Mines, province de Québec, a établi son bureau à 287, rue Notre Dame.

À compter du 14^e jour de mars, 1969, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la ville de Thetford Mines, ce 8^e jour d'août, 1969.

Le secrétaire-trésorier,
 W. K. MACLEOD, JR.
 83-69

33186-o

Head Offices

Les Éditions Européennes Itée

Notice is given that "Les Éditions Européennes Itée", incorporated under the Companies Act dated the 23rd day of July, 1963 and having its head office in the City of Québec where it had its office at No. 55 Charest Boulevard East, has moved it to No. 764 Saint-Joseph Street East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Québec, this 23rd day of the month of October, 1969.

(Seal)

LEON G. HOFFMANN,
President.
 3184-63

33183

Famis

Notice is hereby given that "Famis", corporation incorporated by letters patent bearing the date of November 11, 1968, has established its office at 1374 Pine Avenue, West, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 24th day of November, 1969.

SISTER MADELEINE BLAIS,
President.
 5123-68

33184-o

J. V. Hallé inc.

Notice is given that "J. V. Hallé inc.", has changed its head office from 27 Montcalm Street, Lévis, to 436 Nolin Street, Vanier.

MARCEL LAPOINTE,
Secretary.
 10373-59

33185

The Lake Aylmer Farm Ltd.
La Ferme du Lac Aylmer Itée

Notice is hereby given that "The Lake Aylmer Farm Ltd.—La Ferme du Lac Aylmer Itée", incorporated under the provisions of the Companies Act by letters patent dated the 14th day of February, 1969, and having its head office in the city of Thetford Mines, Province of Québec, has established its office at 287 Notre Dame Street South.

From and after the 14th day of March, 1969, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Thetford Mines, this 8th day of August, 1969.

W. K. MACLEOD, JR.,
Secretary-Treasurer.
 83-69

33186-o

Modern Fisheries Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Modern Fisheries Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 26 mai 1969, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 4245; boulevard St-Laurent.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social et sa principale place d'affaires.

Donné à Montréal, ce 1er jour de juin 1969.

Le secrétaire-trésorier,
GUISSEPPE PICCOLO.

33187-o 2337-69

Nordic Mortgage Ltd.

Avis est donné que « Nordic Mortgage Ltd. », a transporté son siège social de 5275, avenue Van Horne, Montréal à 305, boulevard Labelle, Sainte-Thérèse.

Le président,
R. A. WEBER.

33188 1686-64

Raycon Inc.

Avis est donné que « Raycon Inc. » a transporté son siège social de 2097, avenue Chartier, Dorval à 218, boulevard Brunswick, Pointe-Claire.

Le secrétaire,
R. J. McINROY.

33189 1189-63

Raycon Inc.

Avis est donné que « Raycon Inc. » a transporté son siège social de 15564, rue St-Yves, Pierrefonds à 2097, avenue Chartier, Dorval.

Le secrétaire,
R. J. McINROY.

33189-o 1189-63

L'Institut du Québec pour la recherche et le Traitement de l'Obésité inc.

Avis est donné que la compagnie « L'Institut du Québec pour la recherche et le Traitement de l'Obésité inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 février 1968 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 241, ouest rue Fleury.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19 janvier 1970.

Le président,
JEAN GUY BOILEAU.

33194-o 5222-67

Nadeau & Germain inc.

Avis est donné que la compagnie « Nadeau & Germain inc. », a changé son siège social du numéro 321, rue St-Paul, Québec à Dosquet, comté de Lotbinière.

Le secrétaire,
ADRIENNE NADEAU THIBODEAU.

33228-o 1753-64

Modern Fisheries Ltd.

Notice is hereby given that "Modern Fisheries Ltd.", a company incorporated by letters patent issued on May 26, 1969, under the provisions of Part I of the Québec Companies Act, and having its head office in Montreal has established its office at 4245 St. Lawrence Blvd.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office and principal place of business of said company.

Given at Montreal, this 1st day of June 1969.

GUISSEPPE PICCOLO,
Secretary-Treasurer.

33187-o 2337-69

Nordic Mortgage Ltd.

Notice is given that "Nordic Mortgage Ltd." has transferred its head office from 5275 Van Horne Avenue, Montreal to 305 Labelle Boulevard, Sainte-Thérèse.

R. A. WEBER,
President.

33188-o 1686-64

Raycon Inc.

Notice is given that "Raycon Inc." has transferred its head office from 2097 Chartier Avenue, Dorval to 218 Brunswick Boulevard, Pointe-Claire.

R. J. McINROY,
Secretary.

33189-o 1189-63

Raycon Inc.

Notice is given that "Raycon Inc." has transferred its head office from 15564 St. Yves Street, Pierrefonds to 2097 Chartier Avenue, Dorval.

R. J. McINROY,
Secretary.

33189-o 1189-63

L'Institut du Québec pour la recherche et le Traitement de l'Obésité inc.

Notice is given that "L'Institut du Québec pour la recherche et le Traitement de l'Obésité inc.", incorporated by letters patent dated February 6, 1968 and having its head office in the city of Montreal has established its office at number 241 Fleury street west.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, January 19, 1970.

JEAN GUY BOILEAU,
President.

33194-o 5222-67

Nadeau & Germain inc.

Notice is given that "Nadeau & Germain inc." has moved its head office from number 321 Saint-Paul Street, Québec, to Dosquet, county of Lotbinière.

ADRIENNE NADEAU THIBODEAU,
Secretary.

33228 1753-64

Mont Notre-Dame

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Mont Notre-Dame », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 novembre 1967, a établi son bureau et siège social à 114, rue Cathédrale, Sherbrooke, district de St-François, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 21e jour de janvier, 1970.

La présidente,
MADELEINE DE LÉSÉLEUC, C.N.D.
33195-o 22-67

Mont Notre-Dame

Notice is hereby given that "Mont Notre-Dame", company incorporated by letters patent bearing the date of November 21, 1967, has established its office at 114, Cathédrale Street, in the town of Sherbrooke, district of St. François, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Sherbrooke, this 21st day of January 1970.

MADELEINE DE LÉSÉLEUC, C.N.D.,
President.
33195-o 22-67

Total Diversified Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Total Diversified Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 24 novembre 1969, et ayant son siège social à St-Lambert, a établi son bureau principal au numéro 266, avenue Mortlake, St-Lambert, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 31e jour de décembre 1969.

Le président,
LAMBERT TOUPIN.
33196-o 5707-69

Total Diversified Inc.

Notice is hereby given that the company "Total Diversified Inc.", incorporated in the province of Québec, by letters patent dated November 24, 1969, and having its head office in the city of St-Lambert, district of Montreal, has established its principal place of business at number 266 Mortlake Avenue, St-Lambert, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Given at Montreal, this 31st day of December 1969.

LAMBERT TOUPIN,
President.
33196-o 5707-69

Librairie Chibougamau Itée

Avis est donné que la compagnie « Librairie Chibougamau Itée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 26 novembre 1969, et ayant son siège social en la ville de Chibougamau, a établi son bureau au numéro 301, de la troisième rue, suite No 2, dans ladite localité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chibougamau, ce 26e jour de janvier 1970.

Le président,
GÉRALD BÉDARD.
33227-o 5636-69

Librairie Chibougamau Itée

Notice is given that "Librairie Chibougamau Itée", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act bearing date November 26, 1969, and having its head office in the town of Chibougamau, has established its office at number 301, third Street, suite No. 2, in the said locality.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being the head office of the company.

Given at Chibougamau, this 26th day of January 1970.

GÉRALD BÉDARD,
President.
33227 5636-69

Les Habitations St-Jean Itée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Habitations St-Jean Itée », constituée par lettres patentes du 16e jour d'août 1967 et ayant son siège social à Montréal, où son bureau se trouvait à 5450, côte des Neiges, bureau 412, l'a transporté à 1, place Ville Marie, bureau 3635, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 2e jour de février 1970.

Le secrétaire-trésorier,
NAHUM GELBER.
33253 3364-67

Les Habitations St-Jean Itée

Notice is hereby given that "Les Habitations St-Jean Itée", incorporated by letters patent on the 16th day of August, 1967, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 5450 Côte des Neiges, suite 412, has moved it to 1 Place ville Marie, suite 3635, city and district of Montreal, province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 2nd day of February, 1970.

NAHUM GELBER,
Secretary-Treasurer.
33253-o 3364-67

J.L.R. Restaurant Inc.

Avis est donné que la compagnie « J.L.R. Restaurant Inc. » a transporté son siège social de 7001 est, rue Notre-Dame, Montréal, à 1300, route Transcanadienne (route de service sud), Dorval.

Le secrétaire,
JOHN McDUGALL.
33252 4297-65

J.L.R. Restaurant Inc.

Notice is given that "J.L.R. Restaurant Inc.", has transferred its head office from 7001 Notre-Dame Street East, Montreal to 1300 Transcanada Highway, (south service road), Dorval.

JOHN McDUGALL,
Secretary.
33252-0 4297-65

**Les Produits Ra-Vit-Ex Itée
Ra-Vit-Ex Products Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Produits Ra-Vit-Ex Itée—Ra-Vit-Ex Products Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes du 15 décembre 1969 émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal au 7510 de la 20^{ième} avenue, Montréal 453 dans le district judiciaire de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 6 janvier 1970.

Le président,
ROLAND ROY.
(Secau) 33254-0 6101-69

**Les Produits Ra-Vit-Ex Itée
Ra-Vit-Ex Products Ltd.**

Notice is hereby given that "Les Produits Ra-Vit-Ex Itée—Ra-Vit-Ex Products Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December the 15, 1969, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 7510, 20th Avenue, Montreal 453, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, January 6, 1970.

(Seal) 33254-0
ROLAND ROY,
President. 6101-69

Associations coopératives**Association coopérative d'aliments naturels
de St-Alexandre**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative d'aliments naturels de St-Alexandre ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Alexandre, Québec, dans le district électoral d'Iberville.

Québec, le 4 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
33201-0 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations**Association coopérative d'aliments naturels
de St-Alexandre**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of "Association coopérative d'aliments naturels de St-Alexandre".

The head office of this cooperative association is situated at St-Alexandre, Québec, in the electoral district of Iberville.

Québec, February 4, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33201

**Chantier Coopératif de l'U.C.C.
d'Argenson (association coopérative)**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial No 3, adopté le 29 janvier 1970, par le « Chantier Coopératif de l'U.C.C. d'Argenson (association coopérative) », changeant le siège social de l'association qui était Notre-Dame-de-la-Doré, dans le district électoral de Roberval, en celui de la cité de Chicoutimi, dans le district électoral de Chicoutimi.

Avis est également donné que le ministre a approuvé le règlement spécial No 4, adopté le 29 janvier 1970, par le « Chantier Coopératif de l'U.C.C. d'Argenson (association coopérative) », modifiant les fins de l'association.

Québec, le 4 février 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
33203-0 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

**Chantier Coopératif de l'U.C.C.
d'Argenson (association coopérative)**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved special by-law No. 3, adopted on January 29, 1970, by the "Chantier Coopératif de l'U.C.C. d'Argenson (association coopérative)", changing the head office of the association which that of Notre-Dame-de-la-Doré, in the electoral district of Roberval, into that of the city of Chicoutimi, in the electoral district of Chicoutimi.

Notice is also given that the Minister approved special by-law No. 4, adopted on January 29, 1970, by the "Chantier Coopératif de l'U.C.C. d'Argenson (association coopérative)", amending the purposes of the association.

Québec, February 4, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33203

**L'Association coopérative d'économie
familiale de Québec**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement de régie interne de « L'Association coopérative d'économie familiale de Québec », adopté le 21 janvier 1970, avec effet rétroactif à ladite date.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
33202-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**L'Association coopérative d'économie
familiale de Québec**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of internal management of "L'Association coopérative d'économie familiale de Québec", adopted on January 21, 1970, with retroactive effect to the said date.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33202

**L'Association coopérative d'économie
familiale de Québec**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial de « L'Association coopérative d'économie familiale de Québec », adopté le 21 janvier 1970, modifiant les fins de ladite association.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
33202-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**L'Association coopérative d'économie
familiale de Québec**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the special by-law of "L'Association coopérative d'économie familiale de Québec", adopted on January 21, 1970, amending the purposes of the said association.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
33202

**Chartes —
demandes d'abandon de**

Coast Produce Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Coast Produce Inc. », demandera au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Québec, le 2 février 1970.
Le procureur de la requérante,
33167-o **Me GILLES DEMERS, notaire.**

Laurel Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Laurel Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 22e jour de janvier 1970.
Le secrétaire,
33168 **ISIDORE GREENBAUM.**

Pont Viau Shopping Centre Ltd.

Prenez avis que « Pont Viau Shopping Centre Ltd. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 15 janvier 1970.
Le secrétaire,
33169-o **NATHAN STEINBERG.**

**Charters —
Application for Surrender of**

Coast Produce Inc.

Notice is hereby given that "Coast Produce Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Québec, February 2, 1970.
Me. GILLES DEMERS, Notary,
33167 *Attorney for the petitioner.*

Laurel Investment Corp.

Notice is hereby given that "Laurel Investment Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of January, 1970.
ISIDORE GREENBAUM.
33168-o *Secretary.*

Pont Viau Shopping Centre Ltd.

Notice is hereby given that "Pont Viau Shopping Centre Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, January 15, 1970.
NATHAN STEINBERG,
33169-o *Secretary.*

Saranac Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Saranac Investments Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 29^e jour de janvier 1970.

33170

Le secrétaire,
STAN RAICH.

Saranac Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Saranac Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal this 29th day of January 1970.

33170-o

STAN RAICH,
Secretary.

**Équipement de Buanderie Provinciale inc.
Provincial Laundry Equipment Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Équipement de Buanderie Provinciale inc. — Provincial Laundry Equipment Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social en la ville et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, l'autorisation d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 19 janvier 1970.

33213-o

Le procureur de la compagnie,
Me JACQUES BRUNET.

**Équipement de Buanderie Provinciale inc.
Provincial Laundry Equipment Inc.**

Notice is hereby given that "Équipement de Buanderie Provinciale inc. — Provincial Laundry Equipment Inc.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the town of Montreal said district, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Companies Act,

Montreal, January 19, 1970.

33213-o

Me JACQUES BRUNET,
Attorney for the Company.

Lort Realty Corp.

Prenez avis que la compagnie « Lort Realty Corp. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 3 février 1970.

33214-o

BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT,
EMERY, BLAIN & VALLERAND.

Lort Realty Corp.

Take notice that "Lort Realty Corp.", duly incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter in conformity with the province of Companies Act.

Montreal, February 3, 1970.

33214-o

BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT,
EMERY, BLAIN & VALLERAND.

Les Placements Amis Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Amis Itée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et avant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 13^e jour de janvier 1970.

33215-o

Les procureurs de la requérante,
YANOFSKY & KAHN.

Les Placements Amis Itée

Notice is hereby given that "Les Placements Amis Itée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of January 1970.

33215-o

YANOFSKY & KAHN,
Attorneys for Petitioner.

**Terrains Vaudreuil inc.
Vaudreuil Lands Inc.**

Prenez avis que la compagnie « Terrains Vaudreuil inc. — Vaudreuil Lands Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Vaudreuil, P.Q., ce 21^e jour de janvier 1970.

33216-o

Le secrétaire,
LAURENCE RILEY.

**Terrains Vaudreuil inc.
Vaudreuil Lands Inc.**

Notice is hereby given that the company "Terrains Vaudreuil inc. — Vaudreuil Lands Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter.

Given at Vaudreuil, P.Q. this 21st day of January 1970.

33216-o

LAURENCE RILEY,
Secretary.

**Wasamac Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est par les présentes donné que « Wasamac Mines Limited » (No Personal Liability), une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Arntfield, en la province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Toronto, Ontario, ce 3e jour de février 1970.

33217

A. G. WILSON.

**Wasamac Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Wasamac Mines Limited" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Arntfield, in the Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Toronto, Ontario, this 3rd day of February, 1970.

33217-o

A. G. WILSON.

Wincraft Clothes Ltd.

Avis est donné que « Wincraft Clothes Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 2e jour de février 1970.

33218-o

Le procureur de la compagnie,
DAVID KIRSHENBLATT.

Wincraft Clothes Ltd.

Notice is given that "Wincraft Clothes Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 2nd day of February, 1970.

33218-o

DAVID KIRSHENBLATT,
Attorney for the Company.

Le Club Papineau inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Le Club Papineau inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies, ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce vingt-troisième jour de janvier mil neuf cent soixante-dix.

33237-o

Le secrétaire,
BERNARD LAVERDURE.

Le Club Papineau inc.

Notice is given, by these presents, that "Le Club Papineau inc.", a company legally constituted, in virtue of the Companies Act, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of the Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Montreal, this twenty-third day of January, Nineteen hundred and seventy.

33237-o

BERNARD LAVERDURE,
Secretary.

**Lamoureux Gaz Vent & Chimney
Supply Co. Ltd.**

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies, telle qu'amendée, « Lamoureux Gaz Vent & Chimney Supply Co. Ltd. », donne avis par les présentes qu'elle fera application au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Brockville, Ontario, le 18 décembre 1969.

33238-o

Le secrétaire,
D. G. MACKENZIE.

**Lamoureux Gaz Vent & Chimney
Supply Co. Ltd.**

Under the provisions of the Companies Act as amended, "Lamoureux Gaz Vent & Chimney Supply Co. Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Brockville, Ontario, December 18, 1969.

33238-o

D. G. MACKENZIE,
Secretary.

Westcrest Development Inc.

Avis est par les présentes donné que « Westcrest Development Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 6e jour de février, 1970.

33240-o

Le secrétaire,
MANUEL SHEINER.

Westcrest Development Inc.

Notice is hereby given that "Westcrest Development Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of February, 1970.

33240-o

MANUEL SHEINER,
Secretary.

Langlois Funérailles Longueuil Itée

Avis est par les présentes donné que « Langlois Funérailles Longueuil Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
BEAUCHEMIN, VALIQUETTE
& GERVAIS.

33239-0

Langlois Funérailles Longueuil Itée

Notice is hereby given that the company "Langlois Funérailles Longueuil Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

BEAUCHEMIN, VALIQUETTE
& GERVAIS,
Attorneys for the company.

33219-0

Avis divers**Succession Raffaele Mastrogiacommo**

Avis est donné par les présentes que par acte reçu devant Me Jules prévost, notaire, le vingt-neuvième jour de janvier mil neuf cent soixante-dix, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly le deuxième jour de février mil neuf cent soixante-dix (1970) sous le numéro 323570, Monsieur Angelo Mastrogiacommo opérateur, demeurant au 45 rue Lemoyne est, appartement 10 à Longueuil, Monsieur Angelo-Michele Mastrogiacommo, agriculteur demeurant à Morrone, province de Campobasso, Italie et Dame Maria-Assunta Mastrogiacommo-Medardo, ménagère, demeurant à Morrone, province de Campobasso, Italie, ont tous accepté sous bénéfice d'inventaire suivant les articles 660 et SS du Code civil de la province de Québec, la succession de feu Raffaele Mastrogiacommo, décédé le 20 juillet 1969, en son vivant machiniste ayant demeuré au 155 boulevard Gentilly en la cité de Longueuil.

Et j'ai signé à Montréal, ce deuxième jour du mois de février mil neuf cent soixante-dix (1970).

Le notaire et procureur,
ME JULES PRÉVOST.

33204-0

Ville de Trois-Rivières-Ouest

Avis est par les présentes donné que, conformément à une résolution adoptée par son conseil municipal lors d'une assemblée tenue le 22^e jour de septembre 1969, la ville de Trois-Rivières-Ouest a l'intention de se prévaloir de l'article 430 de la Loi des cités et villes, statuts refondus du Québec 1964, chapitre 193, qui se lit comme suit:

430. Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1° Le conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2° Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre (chap. 320);

3° L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registrateur de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4° Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

Miscellaneous Notices**Estate of Raffaele Mastrogiacommo**

Notice is hereby given by a deed received before Me Jules Prévost, notary, on the twenty-ninth day of January, one thousand nine hundred and seventy, and registered at the office of the registration division of Chambly, on the second day of February, one thousand nine hundred and seventy (1970) under number 323570, Mr. Angelo Mastrogiacommo, operator, residing at 45 Lemoyne Street East, Apartment 10, at Longueuil, Mr. Angelo-Michele Mastrogiacommo, farmer residing at Morrone, Province of Campobasso, Italy and Mrs. Maria-Assunta Mastrogiacommo-Medardo, housewife, residing at Morrone, Province of Campobasso, Italy, have all accepted under benefit of inventory pursuant to sections 660 and SS of the Civil Code of the Province of Québec the estate of the late Raffaele Mastrogiacommo, deceased on the 20th day of July, 1969, while living machinist residing at 155 Gentilly Boulevard, in the city of Longueuil.

And I have signed in Montreal, this second day of the month of February, one thousand nine hundred and seventy (1970).

ME JULES PRÉVOST,
Notary and Attorney.

33204

Town of Trois-Rivières West

Notice is hereby given that, in conformity with a resolution adopted by its municipal council at a meeting held on the 22nd day of September, 1969, the town of Trois-Rivières West intends to avail itself of section 430 of the Cities and Towns Act, Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 193, which reads as follows:

430. The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference made and deposited in conformity with the Cadastre Act (chap. 320);

3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the *Québec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

(a) the full text of this section;

b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes, S.R. 1941, c. 233, a. 429a; 11-12 Eliz. 11, c. 45, a. 11.

L'objet des procédures d'expropriation concerne la rue Sangamo.

Il s'agit d'un certain terrain connu et désigné comme faisant partie du lot originaire numéro deux (P. 2) du cadastre officiel de la paroisse de Trois-Rivières, située dans les limites de la ville de Trois-Rivières-Ouest, division d'enregistrement de Trois-Rivières et contenant une superficie de vingt mille cent soixante pieds carrés, mesure anglaise. (20,160 p.c.)

De figure rectangulaire; mesurant une largeur de soixante (60') pieds par une profondeur de trois cent trente-six (336') pieds; la limite sud-est de ce terrain est à une distance de cent quatre-vingts (180') pieds de la ligne nord-ouest du boulevard Royal.

Ce terrain est de plus borné au sud-est par le lot 2-16 (rue Sangamo), au sud-ouest par deux parties résiduelles dudit lot numéro 2, au nord-ouest par une autre partie dudit lot numéro 2 et au nord-est par encore une autre partie dudit lot numéro 2.

Les formalités prescrites aux paragraphes 1 et 2 de l'article 430 de la Loi des cités et villes ont été accomplies.

Donné à Trois-Rivières-Ouest, ce 6e jour de février 1970.

Le greffier de la ville,

RÉAL FLEURY.

33210-7-2-o

(b) a summary description of the streets or lanes concerned;

(c) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Any right that third parties might claim to the ownership of the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercised by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Québec Official Gazette*.

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years. R.S. 1941, c. 233, s. 429a; 11-12 Eliz. II, c. 45, s. 11.

The expropriation procedure deals with Sangamo Street.

It concerns a certain piece of land known and designated as being part of the original lot number 2 (P. 2) of the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, situated within the limits of the town of Trois-Rivières West, registration division of Trois-Rivières and having an area of twenty thousand one hundred and sixty square feet, English measure (20,160 sq. ft.)

Of rectangular figure; measuring sixty feet (60') in width by a depth of three hundred and thirty-six feet (336'); the southeast limit of that land is at a distance of one hundred and eighty (180') feet from the northwest line of Royal Boulevard.

Moreover, said piece of land is bounded on the southeast by lot 2-16 (Sangamo Street), on the southwest by two residual parts of said lot number 2, on the northwest by another part of said lot number 2 and on the northeast by still another part of said lot number 2.

The formalities prescribed at paragraphs 1 and 2 of section 430 of the Cities and Towns Act have been observed.

Given at Trois-Rivières West, this 6th day of February, 1970.

RÉAL FLEURY,

Town Clerk.

-33210-7-2

Succession Pierre Charland

Avis est donné que M. Gérard Charland a accepté sous bénéfice d'inventaire suivant acte passé devant le notaire soussigné, le 12 janvier 1970, enregistré à Montréal, le 16 janvier 1970, No 2,185,767, la succession de son fils, Pierre Charland, médecin, domicilié au numéro 7483 rue Christophe-Colomb, Montréal, décédé le 18 octobre 1969.

Montréal, le 9 février 1970.

Le notaire,

PIERRE GADBOIS.

33236-o

Estate of Pierre Charland

Notice is hereby given that Mr. Gérard Charland has accepted under benefit of inventory by a declaration signed before the undersigned notary, on January 12, 1970, registered in Montreal on January 16, 1970, under No 2,185,767, the estate of his son, Pierre Charland, physician, in his lifetime domiciled at 7483 Christophe-Colomb Street, in Montreal, who died on October 18, 1969.

Montreal, February 9, 1970.

PIERRE GADBOIS,

Notary.

33236-o

Ministère de l'Éducation

Alma

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel des municipalités scolaires d'Alma et Saint-Bruno, dans le comté du Lac Saint-Jean; Cité de Jonquière et Cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière.

Québec, le 27 janvier 1970.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

33112-6-2-o

02

Department of Education

Alma

Application is made to annex, for Protestants only, the present territory of the school municipalities of Alma and Saint-Bruno, in the county of Lake Saint John; City of Jonquière and City of Kénogami in the county of Jonquière.

Québec, January 27, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

33112-6-2

02

La Sarre

Demande est faite d'abolir la corporation des syndicats d'écoles pour la municipalité de La Sarre, dans le comté d'Abitibi-Ouest.

Québec, le 23 janvier 1970.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

32988-5-3-o

310-01

La Sarre

Application is made to abolish the corporation of school trustees for the municipality of La Sarre, in the county of Abitibi-West.

Québec, January 23, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

32988-5-3

310-01

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Department of Lands and Forests Cadastre

Canton d'Archambault

Cadastre officiel du canton d'Archambault, municipalité de Val-des-Laacs *, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 36, rang V est corrigé et le lot 51, rang « B » est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 4 février 1970.

33264-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de l'Ancienne-Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, municipalité de ville de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 42-82 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 2 février 1970.

33264-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Village de St-Eustache

Cadastre officiel du village de St-Eustache, municipalité de la ville de St-Eustache, division d'enregistrement des Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que le lot 187 a été ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 3 février 1970.

33264-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Flavie (Partie révisée)

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie (Partie révisée), municipalité de la ville de Mont-Joli, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 503-1-3 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 15 janvier 1970.

33264-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la ville de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 111-207 et 111-208 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 4 février 1970.

33264-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Township of Archambault

Official cadastre of township of Archambault, municipality of Val-des-Laacs *, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 36, range V is corrected and lot 51, range "B" is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.
Québec, February 4, 1970.

33264-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ancienne-Lorette

Official cadastre of parish of Ancienne-Lorette, municipality of town of Québec, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 42-82 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.
Québec, February 2, 1970.

33264-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Village of St-Eustache

Official cadastre of village of St-Eustache, municipality of the town of St-Eustache, registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lot 187 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.
Québec, February 3, 1970.

33264-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Flavie (Revised part)

Official cadastre of the parish of Ste-Flavie (Revised part), municipality of the town of Mont-Joli, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 503-1-3 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.
Québec, January 15, 1970.

33264-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the town of Ste-Foy, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 111-207 and 111-208 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.
Québec, February 4, 1970.

33264-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

**Partie de la Seigneurie
Terra-Firma-de-Mingan (révisé)**

Cadastre officiel d'une partie de la Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan (révisé), municipalité de Rivière St-Jean *, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 161 et 162 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 janvier 1970.

33264-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

**Part of the Seigneurie
Terra-Firma-de-Mingan (Revised)**

Official cadastre of a part of the Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan (revised), municipality of Rivière St-Jean *, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 161 and 162 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 29, 1970.

33264-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Changement de nom — Loi du

Change of name Act

Raoul Aurèle Francoeur et al

Avis est par les présentes, donné que Raoul Aurèle Francoeur, résidant à 1081, Crawford Bridge, en la cité de Verdun et Joseph Balthazar Rosaire Francoeur résidant à 7604, rue St-Dominique, Montréal, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant leur nom de Francoeur à Leclerc.

Montréal, 20 janvier 1970.

33100-6-2

Le procureur des requérants,
FREDERICK R. PHILLIPS.

Raoul Aurèle Francoeur et al

Notice is hereby given that Raoul Aurèle Francoeur, residing at 1081 Crawford Bridge, in the city of Verdun and Joseph Balthazar Rosaire Francoeur, residing at 7604 St. Dominique Street, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for an order changing their surnames from Francoeur to Leclerc.

Montreal, January 20, 1970.

33100-6-2-o

FREDERICK R. PHILLIPS,
Attorney for Applicants.

Omer Éthier

Avis est par la présente donnée, que Omer Éthier, agent, demeurant et domicilié au 3933, 3e Rue, à Laval (Chomedey), district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour que son nom soit changé en celui de Cereno St-Denis.

Montréal, le 29 janvier 1970.

33190-7-2-o

Les procureurs du requérant,
POUPART, THOMAS & RACICOT.

Omer Éthier

Notice is hereby given that Omer Éthier, agent, residing at 3933, 3rd Street, in Laval (Chomedey), district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name to Cereno St-Denis.

Montreal, January 29, 1970.

33190-7-2-o

POUPART, THOMAS & RACICOT,
Attorneys for Petitioner.

James Cherazie

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 367, du 28 janvier 1970, d'effectuer le changement de nom de Uri Sherazi en celui de James Cherazie.

Québec, le 4 février 1970.

33198-o

Le sous-ministre associé de la Justice,
LUCIEN DARVEAU, C.R.

James Cherazie

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 367 dated January 28, 1970, to change the name of Uri Sherazi to that of James Cherazie.

Québec, February 4, 1970.

33198

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Associate Deputy Minister of Justice.

Marie Eva Nancy Émond

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 368, du 28 janvier 1970, d'effectuer le changement de nom de Marie Eva Nancy Chong en celui de Marie Eva Nancy Émond.

Québec, le 4 février 1970.

33198-o

Le sous-ministre associé de la Justice,
LUCIEN DARVEAU, C.R.

Marie Eva Nancy Émond

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 368 dated January 28, 1970, to change the name of Marie Eva Nancy Chong to that of Marie Eva Nancy Émond.

Québec, February 4, 1970.

33198

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Associate Deputy Minister of Justice.

Leo Evans

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 365, du 28 janvier 1970, d'effectuer le changement de nom de Leo Ewaschuk en celui de Leo Evans.

Québec, le 4 février 1970.

33198-o

Le sous-ministre associé de la Justice,
LUCIEN DARVEAU, C.R.

Leo Evans

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 365 dated January 28, 1970, to change the name of Leo Ewaschuk to that of Leo Evans.

Québec, February 4, 1970.

33198

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Associate Deputy Minister of Justice.

Harold Sharkey

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 366, du 28 janvier 1970, d'effectuer le changement de nom de Harold Schachter en celui de Harold Sharkey.

Québec, le 4 février 1970.

Le sous-ministre associé de la Justice,
33198-o LUCIEN DARVEAU, C.R.

Yvon Ébacher

Avis est donné que Yvon Ébacher, barbier, domicilié au 2659 rue Bellefeuille, dans les cité et district de Trois-Rivières, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'obtention d'un décret changeant son nom en celui de Yvon Boucher.

Trois-Rivières, le 4 février 1970.

Les procureurs du requérant,
33208-7-2-o BOUCHARD & LANGEVIN.

David Stephen Titlebaum

Avis est donné que David Stephen Titlebaum s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir un décret changeant son nom de Titlebaum à Hart. Le nom de madame Marilyn Titlebaum et celui d'un enfant mineur Randy Joel, qui résident tous deux avec le requérant à 65, Brittany à Ville de Mont-Royal, district de Montréal, seront aussi changés par ledit décret.

Le procureur du requérant,
33209-7-2 SEYMOUR MACHLOVITCH.

Harold Sharkey

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 366 dated January 28, 1970, to change the name of Harold Schachter to that of Harold Sharkey.

Québec, February 4, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
33198 Associate Deputy Minister of Justice.

Yvon Ébacher

Notice is hereby given that Yvon Ébacher, barber, residing at 2659 Bellefeuille Street, in the city and district of Trois-Rivières, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an order changing his name to Yvon Boucher.

Trois-Rivières, February 4, 1970.

BOUCHARD & LANGEVIN,
33208-7-2-o Attorneys for the Petitioner.

David Stephen Titlebaum

Notice is hereby given that David Stephen Titlebaum will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Québec for a change of his surname from Titlebaum to Hart. The name of Mrs. Marilyn Titlebaum, and a minor child Randy Joel, both of whom reside with the applicant at 65 Brittany in the Town of Mount-Royal, district of Montreal, will also be changed by the present application.

SEYMOUR MACHLOVITCH,
33209-7-2-o Attorney for Applicant.

**Ministère des
Affaires municipales**
P paroisse de Larouche

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 5 janvier 1970 par le conseil municipal de la paroisse de Larouche, comté de Chicoutimi, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 26 janvier 1970, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Larouche, comté de Chicoutimi, sauf celles requises dans la *Gazette officielle du Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 26 janvier 1970.

Le sous-ministre des affaires municipales,
33263-o RICHARD BEAULIEU.

**Department of
Municipal Affairs**
Parish of Larouche

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution passed on January 5, 1970 by the municipal council of the parish of Larouche, county of Chicoutimi, and pursuant to the provisions of section 130 of the Municipal Code, he decreed on January 26, 1970 that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Larouche, county of Chicoutimi, save those required in the *Québec Official Gazette*, shall be made, henceforth, in the French language only.

This notice is published under section 131 of the Municipal Code.

Québec, January 26, 1970.

RICHARD BEAULIEU,
33263 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 17 décembre 1969.

M. Raymond Douville, de Québec: Conservateur des archives nationales du Québec, à compter du 1er janvier 1970.

Donné à Québec, le 31 décembre 1969.

Le secrétaire de la province,
33262-o RÉMI PAUL.

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, December 17, 1969.

Mr. Raymond Douville, of Québec: Keeper of the National Archives of Québec, from and after January 1, 1970.

Given at Québec, December 31, 1969.

RÉMI PAUL,
33262 Provincial Secretary.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 20 décembre 1969.

M. Marcel Lavigne, docteur en médecine, de Gracefield: coroner pour le district judiciaire de Hull, avec juridiction seulement sur la partie centrale du district électoral de Gatineau comprenant les paroisses suivantes: Gracefield, Kazabazua, Lac Ste-Marie, Venosta et Low.

M. Jean-Guy Houle, docteur en médecine, de Gracefield: coroner suppléant pour le district judiciaire de Hull avec juridiction seulement sur la partie centrale du district électoral de Gatineau comprenant les paroisses suivantes: Gracefield, Kazabazua, Lac Ste-Marie, Venosta et Low.

Donné à Québec, le 30 décembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

33262-o

RAYMOND DOUVILLE.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, December 20, 1969.

Mr. Marcel Lavigne, medical doctor of Gracefield: coroner for the judicial district of Hull, with jurisdiction only on the central part of the electoral district of Gatineau including the following parishes: Gracefield, Kazabazua, Lac Ste-Marie, Venosta and Low.

Mr. Jean-Guy Houle, medical doctor of Gracefield: assistant coroner for the judicial district of Hull with jurisdiction only on the central part of the electoral district of Gatineau including the following parishes: Gracefield, Kazabazua, Lac Ste-Marie, Venosta and Low.

Given at Québec, December 30, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

33262

Assistant Secretary of the Province.

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 383

Québec, le 29 janvier 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation des décrets relatifs aux salariés de garages dans les régions de Granby, Thetford Mines, Sherbrooke et Arthabaska.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts révisés du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 701, relatif aux salariés de garages dans la région de Granby; le décret numéro 2534, relatif aux employés de garages dans la région de Thetford Mines; le décret numéro 1637, relatif aux employés de garages dans la région de Sherbrooke; le décret numéro 1921, relatif aux employés de garages dans la région d'Arthabaska; soient prolongés jusqu'au 30 avril 1970.

Le greffier du Conseil exécutif,

33261-o

JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 403

Québec, le 4 février 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3356 du 16 octobre 1968, soit prolongé jusqu'au 30 avril 1970, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,

33261-o

JULIEN CHOUINARD.

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 383

Québec, January 29, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decrees respecting garage employees in Granby, Thetford Mines, Sherbrooke and Arthabaska regions.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), decree number 701 respecting Garage Employees in the Granby region; decree number 2534 respecting Garage Employees in the Thetford Mines region; decree number 1637 respecting Garage Employees in the Sherbrooke region; decree number 1921 respecting Garage Employees in the Arthabaska region; be extended until April 30, 1970.

JULIEN CHOUINARD,

33261

Clerk of the Executive Council.

Order in Council Executive Council Chamber

Number 403

Québec, February 4, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, authorized by a by-law approved by Order in Council number 3356 of October 16, 1968, be extended until April 30, 1970, at the same rates and under the same conditions.

JULIEN CHOUINARD,

33261-o

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 442

Québec, le 4 février 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les membres de la Corporation de Montréal Métropolitain.

ATTENDU QUE l'article 363 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (chapitre 84 des lois de 1969) prévoit que le mandat des membres de la Corporation de Montréal Métropolitain prend fin à compter de la date fixée à cet effet par arrêté en conseil dont avis doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des affaires municipales, ce qui suit:

Le mandat des membres de la Corporation de Montréal Métropolitain créée par le chapitre 52 des lois de 1958-1959 prend fin le 10 février 1970 et avis de ce fait doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier adjoint du Conseil exécutif,
33263-0 D. TANGUAY.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 442

Québec, February 4, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the members of The Montreal Metropolitan Corporation.

WHEREAS section 363 of the Montreal Urban Community Act (chapter 84 of the statutes of 1969) provided for the completion of the mandate of the members of The Montreal Metropolitan Corporation from and after the date fixed for this purpose by Order in Council, the notice of which must be published in the *Québec Official Gazette*;

THE FOLLOWING IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs:

The mandate of the members of The Montreal Metropolitan Corporation created by chapter 52 of the statutes of 1958-1959 comes to an end on February 10, 1970, and notice to this effect must be published in the *Québec Official Gazette*.

D. TANGUAY,
33263 Assistant Clerk of the Executive Council.

Liquidation — Avis de

Bénéfices Sociaux de Québec

(Loi des syndicats coopératifs)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Bénéfices Sociaux de Québec », tenue à Québec le 24 avril 1969, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Laurent Labrecque a été nommé liquidateur.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
33230-0 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Les Entreprises La Tuque incorporée

Prenez avis que le 16^e jour de décembre 1969 actionnaires de la compagnie « Les Entreprises La Tuque incorporée » ont régulièrement adopté une résolution déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidés volontairement, que la compagnie sera dissoute et M. Émilien Martel, c.a. est nommé liquidateur des affaires de la compagnie.

Donné à La Tuque, ce 9^e jour de janvier 1970.

La secrétaire,
Mme CHARLES CHAMPOUX.

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie, certifie que la résolution mentionnée dans l'avis ci-dessus, a été adoptée à l'unanimité par les actionnaires réunis en assemblée générale spéciale convoquée à cette fin le 16^e jour de décembre 1969, et que les actionnaires présents détenaient entre eux 100% des actions émises et répartis de la compagnie.

Signé à La Tuque, ce 9^e jour de janvier 1970.

La secrétaire,
33232-0 Mme CHARLES CHAMPOUX.

Winding up Notice

Bénéfices Sociaux de Québec

(Cooperative Syndicates Act)

Notice is given that a special general meeting of the members of "Bénéfices Sociaux de Québec", held in Québec on April 24, 1969, a resolution was passed stating that the affairs of this cooperative be wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Québec Cooperative Syndicates Act and the Winding-Up Act, and that Mr. Laurent Labrecque was appointed liquidator.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
33230 Companies and Cooperatives.*

Les Entreprises La Tuque incorporée

Take notice that on the 16th day of December, 1969, the shareholders of "Les Entreprises La Tuque incorporée" regularly adopted a resolution stating that the affairs of the company shall be wound up voluntarily, that the company be dissolved and Mr. Émilien Martel, c.a., has been appointed liquidator.

Given at La Tuque, this 9th day of January, 1970.

*Mrs. CHARLES CHAMPOUX,
Secretary.*

I, the undersigned, Secretary of the company, certify that the resolution mentioned in the above notice has been adopted unanimously by the shareholders at a special general meeting called for this purpose of the 16th day of December, 1969, and that the shareholders attending were the holders of 100% of the company shares issued and distributed.

Signed at La Tuque, this 9th day of January, 1970.

*Mrs. CHARLES CHAMPOUX,
33232 Secretary.*

Chantier coopératif de l'U.C.C. de Chicoutimi (Association coopérative)

(Loi des associations coopératives)

Chantier coopératif de l'U.C.C. de Chicoutimi (Association coopérative)

(Cooperative Associations Act)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du « Chantier coopératif de l'U.C.C. de Chicoutimi (Association coopérative) », tenue à Chicoutimi le 19 janvier 1970, il a été résolu que les affaires de ladite association coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Clément Rodrigue a été nommé liquidateur.
Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
33231-0 **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "Chantier coopératif de l'U.C.C. de Chicoutimi (Association coopérative)", held in Chicoutimi on January 19, 1970, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said cooperative association be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Associations Act and of the Winding-up Act, and that Mr. Clément Rodrigue has been appointed liquidator.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
33231-0

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,
SALUT.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the National Assembly of Québec,
GREETING.

Proclamation

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le vingt-quatrième jour de février prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the twenty-fourth day of February next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-troisième jour de janvier, l'an de grâce mil neuf cent soixante-dix et de Notre règne le dix-huitième.

Given at Our Government House, in Québec, on the twenty-third day of January, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy, in the eighteenth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,

RENÉ BLONDIN,
Clerk of the Crown in Chancery at Québec.

32965-5-4-0

RENÉ BLONDIN.

32965-5-4-0

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Municipalité du comté de Saguenay

Municipality of the county of Saguenay

Avis est par la présente donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Saguenay, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Tadoussac, chef lieu de la corporation du comté de Saguenay, JEUDI, le DOUZIÈME jour de MARS 1970, à UNE heure et TRENTE de l'après-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt plus les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant cette date.

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the municipality of the county of Saguenay, that the properties herein-after designated will be sold by public auction in the Town Hall at Tadoussac, chief-lieu of the corporation of the county of Saguenay, THURSDAY, the TWELFTH day of MARCH, 1970, at ONE-THIRTY o'clock p.m., for non-payment of municipal and school taxes, with interest plus the costs subsequently incurred, unless these said taxes, interest and expenses be paid before such date.

Tadoussac

Noms Names	Lots	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Boulianne, Mme-Mrs. Adrien, Rue Bruce Street.....		\$ 87.89	\$ 159.60		\$ 247.49
Leblanc, Mme-Mrs. Léonard (Patrick Bourguoing Mme-Mrs.)	P. 544.....	19.80	81.84		101.64

Les Escoumins

Brisson, Vincent.....	16-A-18 (R. 1).....	\$ 155.80	\$ 104.53	\$ 2.00	\$ 262.33
Caron, Adelard.....	15-B-3 (R-1).....	129.16	159.55	2.00	290.71
Deschesnes, Roger.....	39 (R-1).....	50.45	149.19	2.00	201.64
Harvey, Raymond.....	9-B (14J-7 (R-2 et-and R-1).....	226.86		2.00	228.86
Lepage, Jean Paul.....	A-4-5 (R-A).....	92.05		2.00	94.05

Sault-aux-Moutons

Langlois, Marcel.....	Lot 49 (R-4).....	\$ 451.87	\$ 253.32		\$ 705.19
Bouchard, Médéric.....	Lot 47 (R-4).....	128.00	83.77		211.77

Saint-Paul-du-Nord

Tremblay, Jos. Alfred.....	Lot 30, Rang 4.....	\$ 73.25	\$ 481.78		\$ 555.03
Lavoie, Jean Philippe.....	Lot 35-B et-and 36-A (R-4).....	17.16	229.37		246.53
Martel, René.....	Lot 30-B.....	53.87	118.31		172.18
Poitras, Émile.....	Lot 33-B, R-4.....	39.80	140.80		179.60
Emond, Chs Henri.....	Lot 54-A, R-4.....	92.73	185.40		278.13
Bérubé, Philippe.....	Lot 57-A, R-4.....	62.39	191.37		253.76
Tremblay, Wellys.....	Lot 13 (R-A).....	97.22	487.22		584.44
Girard, Chs Édouard.....	Lot 124 (R.A).....	59.61			59.61

Sainte-Anne-de-Portneuf

Desbiens, Mme-Mrs. Gabriel....	Lot 34, Rang B.....	\$ 161.57	\$ 384.88	\$ 26.53	\$ 572.98
Foster, Raymond.....	Lot 274, Rang B.....	145.75	273.99	15.43	435.17
Gagnon, Louis.....	230-233 (R. B).....	222.41	68.00	8.85	299.26
Girard, Marcel.....	42 (R. B).....	227.36	462.60	27.20	717.16
Jean Henrio.....	45 et-and 143 (R. B).....	28.13	220.11	10.12	258.36
Lavoie, Florian.....	9 (R. B).....	160.00	233.87	16.54	410.41
Maltais, Adrien.....	271 (R. B).....	18.13	24.89	1.25	44.27
Morneau, Mme-Mrs. Pierre Paul	53-54 R. B.....	357.86	729.25	72.97	1,160.08
Savard, Gérard.....	168 R. B.....	194.97	349.96	56.63	601.56
Savard, Mme-Mrs. Thomas (Jos)	78 R. B.....	323.56	153.00	18.60	495.16
Soucy, Émile.....	140-1 R. B.....	141.75	150.03	11.32	303.10
Tremblay, Christien.....	118 R. B.....	63.00	88.44	4.90	156.34
Tremblay, Méridé.....	29 R. B.....	161.77	241.09	18.44	421.30
Tremblay, Léonard.....	269 R. B.....	56.25	154.50	8.34	219.09
Tremblay, Fernando.....	278, R. B.....	332.25	208.95	23.27	564.47
Delaunay, Jean Marie Re: Welder Investment Mont- réal.....	229-2 R. B.....	420.50	543.85	45.87	1,010.22

Saint-Luc-de-Laval

Tremblay, J. Claude a/s-c/o Columbian Investment	Lot 7, Rang 8.....	\$ 52.50		\$ 5.25	\$ 57.75
Ouellet, Mme-Mrs. Léon.....	Lot 12, 42, 43, 8, 1 et-and 9, Rang 12 et-and 14.....	145.72	198.03	14.57	358.32
Foster, Roméo.....	Lot 1, 2, 3, Rang 12.....	27.50	136.18	2.75	165.43
Lapointe, Jean Philippe & Eu- gène Lapointe, a/s-c/o Colum- bian Investment.....	Lot 19, Rang 10.....	169.75	129.23	16.97	316.95
Robinson, Robert.....	Lot 13, Rang 8.....	69.52	109.66	6.95	161.79
Robinson, Thancrède.....	Lot 13, Rang 8.....	4.50	12.07	0.45	17.02
Tremblay, Henri Paul.....	28-21, Rang 11.....	86.65	65.99	8.66	161.30
Tremblay, Jeannot.....	Lot 10, Rang 13.....	118.35	74.12	11.83	204.30
Tremblay, Léandrus.....	Lot 20-21 Lot 38-47, Rang 11.....	36.74	228.08	3.67	268.49
Tremblay, Renaud.....	Lot 28-23, Rang 11.....	55.25	66.65	5.52	127.42

Donné à Grandes Bergeronnes, le 15 janvier
1970.

33114-6-2-0

Le secrétaire-trésorier,
PAUL BOUCHARD.

Given at Grandes Bergeronnes, this January
15, 1970.

33114-6-2

PAUL BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté de Lac Saint-Jean-Est

Municipality of the county of Lake Saint-John-East

Avis public est par les présentes donné, que conformément aux dispositions du Code municipal de la province de Québec, et au règlement numéro soixante de ce Conseil de Comté, adopté le 10 septembre 1947, et approuvé par l'honorable ministre des Affaires municipales, les propriétés ci-dessous décrites seront vendues pour taxes, à l'Hôtel de Ville d'Alma, (Salle du Conseil) MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente, s'il en existe alors et sauf aussi à distraire les servitudes concédées.

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Municipal Code of the Province of Québec and to by-law sixty of this county council, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable Minister of Municipal Affairs, the properties hereinafter described will be sold for taxes, in the Town Hall of Alma, (Council Room) on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of APRIL, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale will include the buildings erected on the lands to be offered in sale, if any exist at the time and save also the servitudes ceded.

Saint-Henri-de-Taillon

Noms Names	Lot	Rang Range	Canton Cadastre Township Cadastre	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Fabrique et autres Fabrique and others
Noel Dufour (1)	P. S. lot 4	4	Taillon	\$ 6.75	\$ 49.31	\$ 8.00
Normand Couture (2)	P. S. lot 5	A	Taillon	13.53	93.31	8.00
Antonio Tremblay (3)	P. S., lot 5	A	Taillon	14.60	106.74	8.00
Charles Bouchard (4)	P. S., lot 29	2	Taillon	4.68	103.45	8.00

Notre-Dame d'Hébertville

Clément Simard (5)	P. 172, 173, 174	7	Labarre	\$ 179.47	\$ 213.15	\$ 8.00
--------------------	------------------	---	---------	-----------	-----------	---------

Paroisse d'Hébertville — Parish of Hébertville

Jacques Côté et-and Patrick Fortin (6)	½ O.-W., lot 20	7	Caron	\$ 7.83	\$ 19.56	\$ 10.00
Joseph Renaud (7)	P. lot 1	4	Caron	2.14	87.95	5.00

(1) Un chalet appartenant à monsieur Noël Dufour et situé sur la partie sud du lot No 4, rang A, canton de Taillon. Le chalet seulement doit être vendu, le terrain appartenant à la Fabrique de St-Coeur-de-Marie.

(2) Un chalet appartenant à monsieur Normand Couture et situé sur la partie sud du lot No 5, rang A, canton de Taillon. Le chalet seulement doit être vendu, le terrain appartenant à la Fabrique de L'Isle Maligne.

(3) Un chalet appartenant à monsieur Antonio Tremblay et situé sur la partie sud du lot No 5, rang A, canton de Taillon. Le chalet seulement doit être vendu, le terrain appartenant à la Fabrique d'Isle Maligne.

(4) Un chalet appartenant à monsieur Charles Bouchard et situé sur la partie sud du lot 29, rang 2, canton de Taillon. Le chalet seulement doit être vendu, le terrain appartenant à la Compagnie Alcan Canada Limitée.

(5) Un terrain situé à Notre-Dame d'Hébertville, mesurant dans une ligne nord, cinquante-deux pieds (52') dans une autre ligne nord, quarante-trois pieds (43'); dans une ligne est, dix pieds (10'), dans une autre ligne est, cinquante pieds (50') dans sa ligne sud quatre-vingt-quinze pieds (95') et dans sa ligne ouest soixante pieds (60') et faisant partie des lots numéros cent soixante-douze, cent soixante-treize et cent soixante-quatorze (Pts 172, 173, 174), au cadastre officiel pour le village d'Hébertville et borné: au nord, partie au terrain de J. C. Vézina et partie à Dame Thomas Tremblay Lagonde ou représentants, à l'ouest au chemin qui s'y trouve, au sud au terrain de Joseph Hudon ou représentants, le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Et un droit de passage à pied ou en voiture pour se rendre du chemin public au terrain ci-haut décrit, ce droit est accordé dans sa ligne la plus courte et à perpétuité. Sauf à distraire les servitudes concédées.

(6) Un certain terrain de la contenance d'environ cinquante-deux acres en superficie, étant et comprenant la demie ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt (½ ouest 20) du septième rang, du cadastre du canton de Caron, bornée comme suit: au nord au sixième rang dudit canton, au sud au huitième rang du même canton, joignant à l'est à la demie est dudit lot et à l'ouest au lot vingt et un des mêmes rang et canton.

(1) A cottage belonging to Mr. Noël Dufour and situated on the south part of lot No. 4, range A, township of Taillon. Only the cottage is to be sold, the lot of land belonging to the Fabrique of St-Coeur de Marie.

(2) A cottage belonging to Mr. Normand Couture and situated on the south part of lot No. 5, range A, township of Taillon. Only the cottage is to be sold, the lot of land belonging to the Fabrique of Isle Maligne.

(3) A cottage belonging to Mr. Antonio Tremblay and situated on the south part of lot No. 5, township of Taillon. Only the cottage is to be sold, the lot of land belonging to the Fabrique of Isle Maligne.

(4) A cottage belonging to Mr. Charles Bouchard and situated on the south part of lot 29, range 2, township of Taillon. Only the cottage is to be sold, the lot of land belonging to the Alcan Company of Canada Limited.

(5) A lot of land situated in Notre-Dame d'Hébertville, measuring on a north line fifty-two feet (52') on another north line, forty-three feet (43'); on an east line, ten feet (10'), on another east line fifty feet (50') on its south line ninety-five feet (95') and on its west line sixty feet (60') and forming part of lots numbers one hundred and seventy-two, one hundred and seventy-three and one hundred and seventy-four (Pts 172, 173, 174), on the official cadastre for the village of Hébertville and bounded: on the north, partly by the land of J. C. Vézina and partly by Dame Thomas Tremblay Lagonde or representatives, on the west by the road thereon, on the south by the land of Joseph Hudon or representatives, the whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

And a right of way by foot or car to go from the public road to the land hereinabove described, this right is granted in its shortest line and in perpetuity. Save to withdraw the servitudes ceded.

(6) A certain lot of land containing about fifty-two acres in area, being and including the west half of the lot of land known and designated under number twenty (west ½ 20) of the seventh range, of the cadastre for the township of Caron, bounded as follows: on the north by the sixth range of said township, on the south by the eighth range of same township, joining on the east to the east half of said lot and on the west by lot twenty-one of the same range and township.

(7) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro un (1), du rang quatre (4), au cadastre officiel du canton de Caron à distraire les terrains vendus.

(7) The lot of land known and designated under number one (1), of range four (4), on the official cadastre for the township of Caron; to withdraw the lots sold.

Donné à Saint-Jérôme, ce 30e jour de janvier 1970.

Given at Saint-Jérôme, this 30th day of January, 1970.

33159-6-2-0

Le secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

33159-6-2

LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté de Beauharnois

Municipality of the county of Beauharnois

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la corporation du comté de Beauharnois que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'Hôtel de Ville de Beauharnois, JEUDI, le DOUZIÈME jour de MARS 1970, à DEUX heures de l'après-midi pour arrérages de taxes scolaires, municipales et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances ne soient payées avec les frais avant la vente, à savoir:

Public notice is hereby given, by the undersigned, Secretary-Treasurer of the above-mentioned municipality of Beauharnois, the immovables hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the Town Hall, in the town of Beauharnois, THURSDAY, the TWELFTH day of MARCH 1970, at TWO o'clock in the afternoon, for school taxes, municipal taxes and other dues on the various lots of land hereinafter designated, unless the said taxes and dues have been paid, with costs before the sale, to wit:

Municipalité de La Grande-Ile — Municipality of La Grande-Ile

Propriétaire enregistré Registered proprietor	Description de l'immeuble Description of the immovable	Taxes munic. et int. Munic. taxes and int.	Taxes scol. et int. School taxes and int.	Autres Other
Théoret, H.	P. 31, cadastre Ste-Cécile	\$ 170.73	\$ 73.78	
Ménard, Marcel	P. 67, cadastre Ste-Cécile	173.54		2,652.98
Larivière, Alcide	P. 65, cadastre Ste-Cécile	90.45	163.13	69.64
Carrier, Rock	P. 66-16, 17, cadastre Ste-Cécile	38.65	28.32	546.64
Lacombe, Léo	P. 65-114, cadastre Ste-Cécile	169.25	402.45	
Laberge, René	P. 65-14, cadastre Ste-Cécile	1.85	231.19	65.37
Brisson, Rhéo	P. 65-71, cadastre Ste-Cécile	12.56	33.79	65.37
Laroche, Jean-Yves	P. 65, cadastre Ste-Cécile	115.42	183.13	278.79
Leboeuf, Hubert	P. 65-106, P. 65-9, 10, cadastre Ste-Cécile			196.25
Boileau, Elzéar	P. 36-40, cadastre Ste-Cécile	134.33	72.34	420.51
Groulx, Royal	P. 37-23, 31, cadastre Ste-Cécile	112.03	29.75	124.26
Larocque, Horace	P. 37-78, 79, 87, 90, cadastre Ste-Cécile	15.74	86.03	129.29
Sauvé, Lionel	P. 64, cadastre Ste-Cécile	32.00	54.66	134.65
Martin, Antonio	P. 64, cadastre Ste-Cécile	88.22	99.68	251.75
Quévillon, Josephat	P. 65, cadastre Ste-Cécile	307.33	162.90	357.76
	P. 65, cadastre Ste-Cécile	35.15	60.51	89.50

Ville de Salaberry-de-Valleyfield — Town of Salaberry-de-Valleyfield

Deschamps, Gaston	36-7, cadastre Salaberry-de-Valleyfield		\$ 59.64	
Breton, Renel	35, cadastre Salaberry-de-Valleyfield		290.59	
Gaudreau, René	557, cadastre Salaberry-de-Valleyfield		183.31	
Daoust, Lucien	256-48, cadastre Ste-Cécile		75.96	
Richer, Mme-Mrs. Dorilla et al.	93, cadastre Salaberry-de-Valleyfield		275.65	
Charbonneau, Eugène	Garage, cadastre Salaberry-de-Valleyfield		21.74	
Charter Credit Corp.	86-21, 27, cadastre Ste-Cécile	\$ 119.20	1,109.83	

Municipalité du village de Saint-Timothée — Municipality of the village of Saint-Timothée

Lemieux, Gilles	70-14, 15, cadastre St-Timothée	\$ 505.47		
Newith, Lewis D.	149, cadastre St-Timothée	634.34		
Pomminville, Réal	83, cadastre St-Timothée	89.70		

Municipalité de Maple-Grove — Municipality of Maple-Grove

Loisel, Réal	50-58, 59, cadastre St-Clément	\$ 625.16	\$ 168.17	
Parent, Roger	P. 24, cadastre St-Clément	38.31	48.10	

Municipalité scolaire de Huntingdon — School municipality of Huntingdon

Barrette, J.-Maurice	P. 1-19, cadastre St-Stanislas-de-Kostka		\$ 14.90	
----------------------	--	--	----------	--

Donné à Salaberry-de-Valleyfield, ville de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, ce 28e jour de janvier 1970.

Given at Salaberry-of-Valleyfield, town of Salaberry-of-Valleyfield, county of Beauharnois, this 28th day of January, 1970.

33113-6-2-o *Le secrétaire-trésorier,*
ROBERT LUPIEN.

33113-6-2-o ROBERT LUPIEN,
Secretary-Treasurer.

Cité de St-Léonard

City of St. Léonard

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères, à l'Hôtel de Ville de St-Léonard, 6025 est, boulevard Métropolitain, St-Léonard, JEUDI le DOUZIÈME jour de MARS 1970, à DIX heures du matin, pour les taxes municipales avec les intérêts, tels que mentionnés ci-après, à moins que lesdites taxes et les intérêts, ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the said municipality, that the properties hereinafter described, will be sold by auction at the office of the council of the city of St. Léonard, 6025 Metropolitan Boulevard, east, St. Léonard, on THURSDAY, the TWELFTH day of MARCH 1970, at TEN o'clock in the morning, to satisfy the payment of the municipal taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests, and cost, be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of proprietors	No fiche Card No.	Cadastre Cadastral	Superficie en pi. car. Area by sq. ft	Taxes
Mlle-Miss Madeleine Dagenais, Mme-Mrs. Cécile Dagenais-Bastien, Mme-Mrs. Rosette Dagenais-Larche, Mlle-Miss Simone Dagenais, Mlle-Miss Francine Dagenais, Mlle-Miss Johanne Dagenais, M.-Mr. Stephen Gaty, M.-Mr. Andrew Gaty	200-62	P. 414	1,811,823	\$34,432.61

De forme irrégulière, bornée au nord-est par d'autres parties du lot No 414, au sud-est par une autre partie du lot No 414 et par la ligne séparative du cadastre de la paroisse Sault-au-Récollet et de la paroisse de Longue Pointe, au sud-ouest par le lot No 414-13 et par une autre partie du lot No 414, au nord-ouest par une autre partie du lot No 414 (boulevard Métropolitain).

Of irregular form, bounded on the northeast by other parts of lot No. 414, on the southeast by another part of lot No. 414 and by the separative line of cadastre of the parish of Sault au Récollet and the parish of Longue Pointe, on the southwest by lot No. 414-13 and by another part of lot No. 414, on the northwest by another part of lot No. 414 (Metropolitan Boulevard).

Mesurant mille trois cent dix-huit pieds et six centièmes de pied (1,318.06) au nord-ouest le long d'une ligne brisée limitant le boulevard Métropolitain, cent seize pieds et vingt-huit centièmes de pied (116.28) dans une ligne nord-est, quatre-vingt-huit pieds (88.0) dans une ligne sud-est, mille soixante-quatre pieds et cinquante-huit centièmes de pied (1,064.58) dans l'autre ligne nord-est, mille trois cent douze pieds et soixante-cinq centièmes de pied (1,312.65) au sud-est le long d'une ligne brisée séparant le cadastre des deux paroisses, deux mille cent soixante-trois pieds et neuf dixièmes de pied (2,163.9) dans la ligne sud-ouest.

Measuring 1,318.06 feet on the northwest along a broken line bounding Metropolitan Boulevard, 166.28 feet in a northeast line; 88 feet in a southeast line; 1,064.58 feet in the other northeast line; 1,312.65 feet on the southeast along a broken line separating the cadastre of both parishes; 2,163.9 in the southwest line.

Mlle-Miss Madeleine Dagenais, Mme-Mrs. Cécile Dagenais-Bastien, Mme-Mrs. Rosette Dagenais-Larche, Mlle-Miss Simone Dagenais, Mlle-Miss Francine Dagenais, Mlle-Miss Johanne Dagenais, M.-Mr. Stephen Gaty, M.-Mr. Andrew Gaty	400-321	P. 414	1,474,883	40,743.47
---	---------	--------	-----------	-----------

De forme irrégulière, bornée au nord et au nord-est par une autre partie du lot No 414 (élargissement du Chemin St-Léonard), au sud-est par une autre partie du lot No 414 (boulevard Métropolitain) et par une partie du lot No 414-1, au sud-ouest par une autre partie du lot No 414, par le lot No 414-11 et par une partie du lot No 414-1, au nord-ouest par la rue Jarry.

Of irregular form, bounded on the north and northeast by another part of lot No. 414 (enlargement of Chemin St. Léonard), on the southeast by another part of lot No. 414 (Metropolitan Boulevard) and by a part of lot No. 414-1, on the southwest by another part of lot No. 414, by lot No. 414-11 and by a part of lot No. 414-1, at the northwest by Jarry Street.

Mesurant cinq cent cinquante-six pieds (556.0) dans la ligne nord le long d'une courbe, huit cent cinquante et un pieds et neuf dixièmes de pied (851.9) au nord-est le long d'une ligne brisée limitant l'élargissement du Chemin St-Léonard, huit cent soixante-quinze pieds et seize centièmes de pied (875.16) au sud-est le long d'une ligne brisée limitant le boulevard Métropolitain, cent cinquante-sept pieds et deux dixièmes de pied (157.2) dans une ligne sud-ouest le long du lot 414-1, cent quarante pieds (140.0) dans l'autre ligne sud-est, huit cent cinquante-huit pieds et trente-neuf centièmes de pied (858.39) au sud-ouest le long d'une ligne brisée, neuf cent quarante-deux pieds (942.0) dans la ligne nord-ouest.

Measuring 556 feet in its north line; 851.9 feet on the northeast along a broken line bounding enlargement of Chemin St. Léonard; 875.16 feet on the southeast along a broken line bounding Metropolitan Boulevard; 157.2 in a southwest line, along lot No. 414-1; 140 feet in the other southeast line; 858.39 feet on the southwest, along a broken line; 942 feet in the northwest line.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet.

The above immovables are on the official plan and reference book of the parish of Sault-au-Récollet.

Lesdites ventes seront en outre faites avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux immeubles.

Donné en la cité de St-Léonard, ce 2e jour de février 1970.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

33199-7-2-o

Municipalité du comté de Rouville

Avis de correction

Veillez prendre note que l'avis public, publié dans les éditions des 17 et 31 janvier 1970 de la *Gazette officielle du Québec*, concernant les ventes pour taxes pour la municipalité du comté de Rouville, est corrigé comme suit:

Paroisse de Saint-Jean-Baptiste

Dauvet, Jean — Le No de cadastre P. 405 est remplacé par le No P. 415.

La Commission scolaire de Marieville

Blanchard, Michel — Le No 256-16 est du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie de Monnoir.

Théberge, Maurice — Se lisait: nos de cadastre 43-7, 42-1-2

devrait se lire: Nos de cadastre 43-7, 42-2, P. 42 emplacement d'une superficie de 5850 p.c. situé aux Nos 1070, 1072, 1066, 1068 de la rue Gladu à Marieville.

Théberge, Maurice — Se lisait: No de cadastre 42-14

devrait se lire: No de cadastre P. 42 emplacement mesurant 90' x 160' situé au No 1061 rue Gladu à Marieville.

Théberge, Maurice — Se lisait: Nos de cadastre 253-12, 42-13

devrait se lire: Nos de cadastre P. 42 et P. 253 (ce dernier No étant du cadastre de la paroisse de Ste-Marie de Monnoir) emplacement d'une superficie de 7507 p.c. situé rue Gladu à Marieville.

Village de l'Ange-Gardien

Nous aurions dû lire sous ce titre: « du cadastre officiel du village de Canrobert ».

Le numéro du cadastre de Lajoie, Antonio, aurait dû se lire 38-7-5-4, 38-7-5- au lieu de 38-7-5-4.

Tous les autres détails donnés dans ledit avis demeurent inchangés.

Donné à Marieville, ce 6e jour de février 1970.

La secrétaire-trésorier,
MME RITA RONDEAU.

33266

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Gariépy, secrétaire de la corporation du comté d'Abitibi que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vengus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce conseil, le SECOND JEUDI du mois d'AVRIL (1970) soit le 9 avril, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et répartition d'église, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

The said sales will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the properties.

Given at the city of St. Léonard, this 2nd day of February, 1970.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

33199-7-2-o

Municipality of the county of Rouville

Notice of correction

Kindly note that the public notice published in the *Québec Official Gazette* of January 17 and 31, 1970, concerning the sale of immovables for the municipality of the county of Rouville, is corrected as follows:

Parish of Saint-Jean-Baptiste

Dauvet, Jean — The cadastral number P. 405 is replaced by number P. 415.

Marieville School Commission

Blanchard, Michel — The number 256-16 is on the official cadastre of the parish of Ste-Marie de Monnoir.

Théberge, Maurice — Read: Nos. of cadastre 43-7, 42-1-2

should read: Nos of cadastre 43-7, 42-2, P. 42 emplacement having an area of 5850 sq. ft situated at 1070, 1072, 1066, 1068 Gladu St. in Marieville.

Théberge, Maurice — Read: No. of cadastre 42-14

should read: No. of cadastre P. 42 emplacement measuring 90' x 160' situated at 1061 Gladu St. in Marieville.

Théberge, Maurice — Read: Nos. of cadastre 253-12, 42-13

should read: Nos. of cadastre P. 42 and P. 253 (the last no. is on the cadastre of the parish of Ste-Marie de Monnoir) emplacement having an area of 7507 sq. ft situated Gladu St. in Marieville.

Village of l'Ange-Gardien

We should have read under this title "of the official cadastre of the village of Canrobert".

The cadastral number of Lajoie, Antonio should have read: 38-7-5-4, 38-7-5- au lieu de 38-7-5-4.

All the other details contained in the above mentioned notice remain unchanged.

Given at Marieville, this 6th day of February 1970.

MRS. RITA RONDEAU,
Secretary-Treasurer.

33266-o

Municipality of the county of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned, Jean-Paul Gariépy, secretary of the corporation of the county of Abitibi, that the immovables with buildings, circumstances and dependencies hereinafter described shall be sold by public auction in the Court House at Amos, in the place where the council meetings are usually held, on the SECOND THURSDAY of the month of APRIL (1970), that is, on April 9, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of municipal, school and religious taxes and church apportionments, costs and charges due on each of the said immovables, unless the said taxes, costs and charges be paid and received with the costs incurred before the sale, to wit:

Liste des lots à être vendus pour taxes le 10 avril (1970) — List of lots to be sold for taxes on April 10 (1970)

Corporation municipale de Belcourt — Municipal corporation of Belcourt

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaire Proprietor	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres frais Others costs	Total
Courville	60-18	9	Fernand Tremblay	\$248.00	\$312.39	\$ 15.00	\$ 575.39

Commission scolaire de Champneuf — School commission of Champneuf

Rochebeaucourt	8	1	Rolland Laplante		\$147.94		\$ 147.94
Rochebeaucourt	11	2	Albert & succ.-est. Bertrand		178.02		178.02
Rochebeaucourt	20	3	Laurent Paquette		114.00		114.00

Corporation municipale de Clermont — Municipal corporation of Clermont

Clermont	5-1, 5-2	4	Marcel Thibault				
Clermont	6-1, 6-2	4	Marcel Thibault				
Clermont	8 et-and 9	4	Marcel Thibault	\$ 17.84	\$400.34		\$ 418.18
Clermont	21 et-and 22	4	Gaston Champoux	19.09	265.60		284.69

Corporation municipale de Fiedmont-Barraute et Commission scolaire de Barraute
Municipal corporation of Fiedmont-Barraute and School commission of Barraute

Barraute	42	5					
Comprenant la partie sud, bornée comme suit: à l'est par le lot 43 du rang 5, au sud le chemin public; à l'ouest, par le lot 41 du rang 5, au nord, par une ligne parallèle à la ligne nord du chemin public passant à 13 acres de ladite ligne.			Comprising the south part, bounded as follows: on the east, by lot 43, range 5, on the south by the public road, on the west by lot 41, range 5, on the north by a line parallel to the north line of the public road passing at a distance of 13 acres from the said line.				
		5	Jules Piché	\$ 53.00	\$320.90		\$ 373.90
Et le lot 43 au complet.			And the whole of lot 43.				
Fiedmont	23	9	Hormidas Gagnon	6.78	35.90		42.68
Fiedmont		10	Louis Beaudoin	28.55	105.36		133.91
½ S. des lots 20, 21, 22, 23.			S. ½ of lots 20, 21, 22, 23.				

Municipalité Fiedmont et Barraute et Commission scolaire de Saint-Blaise
Municipality of Fiedmont and Barraute and School commission of Saint-Blaise

Barraute		4	Edgar Naud	\$ 21.39	\$140.06		\$ 161.45
22 moins une lisière sise au nord du lot appartenant au Ministère de la Voirie.			22 less a strip situated north of the lot belonging to the Department of Roads.				
Barraute		7	Jean Paquin	50.74	234.10		284.84
½ S. des lots 14 et 15.			S. ½ of lots 14 and 15.				

Commission scolaire de Preissac — School commission of Preissac

Préissac	54	4	Germain Demers		\$ 61.82		\$ 61.82
LaPause		A	Joseph-Arthur Vaillancourt		45.30		45.30
Chalet sis sur le lot 34.			Cottage on lot 34.				
LaPause		A	Florient Bourque		45.05		45.05
Chalet sis sur le lot 40.			Cottage on lot 40.				

Municipalité de la paroisse de Macamic — Municipality of the parish of Macamic

Royal Roussillon	47	8	Analda Martel	\$ 3.30	\$ 4.26		\$ 7.56
Royal Roussillon	36	3	Hector Schnub	6.10	6.56		12.66

Commission scolaire de Manneville — School commission of Manneville

Manneville	41-42	9	Joseph Domingue		\$ 26.46		\$ 26.46
Manneville	55	6	Armand Boilard		54.07		54.07
Manneville	61-62	6	Raymond Boilard		151.73		151.73
Villemontel	6	9	Raymond Boilard		78.89		78.89
Villemontel	4	8	Jean-Paul Vachon		82.48		82.48
Villemontel	8	9	Herménégilde Lacasse		52.64		52.64

Corporation municipale de Taschereau — Municipal corporation of Taschereau

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaire Proprietor	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres frais Others costs	Total
Privat.	36	7	Eugène Paquin	\$ 12.25		\$ 0.85	\$ 13.10
Privat.	37	7	Eugène Paquin	2.90		0.21	3.11

Corporation municipale de La Motte — Municipal corporation of La Motte

La Motte	13	3	Léo Langevin		\$145.38		\$ 145.38
La Motte	26	3	Germain Demers	\$ 19.80	98.04		117.84
La Motte	22	4	Lucien Meilleur		117.59		117.59
La Motte	35	6	Wilfrid Pitre		17.50		17.50
La Motte	36	6	Wilfrid Pitre		18.85		18.85
La Motte	36	7	Wilfrid Pitre		11.10		11.10
La Motte	37	7	Wilfrid Pitre		91.45		91.45
La Motte	38	7	Wilfrid Pitre		11.10		11.10
La Motte	P. 13	9	Barnabé Charest		35.40		35.40

Commission scolaire de Saint-Maurice Dalquier
School Commission of Saint-Maurice Dalquier

Dalquier	51	5	Antonio Gauthier		\$228.62		\$ 228.62
Dalquier	½ S. 51-52	5	Antonio Gauthier	\$ 3.25	27.13		30.38
Dalquier	56	4	André Lambert		224.61		224.61
Duvernay	P. 1	5	Henri Chabot		125.28		125.28
Duvernay	5-6	9	Jean-Claude Mercier		127.41		127.41
Duvernay	4	9	Marcel Duchesne		74.61		74.61
Duvernay	5-6	7	Henri Simard		235.26		235.26
Dalquier	P. 62	6	Maurice Chabot	11.00	221.16		232.16

Corporation municipale de Saint-Félix de Dalquier — Municipal corporation of Saint-Félix de Dalquier

Dalquier	11	8	René Michaud	\$ 11.70			\$ 11.70
Dalquier	12	8	René Michaud	3.28			3.28
Dalquier	8	9	Joseph Blanchette	6.70			6.70
Dalquier	9	9	Joseph Blanchette	11.55			11.55

Municipalité de la paroisse de Saint-Lambert — Municipality of the parish of Saint-Lambert

Desmeloïzes	18	9	Adélar Morin	\$271.85			\$ 271.85
Desmeloïzes	24	6	Bernadin Fluet	86.20			86.20
Desmeloïzes	18	4	Gérard Frenette	365.71			365.71

Commission scolaire de Rivière-Héva — School commission of Rivière-Héva

Malartic	2C	7	Gaston Lafortune		\$ 27.73		\$ 27.73
Comprenant un emplacement de 22' par 1550', dans le village de Rivière-Héva, borné au nord par la route de Rouyn sur une largeur d'environ 22' à l'ouest par la propriété des religieuses S.S.C.M. qui est l'expropriété de M. Ludger Noël. Il est borné au sud par le lac Réveillard et à l'est par Monsieur Rémi Parent.			Comprising an emplacement of 22' by 1550' in the village of Rivière-Héva, bounded on the north by the Rouyn highway, to a width of approximately 22', on the west by the property belonging to the S.S.C.M. nuns which formerly belonged to Mr. Ludger Noël. It is bounded on the south by Lake Réveillard, and on the east by Mr. Rémi Parent.				
Malartic	2C	7	Léo Dion		305.27		305.27
Comprenant un emplacement, dans le village de Rivière-Héva, mesurant 90' par 100' avec bâtisses comme étant 2 garages borné au nord par la route de Rouyn, à l'est par MM. Labonté et à l'ouest par l'église.			Comprising an emplacement in the village of Rivière-Héva, measuring 90' by 100' with the buildings, which are 2 garages, and bounded on the north by the Rouyn highway, on the west by Messrs. Labonté, and on the west by the church.				

Commission scolaire de Sainte-Gertrude — School commission of Sainte-Gertrude

Villemontel	37	5	Jean Lionel		\$ 30.90		\$ 30.90
Villemontel	44	6	Benoit Roy		34.80		34.80
Villemontel	47	8	Samuel Ménard		147.95		147.95
Villemontel	36	9	Armand Gingras		26.92		26.92

Municipalité de Trecesson et Commission scolaire de Villemontel
Municipality of Trecesson and School commission of Villemontel

Villemontel	49	3	Thomas Gélinas	\$ 11.31	\$ 85.00		\$ 96.31
Villemontel	18	5	Georges Vegh	56.06	252.28		308.34

Corporation municipale de Poularies — Municipal corporation of Poularies

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaire Proprietor	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres frais Others costs	Total
Poularies	1	6	Henri Leblanc	\$ 43.21		\$ 5.30	\$ 48.51
Poularies	1	7					
Poularies	38	5					
Poularies	39	5	Albany Vallière	42.79		4.52	47.31
Poularies	30	5					

Commission scolaire de Rapide Danseur — School commission of Rapide Danseur

Hébécourt	57	7	Claudette Cadotte	\$ 59.32	\$ 8.90	\$ 68.22
Duparquet	½ S. 23	8	Mme-Mrs. Daniel Naud	24.28	2.25	26.53

Commission scolaire de Rochebeaucourt — School commission of Rochebeaucourt

Rochebeaucourt	13	7	Henri Bouchard	\$226.01		\$ 226.61
Rochebeaucourt	12-13	8				
Rochebeaucourt	29	5	Fernand Richard	154.74		154.74
Lamorandière	61	8	Pierre Henley	83.34		83.34
Lamorandière	59	5	Auguste Forget	136.89		136.89
Rochebeaucourt	17-18	7	Marc Lévesque	184.58		184.58

Corporation municipale de Privat — Municipal corporation of Privat

Privat	1c-1d	Bl. 1	Léo Moreau	\$ 4.05		\$ 4.05
Privat	106	Bl. 12	Léo Moreau	21.31		21.31

Corporation municipale de Senneterre — Municipal corporation of Senneterre

Senneterre	P. 31	9	Adrien Brousseau	\$ 2.93	\$ 27.74	\$ 30.67
------------	-------	---	------------------	---------	----------	----------

Comprenant un terrain de 40' x 150' situé à environ 560' à l'est de la ligne de division des lots 30 et 31 comprenant aussi une maisonnette de 8' x 16'.
 Comprising a lot of land of 40' by 150' situated 560' east of the dividing line between lots 30 and 31, also including a cottage of 8' by 16'.

Donné à Amos, ce 31 janvier 1970.

Given at Amos, on January 31, 1970.

33212-7-2-0
 Le secrétaire,
 JEAN-P. GARIÉPY.

33212-7-2
 JEAN-P. GARIÉPY,
 Secretary.

Soumissions

Tenders

Municipalité de Notre-Dame
 Comté de Laprairie

Municipality of Notre-Dame
 County of Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. Desrochers, secrétaire-trésorier, 770 rue Pauline, Notre-Dame, comté de Laprairie, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 5 mars 1970, pour l'achat de \$121,500 d'obligations de la municipalité de Notre-Dame, comté de Laprairie, datées du 1er mars 1970 et remboursables par séries du 1er mars 1971 au 1er mars 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1970.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. Desrochers, Secretary-Treasurer, 770 Pauline Street, Notre-Dame, county of Laprairie, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, March 5, 1970, for the purchase of an issue of \$121,500 of bonds of the municipality of Notre-Dame, county of Laprairie, dated March 1, 1970 and redeemable serially from March 1, 1971 to March 1, 1990 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from March 1, 1970.

Tableau d'amortissement — \$121,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1971.....	\$ 2,000
1er mars 1972.....	2,000
1er mars 1973.....	2,000
1er mars 1974.....	2,500
1er mars 1975.....	2,500
1er mars 1976.....	2,500
1er mars 1977.....	3,000
1er mars 1978.....	3,000
1er mars 1979.....	3,500
1er mars 1980.....	3,500
1er mars 1981.....	2,000
1er mars 1982.....	2,000
1er mars 1983.....	2,000
1er mars 1984.....	2,000
1er mars 1985.....	2,000
1er mars 1986.....	2,500
1er mars 1987.....	2,500
1er mars 1988.....	2,500
1er mars 1989.....	2,500
1er mars 1990.....	75,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec et solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$4,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Pendant, les soumissions de devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mars 1990 au montant de \$75,000 comprend un solde de \$72,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mars 1991.....	\$3,000
1er mars 1992.....	3,000
1er mars 1993.....	3,000
1er mars 1994.....	3,000
1er mars 1995.....	3,000
1er mars 1996.....	3,500
1er mars 1997.....	3,500
1er mars 1998.....	3,500
1er mars 1999.....	3,500
1er mars 2000.....	3,500

Table of redemption — \$121,500 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1971.....	\$ 2,000
March 1, 1972.....	2,000
March 1, 1973.....	2,000
March 1, 1974.....	2,500
March 1, 1975.....	2,500
March 1, 1976.....	2,500
March 1, 1977.....	3,000
March 1, 1978.....	3,000
March 1, 1979.....	3,500
March 1, 1980.....	3,500
March 1, 1981.....	2,000
March 1, 1982.....	2,000
March 1, 1983.....	2,000
March 1, 1984.....	2,000
March 1, 1985.....	2,000
March 1, 1986.....	2,500
March 1, 1987.....	2,500
March 1, 1988.....	2,500
March 1, 1989.....	2,500
March 1, 1990.....	75,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part;

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part;

6. Five-year short-term, serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than \$4,000, and if greater than the latter amount, the said part should include only one or several complete annual amortizations, bearing in mind the tables of redemption appearing in this notice and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations and starting with the last years of maturity, excluding the 20-year fixed-term bonds part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The March 1, 1990 maturity in the amount of \$75,000 comprises a balance of \$72,500, renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
March 1, 1991.....	\$3,000
March 1, 1992.....	3,000
March 1, 1993.....	3,000
March 1, 1994.....	3,000
March 1, 1995.....	3,000
March 1, 1996.....	3,500
March 1, 1997.....	3,500
March 1, 1998.....	3,500
March 1, 1999.....	3,500
March 1, 2000.....	3,500

1er mars 2001.....	\$4,000
1er mars 2002.....	4,000
1er mars 2003.....	4,000
1er mars 2004.....	4,000
1er mars 2005.....	4,000
1er mars 2006.....	4,000
1er mars 2007.....	4,000
1er mars 2008.....	4,000
1er mars 2009.....	4,000
1er mars 2010.....	4,000

March 1, 2001.....	\$4,000
March 1, 2002.....	4,000
March 1, 2003.....	4,000
March 1, 2004.....	4,000
March 1, 2005.....	4,000
March 1, 2006.....	4,000
March 1, 2007.....	4,000
March 1, 2008.....	4,000
March 1, 2009.....	4,000
March 1, 2010.....	4,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$75,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$75,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivant: 49 — \$107,000 — aqueduc, égouts, voirie; 52 — \$14,500 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 8 heures du soir, jeudi, le 5 mars 1970, 770 rue Pauline, Notre-Dame, comté de Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame (Comté de Laprairie), ce 4 février 1970.

Le secrétaire-trésorier,
L. DESROCHERS.

770 rue Pauline,
Notre-Dame, Comté de Laprairie, P.Q.
Téléphone: 676-1954, code 514. 33233-0

Cité de Shawinigan
Comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvon Boisvert, greffier, Hôtel de ville, rue des Cèdres, Shawinigan, comté de Saint-Maurice, P.Q., jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi, le 2 mars 1970, pour l'achat de \$281,500 d'obligations de la cité de Shawinigan, comté de Saint-Maurice, datées du 1er mars 1970 et remboursables par séries du 1er mars 1971 au 1er mars 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$75,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term for an amount greater than \$75,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 49 — \$107,000 — aqueduct, sewers, roads; 52 — \$14,500 — roads.

The tenders shall be opened and considered at a meeting of the council to be held at 8:00 o'clock p.m., Thursday, March 5, 1970, at 770 Pauline Street, Notre-Dame, county of Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame (County of Laprairie), February 4, 1970.

L. DESROCHERS,
Secretary-Treasurer.

770 Pauline Street,
Notre-Dame, County of Laprairie, P.Q.
Telephone: 676-1954, code 514. 33233

City of Shawinigan
County of St-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Yvon Boisvert, City Clerk, City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan, county of Saint-Maurice, P.Q., until 4:00 o'clock p.m., Monday, March 2, 1970, for the purchase of an issue of \$281,500 of bonds for the city of Shawinigan, county of Saint-Maurice, dated March 1, 1970, and redeemable serially from March 1, 1971 to March 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Règlement numéro: 1294 tel que modifié — \$21,500 — achat de terrains; 1310 — \$60,000 — aqueduc, égouts; 1327 — \$200,000 — fonds de roulement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1970.

Tableau d'amortissement — \$281,500 — 15 ans

Année	Capital
1er mars 1971.....	\$13,500
1er mars 1972.....	14,500
1er mars 1973.....	15,000
1er mars 1974.....	17,000
1er mars 1975.....	18,000
1er mars 1976.....	19,000
1er mars 1977.....	21,000
1er mars 1978.....	22,000
1er mars 1979.....	24,000
1er mars 1980.....	26,500
1er mars 1981.....	16,000
1er mars 1982.....	18,000
1er mars 1983.....	18,000
1er mars 1984.....	19,000
1er mars 1985.....	20,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance 5 ans ou à courte échéance 10 ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois modes d'émission ci-haut. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 2 mars 1970, à 4 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, rue des Cèdres, Shawinigan, comté de Saint-Maurice, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan (Comté de Saint-Maurice), ce 4 février 1970.

Le greffier,
YVON BOISVERT.

Hôtel de ville, Rue des Cèdres, Shawinigan,
Comté de Saint-Maurice, P.Q.

Téléphone: 537-1003, code 819. 33234-0

Cité de Pierrefonds
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gabriel Legault, greffier, jusqu'à 12 heures (midi), Hôtel de Ville, 11072, boul. Gouin Ouest, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q., lundi, le 2 mars 1970, pour l'achat de \$1,492,000 d'obligations de la cité de Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, datées du 1er mars 1970 et remboursables par séries du 1er mars 1971

By-law number 1294, as amended — \$21,500 — purchase of lands; 1310 — \$60,000 — aqueduct, sewers; 1327 — \$200,000 — working capital.

For adjudication only, interest will be calculated as from March 1, 1970.

Table of redemption — \$281,500 — 15 ans

Year	Capital
March 1, 1971.....	\$13,500
March 1, 1972.....	14,500
March 1, 1973.....	15,000
March 1, 1974.....	17,000
March 1, 1975.....	18,000
March 1, 1976.....	19,000
March 1, 1977.....	21,000
March 1, 1978.....	22,000
March 1, 1979.....	24,000
March 1, 1980.....	26,500
March 1, 1981.....	16,000
March 1, 1982.....	18,000
March 1, 1983.....	18,000
March 1, 1984.....	19,000
March 1, 1985.....	20,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 5-year short-term or 10-year short-term bonds. However, tenders shall comprise only one of the three methods of issue above. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, March 2, 1970, at 4:00 o'clock p.m., City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan, county of Saint-Maurice, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan (County of Saint-Maurice), February 4, 1970.

YVON BOISVERT,
City Clerk.

City Hall, des Cèdres Street, Shawinigan,
County of Saint-Maurice, P.Q.

Telephone: 537-1003, code 819. 33234

City of Pierrefonds
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gabriel Legault, Clerk, until 12:00 o'clock (noon), at the City Hall, 11072 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, county of Robert Baldwin, P.Q., Monday, March 2, 1970, for the purchase of an issue of \$1,492,000 of bonds for the city of Pierrefonds, county of Robert Baldwin, dated March 1, 1970 and redeemable serially from March 1, 1971 to

au 1er mars 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1970.

Tableau d'amortissement — \$1,492,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1971.....	\$ 75,000
1er mars 1972.....	80,000
1er mars 1973.....	84,000
1er mars 1974.....	88,000
1er mars 1975.....	94,000
1er mars 1976.....	99,000
1er mars 1977.....	106,000
1er mars 1978.....	111,000
1er mars 1979.....	117,000
1er mars 1980.....	124,000
1er mars 1981.....	35,000
1er mars 1982.....	38,000
1er mars 1983.....	40,000
1er mars 1984.....	42,000
1er mars 1985.....	46,000
1er mars 1986.....	48,000
1er mars 1987.....	51,000
1er mars 1988.....	56,000
1er mars 1989.....	60,000
1er mars 1990.....	98,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$4,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

March 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in the present notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1970.

Table of redemption — \$1,492,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1971.....	\$ 75,000
March 1, 1972.....	80,000
March 1, 1973.....	84,000
March 1, 1974.....	88,000
March 1, 1975.....	94,000
March 1, 1976.....	99,000
March 1, 1977.....	106,000
March 1, 1978.....	111,000
March 1, 1979.....	117,000
March 1, 1980.....	124,000
March 1, 1981.....	35,000
March 1, 1982.....	38,000
March 1, 1983.....	40,000
March 1, 1984.....	42,000
March 1, 1985.....	46,000
March 1, 1986.....	48,000
March 1, 1987.....	51,000
March 1, 1988.....	56,000
March 1, 1989.....	60,000
March 1, 1990.....	98,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

(1) Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

(2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds;

(3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds;

(4) Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part;

(5) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part;

(6) Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs (4), (5) and (6), the bonds maturing as 20-year fixed-term should not be for an amount inferior to \$4,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, bonds issued as 5-year or 10-year short-term must include only whole annual amortizations, starting by the last years of maturities excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'échéance du 1er mars 1990 au montant de \$98,000 comprend un solde de \$33,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mars 1991.....	\$2,000
1er mars 1992.....	3,000
1er mars 1993.....	3,000
1er mars 1994.....	3,000
1er mars 1995.....	3,000
1er mars 1996.....	3,000
1er mars 1997.....	4,000
1er mars 1998.....	4,000
1er mars 1999.....	4,000
1er mars 2000.....	4,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pierrefonds.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$98,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$98,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 120 (131) — \$500 — renouvellement d'emprunt; 120 (131) — \$24,000 — renouvellement d'emprunt; 155 — \$745,000 — renouvellement d'emprunt; 472 — \$19,000 — aqueduc, égouts; 474 — \$32,500 — filtration; 483 — \$347,000 — travaux de drainage; 488 — \$135,000 — aqueduc, égouts, voirie; 516 — \$44,000 — aqueduc, égouts, voirie; 517 — \$20,000 — aqueduc, égouts, voirie; 522 — \$125,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes publiquement en comité à 12 heures (midi), lundi, le 2 mars 1970, et elles seront prises en considération à une séance du conseil qui sera tenue, à 5 heures p.m., le même jour, Hôtel de Ville, 11072 ouest, boul. Gouin, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pierrefonds (Comté de Robert Baldwin), ce 10 février 1970.

Le greffier,

GABRIEL LEGAULT.

Hôtel de Ville, 11072, boul. Gouin Ouest,
Pierrefonds (Comté de Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 684-4480, code 514. 33258-0

Ville de Candiac

Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée

The March 1, 1990 maturity in the amount of \$98,000 includes a balance of \$33,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
March 1, 1991.....	\$2,000
March 1, 1992.....	3,000
March 1, 1993.....	3,000
March 1, 1994.....	3,000
March 1, 1995.....	3,000
March 1, 1996.....	3,000
March 1, 1997.....	4,000
March 1, 1998.....	4,000
March 1, 1999.....	4,000
March 1, 2000.....	4,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pierrefonds.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term, for an amount equal to or less than \$98,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than \$98,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 120 (131) — \$500 — renewal of a loan; 120 (131) — \$24,000 — renewal of a loan; 155 — \$745,000 — renewal of a loan; 472 — \$19,000 — aqueduct, sewers; 474 — \$32,500 — filtration; 483 — \$347,000 — draining works; 488 — \$135,000 — aqueduct, sewers, roads; 516 — \$44,000 — aqueduct, sewers, roads; 517 — \$20,000 — aqueduct, sewers, roads; 522 — \$125,000 — aqueduct, sewers, roads.

The tenders will be publicly opened in committee at 12:00 o'clock (noon), on Monday, March 2, 1970, and shall be taken into consideration at a meeting of the council to be held at 5:00 o'clock, p.m., on the same day, at the City Hall, 11072 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pierrefonds (County of Robert Baldwin), February 10, 1970.

GABRIEL LEGAULT,

Clerk.

City Hall, 11072 Gouin Boulevard West,
Pierrefonds (County of Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 684-4480, code 514. 33258

Town of Candiac

County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Miss Hélène Sen-

Mlle Hélène Sentenne, Hôtel de ville, 9, boulevard Montcalm, Candiac, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mardi, le 3 mars 1969, pour l'achat de \$329,000 d'obligations de la ville de Candiac, comté de Napierville-Laprairie datées du 1er mars 1970 et remboursables par séries du 1er mars 1971 au 1er mars 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1970.

Tableau d'amortissement — \$329,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1971.....	\$ 8,000
1er mars 1972.....	9,000
1er mars 1973.....	10,000
1er mars 1974.....	11,000
1er mars 1975.....	12,000
1er mars 1976.....	13,000
1er mars 1977.....	14,000
1er mars 1978.....	16,000
1er mars 1979.....	17,000
1er mars 1980.....	19,000
1er mars 1981.....	21,000
1er mars 1982.....	23,000
1er mars 1983.....	25,000
1er mars 1984.....	27,000
1er mars 1985.....	29,000
1er mars 1986.....	5,000
1er mars 1987.....	5,000
1er mars 1988.....	6,000
1er mars 1989.....	7,000
1er mars 1990.....	52,000

tenne, Town Hall, 9 Montcalm Boulevard, Candiac, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 5:00 o'clock, p.m., Tuesday, March 3, 1969, for the purchase of an issue of \$329,000 of bonds for the town of Candiac, county of Napierville-Laprairie dated March 1, 1970 and redeemable serially from March 1, 1971 to March 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in the present notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1970.

Table of redemption — \$329,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1971.....	\$ 8,000
March 1, 1972.....	9,000
March 1, 1973.....	10,000
March 1, 1974.....	11,000
March 1, 1975.....	12,000
March 1, 1976.....	13,000
March 1, 1977.....	14,000
March 1, 1978.....	16,000
March 1, 1979.....	17,000
March 1, 1980.....	19,000
March 1, 1981.....	21,000
March 1, 1982.....	23,000
March 1, 1983.....	25,000
March 1, 1984.....	27,000
March 1, 1985.....	29,000
March 1, 1986.....	5,000
March 1, 1987.....	5,000
March 1, 1988.....	6,000
March 1, 1989.....	7,000
March 1, 1990.....	52,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$10,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

(1) Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

(2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

(3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

(4) Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(5) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

(6) Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, as far as paragraphs 4, 5 and 6 are concerned, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than \$10,000, and if greater than the latter amount, the said part should include only one or several complete annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mars 1990 au montant de \$52,000, comprend un solde de \$45,000, renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mars 1991.....	\$ 8,000
1er mars 1992.....	8,000
1er mars 1993.....	9,000
1er mars 1994.....	10,000
1er mars 1995.....	10,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par cheques visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$52,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$52,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants:

Règlements Nos: 93 — \$215,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage, filtration, services récréatifs et communautaires; 102 — \$114,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 5 heures de l'après-midi, mardi, le 3 mars 1970, à l'Hôtel de ville, 9, boulevard Montcalm, Candiac, comté de Napierville-Laprairie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Candiac (Comté de Napierville-Laprairie), ce 10 février 1970.

Le secrétaire-trésorier,

Mlle HÉLÈNE SENTENNE.

Hôtel de ville, 9, boulevard Montcalm,
Candiac (Napierville-Laprairie), P.Q.

Téléphone: 659-5433, code 514. 33267-0

Ville de St-Bruno-de-Montarville

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Coulombe, greffier, Hôtel de Ville, 1585, rue Montarville, Saint-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 4 mars 1970, pour l'achat de \$445,000 d'obligations de la ville de St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, datées du 1er mars 1970 et remboursables par séries du 1er mars 1971

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The March 1, 1990 maturity in the amount of \$52,000 includes a balance of \$45,000 renewable for an additional 5-year period and maturing as follows:

Year	Capital
March 1, 1991.....	\$ 8,000
March 1, 1992.....	8,000
March 1, 1993.....	9,000
March 1, 1994.....	10,000
March 1, 1995.....	10,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than \$52,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount higher than \$52,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws:

By-law Nos.: 93 — \$215,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting, filtering, recreational and community services; 102 — \$114,000 — aqueduct, sewers, roads.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held at 5:00 o'clock, p.m., on Tuesday, March 3, 1970, at the Town Hall, 9 Montcalm Boulevard, Candiac, county of Napierville-Laprairie.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Candiac (County of Napierville-Laprairie), February 10, 1970.

MISS HÉLÈNE SENTENNE,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 9 Montcalm Boulevard,
Candiac (Napierville-Laprairie), P.Q.

Telephone: 659-5433, code 514. 33267

Town of St-Bruno-de-Montarville

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Roland Coulombe, Town Clerk, Town Hall, 1585 Montarville St., Saint-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 4, 1970, for the purchase of an issue of \$445,000 of bonds for the town of St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, dated March 1, 1970, and redeemable serially from March 1, 1971 to

au 1er mars 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1970.

March 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from March 1, 1970.

Tableau d'amortissement — \$445,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1971	\$10,000
1er mars 1972	10,000
1er mars 1973	10,000
1er mars 1974	12,000
1er mars 1975	13,000
1er mars 1976	14,000
1er mars 1977	15,000
1er mars 1978	16,000
1er mars 1979	17,000
1er mars 1980	18,000
1er mars 1981	20,000
1er mars 1982	22,000
1er mars 1983	24,000
1er mars 1984	26,000
1er mars 1985	27,000
1er mars 1986	29,000
1er mars 1987	31,000
1er mars 1988	34,000
1er mars 1989	37,000
1er mars 1990	60,000

Table of redemption — \$445,000 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1971	\$10,000
March 1, 1972	10,000
March 1, 1973	10,000
March 1, 1974	12,000
March 1, 1975	13,000
March 1, 1976	14,000
March 1, 1977	15,000
March 1, 1978	16,000
March 1, 1979	17,000
March 1, 1980	18,000
March 1, 1981	20,000
March 1, 1982	22,000
March 1, 1983	24,000
March 1, 1984	26,000
March 1, 1985	27,000
March 1, 1986	29,000
March 1, 1987	31,000
March 1, 1988	34,000
March 1, 1989	37,000
March 1, 1990	60,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$1,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, only the following methods shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than \$1,500, and, if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, starting by the last years of maturities and excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'échéance du 1er mars 1990 au montant de \$60,000 comprend un solde de \$21,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er mars 1991.....	\$ 500
1er mars 1992.....	500
1er mars 1993.....	1,000
1er mars 1994.....	1,000
1er mars 1995.....	1,000
1er mars 1996.....	1,000
1er mars 1997.....	1,000
1er mars 1998.....	1,500
1er mars 1999.....	1,500
1er mars 2000.....	1,500
1er mars 2001.....	500
1er mars 2002.....	1,000
1er mars 2003.....	1,000
1er mars 2004.....	1,000
1er mars 2005.....	1,000
1er mars 2006.....	1,000
1er mars 2007.....	1,000
1er mars 2008.....	1,000
1er mars 2009.....	1,500
1er mars 2010.....	1,500

The March 1, 1990 maturity in the amount of \$60,000, comprises a balance of \$21,000, renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
March 1, 1991.....	\$ 500
March 1, 1992.....	500
March 1, 1993.....	1,000
March 1, 1994.....	1,000
March 1, 1995.....	1,000
March 1, 1996.....	1,000
March 1, 1997.....	1,000
March 1, 1998.....	1,500
March 1, 1999.....	1,500
March 1, 2000.....	1,600
March 1, 2001.....	500
March 1, 2002.....	1,000
March 1, 2003.....	1,000
March 1, 2004.....	1,000
March 1, 2005.....	1,000
March 1, 2006.....	1,000
March 1, 2007.....	1,000
March 1, 2008.....	1,000
March 1, 2009.....	1,500
March 1, 2010.....	1,500

L'adjudication s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Bruno.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$60,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$60,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 256 — \$1,000 — aqueduc, égouts; 425 — \$2,900 — aqueduc, voirie égouts; 427 — \$1,200 — électricité; 523 — \$3,500 — aqueduc, égouts; 528 — \$3,000 — aqueduc, égouts; 571 — \$136,000 — aqueduc, égouts; 576 — \$34,000 — aqueduc, égouts, voirie; 581 — \$18,200 — voirie, etc.; 584 — \$28,000 — aqueduc, égouts, voirie; 586 — \$178,000 — aqueduc, égouts; 609 — \$2,500 — aqueduc, égouts; 611 — \$29,200 — aqueduc, égouts; 614 — \$2,400 — aqueduc, égouts; 618 — \$2,100 — aqueduc, égouts; 620 — \$1,500 — voirie; 621 — \$1,500 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 4 mars 1970, à 8 heures du soir Hôtel de Ville, 1585, rue Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Bruno.

Capital and interest will be payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$60,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$60,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 256 — \$1,000 — aqueduct, sewers; 425 — \$2,900 — aqueduct, roads, sewers; 427 — \$1,200 — electricity; 523 — \$3,500 — aqueduct, sewers; 528 — \$3,000 — aqueduct, sewers; 571 — \$136,000 — aqueduct, sewers; 576 — \$34,000 — aqueduct, sewers, roads; 581 — \$18,200 — roads, etc.; 584 — \$28,000 — aqueduct, sewers, roads; 586 — \$178,000 — aqueduct, sewers; 609 — \$2,500 — aqueduct, sewers; 611 — \$29,200 — aqueduct, sewers; 614 — \$2,400 — aqueduct, sewers; 618 — \$2,100 — aqueduct, sewers; 620 — \$1,500 — roads; 621 — \$1,500 — roads.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 4, 1970, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 1585 Montarville St., St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Bruno-de-Montarville (Comté de Chambly),
cc 9 février 1970.

Le greffier,
ROLAND COULOMBE.

Hôtel de Ville, 1585, rue Montarville,
St-Bruno-de-Montarville,
Comté de Chambly, P.Q.,
Téléphone: 653-2443, code 514. 33268-0

St-Bruno-de-Montarville (County of Cham-
bly), February 9, 1970.

ROLAND COULOMBE,
Town Clerk.

Town Hall, 1585 Montarville St.,
St-Bruno-de-Montarville,
County of Chambly, P.Q.,
Telephone: 653-2443, code 514. 33268

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Department of Labour and Manpower

Avis de prélèvement

Notice of Levy

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Métiers de la Construction de Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 3136 du 22 octobre 1969, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 315 du 28 janvier 1970, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (SRQ 1964, ch. 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières (established in pursuance of Decree number 3136 of October 22, 1969) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 315, dated January 28, 1970, authorizes such levy.

1. Cotisation

1. Dues

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec* jusqu'au 30 avril 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The contribution period extends from the publication date of the present notice in the *Québec Official Gazette* until April 30, 1970. This levy is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 3136, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

(a) Professional employers governed by said Decree number 3136 shall pay the Joint Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid) for the employees subject to the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 3136, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit 0.50 par semaine.

(b) Artisans governed by said Decree number 3136 shall turn over to the Joint Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary stipulated in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., 50¢ a week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 3136, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

(c) Employees governed by said Decree number 3136 shall pay the Joint Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

2. Mode de perception

2. Collection of Dues

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

To facilitate the collection of such dues, the Joint Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Joint Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Joint Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect the levy by means of a check-off.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer shall forward his monthly report to the Joint Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is requested. The professional employer's dues, together with those of his employees, shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'œuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des revenus et des dépenses probables du Comité paritaire des Métiers de la Construction de Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 1er février et le 30 avril 1970.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE TROIS-RIVIÈRES

Prévisions budgétaires, février, mars, avril 1970.

Sommaire:

Comptes de dépenses administration générale.....	\$13,281
Comptes de dépenses administration inspecteurs.....	11,049
Comptes administration des vacances.....	1,230
Comptes administration sécurité sociale.....	1,230
Comptes de dépenses membres du Comité.....	1,100
Comptes de dépenses administration propriété.....	1,210
Immobilisations à même les revenus.....	1,500
Total des dépenses prévues.....	\$30,600

Revenus:

Cotisations patronales.....	\$12,000
Cotisations ouvrières.....	12,000
Cotisations artisanales.....	500
Intérêts sur placements vacances.....	100
Total des revenus prévus.....	\$24,600

Déficit prévu à être comblé par la réserve:..... \$ 6,000

Comptes dépenses administration générale:

Salaire du secrétaire gérant.....	\$ 2,250
Salaires administration générale.....	5,400
Assurance-chômage (part du comité).....	85
Location d'équipement.....	500
Régime Rentes du Québec (part du comité).....	130
Papeterie.....	1,500
Accessoires de bureau et entretien.....	500
Téléphone et télégrammes.....	300
Frais postaux.....	600
Abonnement et publicité.....	50
Publication de Décret et publicité.....	1,000
Cours de formation.....	500
Assurance gardien des fonds.....	50
Assurances générales.....	100
Auditeur.....	300
Commission des Accidents du Travail.....	16

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or give the necessary information, he shall be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Joint Committee.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Joint Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of the revenue and expenses of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières for the period extending from February 1, 1970 to April 30, 1970, is given below.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF TROIS-RIVIÈRES

Estimate of expenditure and revenue for February, March and April 1970.

Summary:

General administration expenses.....	\$13,281
Inspection administration expenses.....	11,049
Vacation pay administration expenses.....	1,230
Social security administration expenses.....	1,230
Expenses — Committee members.....	1,100
Expenses for administration of premises.....	1,210
Fixed assets paid out of revenue.....	1,500
Estimated total expenses.....	\$30,600

Revenue:

Employers' dues.....	\$12,000
Employees' dues.....	12,000
Artisans' dues.....	500
Interest on vacation pay invested.....	100
Estimated total revenue.....	\$24,600

Estimated deficit to be covered by reserve..... \$ 6,000

General administration expenses:

Managing secretary's salary.....	\$ 2,250
Salaries, general administration personnel.....	5,400
Unemployment Insurance (Committee's share).....	85
Equipment rental.....	500
Québec Pension Plan (Committee's share).....	130
Stationery.....	1,500
Office equipment and maintenance.....	500
Telephone and telegrams.....	300
Postage.....	600
Subscription and advertising.....	50
Publication of decree and advertising.....	1,000
Training courses.....	500
Fidelity bond.....	50
General insurance.....	100
Auditor's fees.....	300
Workmen's Compensation Commission.....	16

Total dépenses administration générale
prévues \$13,281

Estimated total, general administra-
tion expenses \$13,281

Comptes dépenses administration inspecteurs:

Salaires des inspecteurs \$ 7,800
Assurance chômage (part du comité) 73
Régime Rentes du Québec (part du co-
mité) 130
Dépenses fixes inspecteurs 530
Allocation automobile 1,500
Frais judiciaires 300
Cours de formation 100
Papeterie 100
Gasoline 500
Commission des Accidents du Travail 16

Inspection administration expenses:

Inspectors' salaries \$ 7,800
Unemployment Insurance (Commit-
tee's share) 73
Québec Pension Plan (Committee's
share) 130
Inspectors' regular expenses 530
Automobile allowance 1,500
Legal costs 300
Training courses 100
Stationery 100
Gasoline 500
Workmen's Compensation Commission 16

Total dépenses administration inspec-
teurs prévues \$11,049

Estimated total, inspection adminis-
tration expenses \$11,049

Comptes administration des vacances:

Salaires des préposés aux vacances \$ 1,000
Assurance chômage (part du comité) 13
Régime Rentes du Québec (part du co-
mité) 15
Papeterie 200
Commission des Accidents du Travail 2

Vacation pay administration expenses:

Vacation pay administration staff's sa-
laries \$ 1,000
Unemployment Insurance (Commit-
tee's share) 13
Québec Pension Plan (Committee's
share) 15
Stationery 200
Workmen's Compensation Commission 2

Total dépenses administration vacances
prévues \$ 1,230

Estimated total, vacation pay adminis-
tration expenses \$ 1,230

Comptes administration sécurité sociale:

Salaires des préposés sécurité sociale . . \$ 1,000
Assurance chômage (part du comité) 13
Régime Rentes du Québec (part du co-
mité) 15
Papeterie 200
Commission des Accidents du Travail 2

Social security administration expenses:

Social security administration staff's
salaries \$ 1,000
Unemployment Insurance (Commit-
tee's share) 13
Québec Pension Plan (Committee's
share) 15
Stationery 200
Workmen's Compensation Commission 2

Total dépenses administration sécurité
sociale prévues \$ 1,230

Estimated total, social security admi-
nistration expenses \$ 1,230

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées spéciales \$ 245
Assemblées régulières jetons de pré-
sences 300
Assemblées régulières frais déplace-
ments 555

Expenses — Committee members:

Special meetings \$ 245
Regular meetings, attendance fees 300
Regular meetings, travelling expenses . . 555

Total dépenses membres du comité pré-
vues \$ 1,100

Estimated total, expenses — com-
mittee members \$ 1,100

Comptes dépenses administration propriété:

Loyer \$ 750
Éclairage 125
Salaire du concierge 300
Taxes municipales et scolaires 35

Expenses for administration of premises:

Rent \$ 750
Light 125
Janitor's salary 300
Municipal and school taxes 35

Total dépenses administration propriété
prévues \$ 1,210

Estimated total, expenses for adminis-
tration of premises \$ 1,210

Immobilisations à même les revenus:

Équipements de bureau \$ 1,500

Fixed assets paid out of revenue:

Office equipment \$ 1,500

Total immobilisations à même revenus
prévues \$ 1,500

Estimated total, fixed assets paid out
of revenue \$ 1,500

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 7 février 1970. 33261-0

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 7, 1970. 33261-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, établi en exécution du décret numéro 481, du 5 mai 1949 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 402 du 4 février 1970, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars au 31 décembre 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels de l'Industrie du Lait de Québec, assujettis audit décret numéro 481 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret numéro 481 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré dans leur occupation.

c) Tous les salariés de l'Industrie du Lait de Québec, régis par ledit décret numéro 481 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations et en faire remise au Comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des revenus et des dépenses prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, pour la période comprise entre le 1er mars et le 31 décembre 1970.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the *Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec*, established in pursuance of Decree number 481 of May 5, 1949 and amendments, has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 402, dated February 4, 1970, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from March 1, 1970, to December 31, 1970. The levy is carried out as follows:

(a) All professional employers of the Milk Industry in Québec subject to said Decree number 481 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of all salaries paid to their employees governed by said decree.

(b) All artisans subject to said Decree number 481 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the wages set forth in the decree for the lowest-paid employee in their occupation.

(c) All employees of the Milk Industry in Québec governed by said Decree number 481 and amendments must turn over to the Parity Committee dues equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. Collection of Dues

The professional employer and the artisan shall forward their contributions to the Parity Committee monthly.

The professional employer shall collect the employees' dues by means of a check-off and forward them to the Parity Committee with his own contribution.

Should a professional employer or artisan refuse to pay his dues or give any information required, he shall be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of revenue and expenditure of the *Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec* for the period extending from March 1, 1970, to December 31, 1970, is given below.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DU LAIT DE QUÉBEC

Prévisions budgétaires: 1er mars 1970 au 31 décembre 1970.

Sommaire:

Comptes de dépenses administration générale.....	\$ 6,496
Comptes de dépenses administration inspecteurs.....	5,967
Comptes de dépenses membres du Comité.....	915
Comptes de dépenses administration propriété.....	750
Total des dépenses prévues.....	\$14,128

Revenues:

Cotisations patronales.....	\$ 7,475
Cotisations ouvrières.....	7,475
Intérêts sur placements comptabilité générale.....	400
Total des revenus prévus.....	\$15,350

Surplus prévu..... \$ 1,222

Comptes dépenses administration générale:

Salaire du secrétaire-gérant.....	\$ 4,400
Assurance-chômage (part du comité).....	62
Régime Rentes du Québec (part du comité).....	80
Papeterie.....	250
Téléphone et télégrammes.....	175
Frais postaux.....	30
Intérêts et frais de banque.....	30
Abonnement et publicité.....	50
Publication de Décret et publicité.....	1,210
Auditeur.....	200
Commission des Accidents du Travail.....	9

Total dépenses administration générale prévues..... \$ 6,496

Comptes dépenses administration inspecteurs:

Salaires des inspecteurs.....	\$ 5,060
Assurance chômage (part du comité).....	62
Régime Rentes du Québec (part du comité).....	84
Allocation automobile.....	750
Commission des Accidents du Travail.....	11

Total dépenses administration inspecteurs prévues..... \$ 5,967

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblée régulières jetons de présences.....	\$ 300
Assemblées régulières frais déplacements.....	615

Total dépenses membres du comité prévues..... \$ 915

Comptes dépenses administration propriété:

Loyer..... \$ 750

Total dépenses administration propriété prévues..... \$ 750

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 14 février 1970. 33261-0

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DU LAIT DE QUÉBEC

Estimate of revenue and expenditure, March 1, 1970, to December 31, 1970.

Summary:

General administration expenses.....	\$ 6,496
Inspection administration expenses.....	5,967
Expenses — committee members.....	915
Expenses for administration of premises.....	750
Estimated total expenses.....	\$14,128

Revenue:

Employers' dues.....	\$ 7,475
Employees' dues.....	7,475
Interest on investments — general accounting.....	400
Estimated total revenue.....	\$15,350

Estimated surplus..... \$ 1,222

Detailed estimate of expenses

General administration expenses:

Managing secretary's salary.....	\$ 4,400
Unemployment Insurance (Committee's share).....	62
Québec Pension Plan (Committee's share).....	80
Stationery.....	250
Telephone and telegrams.....	175
Postage.....	30
Banking, interest and costs.....	30
Subscription and advertising.....	50
Publication of decree and advertising.....	1,210
Auditor's fees.....	200
Workmen's Compensation Commission.....	9

Estimated total, general administration expenses..... \$ 6,496

Inspection administration expenses:

Inspectors' salaries.....	\$ 5,060
Unemployment Insurance (Committee's share).....	62
Québec Pension Plan (Committee's share).....	84
Automobile allowance.....	750
Workmen's Compensation Commission.....	11

Estimated total, inspection administration expenses..... \$ 5,967

Expenses — Committee members:

Regular meetings, attendance fees.....	\$ 300
Regular meetings, travelling expenses.....	615

Estimated total, expenses — Committee members..... \$ 915

Expenses for administration of members:

Rent..... \$ 750

Estimated total, expenses for administration of premises..... \$ 750

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 14, 1970. 33261-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Joliette, établi en exécution du décret numéro 3134 du 22 octobre 1969, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 399 du 4 février 1970 le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle du Québec* jusqu'au 30 avril 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 3134, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 3134, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) Les artisans régis par ledit décret numéro 3134, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés.

Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Parity Committee of the Construction Industry of Joliette (established in pursuance of Decree number 3134 of October 22, 1969) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council number 399, dated February 4, 1970, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from the publication date of the present by-law in the *Québec Official Gazette* to April 30, 1970. The said levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 3134 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Employees governed by said Decree number 3134 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

(c) Artisans governed by said Decree number 3134 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary set forth in the decree for the lowest-paid journeyman in their trade.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on behalf of the Committee, the professional employer must collect this levy by means of a check-off.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report.

The Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisans and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or artisan refuse to pay his dues or give necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decree Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower

et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des revenus et des dépenses prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Joliette, pour la période comprise entre le 1er février et le 30 avril 1970.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE JOLIETTE

Prévisions budgétaires, février, mars et avril 1970.

Sommaire:

Comptes de dépenses administration générale.....	\$ 8,720
Comptes de dépenses administration inspecteurs.....	11,367
Comptes administration sécurité sociale.....	1,001
Comptes de dépenses membres du Comité.....	1,152
Comptes de dépenses administration propriété.....	1,445
Comptes divers.....	960
Immobilisations à même les revenus.....	400
Total des dépenses prévues.....	\$25,045

Revenus:

Cotisations patronales.....	\$ 9,800
Cotisations ouvrières.....	9,800
Cotisations artisanales.....	1,200
Pénalités et amendes.....	450
Honoraires d'examens.....	150
Total des revenus prévus.....	\$ 21,400

Déficit prévu à être comblé par la réserve..... \$ 3,645

Comptes dépenses administration générale:

Salaire du Secrétaire Gérant.....	\$ 2,015
Salaires administration générale.....	1,975
Assurance-chômage (part du comité) ..	25
Assurance collective (part du comité) ..	53
Régime Rentes du Québec (part du comité) ..	64
Papeterie.....	425
Téléphone et télégrammes.....	285
Frais postaux.....	135
Intérêts et frais de banque.....	150
Frais de représentation (secrétaire gérant).....	455
Abonnement et publicité.....	20
Publication de Décret et publicité.....	1,485
Assurance gardien des fonds.....	10
Assurances générales.....	920
Auditeur.....	75
Commission des Accidents du Travail.....	8
Indemnités de départs.....	620
Total dépenses administration générale prévues.....	\$ 8,720

Comptes de dépenses administration inspecteurs:

Salaires des inspecteurs.....	\$ 5,200
Assurance chômage (part du comité) ..	67
Assurances collectives (part du comité) ..	183
Régime Rentes du Québec (part du comité) ..	86
Dépenses fixes inspecteurs.....	1,300
Allocation automobile.....	3,420
Frais judiciaires.....	300

on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of revenue and expenditure of the Parity Committee of the Construction Industry of Joliette for the period extending from February 1, 1970, to April 30, 1970, is given below.

PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF JOLIETTE

Estimate of expenditure and revenue for February, March and April 1970.

Summary:

General administration expenses.....	\$ 8,720
Inspection administration expenses.....	11,367
Social security administration expenses.....	1,001
Expenses — Committee members.....	1,152
Expenses for administration of premises.....	1,445
Miscellaneous expenses.....	960
Fixed assets paid out of revenue.....	400
Estimated total expenses.....	\$25,045

Revenue:

Employers' dues.....	\$ 9,800
Employees' dues.....	9,800
Artisans' dues.....	1,200
Penalties and fines.....	450
Examination fees.....	150
Estimated total revenue.....	\$ 21,400

Estimated deficit to be covered by reserve fund..... \$ 3,645

General administration expenses:

Managing secretary's salary.....	\$ 2,015
Salaries, general administration personnel.....	1,975
Unemployment Insurance (Committee's share).....	25
Group insurance (Committee's share) ..	53
Québec Pension Plan (Committee's share).....	64
Stationery.....	425
Telephone and telegrams.....	285
Postage.....	135
Banking, interest and costs.....	150
Official entertainment expenses (managing secretary).....	455
Subscription and advertising.....	20
Publication of decree and advertising ..	1,485
Fidelity bond.....	10
General insurance.....	920
Auditor's fees.....	75
Workmen's Compensation Commission.....	8
Severance pay.....	620

Estimated total, general administration expenses..... \$ 8,720

Inspection administration expenses:

Inspectors' salaries.....	\$ 5,200
Unemployment Insurance (Committee's share).....	67
Group insurance (Committee's share) ..	183
Québec Pension Plan (Committee's share).....	86
Inspectors' regular expenses.....	1,300
Automobile allowance.....	3,420
Legal costs.....	300

Commission des Accidents du Travail..	\$ 11
Indemnités de départs	800

Total dépenses administration inspecteurs prévues	\$11,367
---	----------

Comptes administration sécurité sociale:

Salaires des préposés sécurité sociale...	\$ 825
Assurance chômage (part du comité)...	11
Régime Rentes du Québec (part du comité)	13
Commission des Accidents du Travail.	2
Indemnités de départs	150

Total dépenses administration sécurité sociale prévues	\$ 1,001
--	----------

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées spéciales	\$ 288
Assemblées régulières jetons de présences	180
Assemblées régulières frais déplacements	684

Total dépenses membres du comité prévues	\$ 1,152
--	----------

Comptes dépenses administration propriété:

Éclairage	\$ 200
Chauffage	250
Entretien (matériel seulement)	100
Salaires du concierge	300
Taxes municipales et scolaires	595

Total dépenses administration propriété prévues	\$ 1,445
---	----------

Comptes divers:

Frais d'examen de qualification du travail	\$ 960
--	--------

Immobilisations à même les revenus...

Équipements de bureau	\$ 400
-----------------------------	--------

Total immobilisations à même les revenus prévues	\$ 400
--	--------

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'œuvre,
Québec, le 14 février 1970. 33261-0

Avis de prélèvement

Le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Entretien d'édifices publics, région de Québec, établi en exécution du décret numéro 385 du 14 février 1969, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 401 du 4 février 1970, le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1^{er} mars au 31 décembre 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

Workmen's Compensation Commission.	\$ 11
Severance expenses	800

Estimated total, inspection administration expenses	\$11,367
---	----------

Social security administration expenses:

Social security administration staff's salaries	\$ 825
Unemployment Insurance (Committee's share)	11
Québec Pension Plan (Committee's share)	13
Workmen's Compensation Commission	2
Severance expenses	150

Estimated total, social security administration expenses	\$ 1,001
--	----------

Expenses — Committee members:

Special meetings	\$ 288
Regular meetings, attendance fees	180
Regular meetings, travelling expenses ..	684

Estimated total, expenses — Committee members	\$ 1,152
---	----------

Expenses for administration of premises:

Light	\$ 200
Heating	250
Maintenance (equipment only)	100
Janitor's salary	300
Municipal and school taxes	595

Estimated total, expenses for administration of premises	\$ 1,445
--	----------

Miscellaneous expenses:

Competency examination expenses	\$ 960
---------------------------------------	--------

Fixed assets paid out of revenue:

Office equipment	\$ 400
------------------------	--------

Estimated total, fixed assets paid out of revenue	\$ 400
---	--------

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 14, 1970. 33261-0

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Comité paritaire de l'Entretien d'édifices publics, région de Québec (established in pursuance of Decree number 385 of February 14, 1969) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law approved by Order in Council number 401, dated February 4, 1970, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from March 1, 1970 to December 31, 1970. The levy is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 385, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 385, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnels doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque période de paie, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des revenus et des dépenses prévus du Comité paritaire de l'Entretien d'édifices publics, région de Québec, pour la période du 1er mars au 31 décembre 1970.

(a) Professional employers governed by said Decree number 385 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid) for the employees governed by the said decree.

(b) Employees governed by said Decree number 385 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. Collection of dues

To facilitate the collection of such dues, the parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each pay period, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decree Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of revenue and expenditure of the Comité paritaire de l'Entretien d'édifices publics, région de Québec, for the period extending from March 1, 1970 to December 31, 1970, is given below.

COMITÉ PARITAIRE DE L'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS, RÉGION DE QUÉBEC

Prévisions budgétaires pour la période du 1er mars au 31 décembre 1970.

Sommaire:

Comptes de dépenses administration générale.....	\$ 6,220
Comptes de dépenses administration inspecteurs.....	8,938
Comptes de dépenses membres du Comité.....	600
Immobilisations à même les revenus.....	200
Total des dépenses prévues.....	\$15,958

COMITÉ PARITAIRE DE L'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS, RÉGION DE QUÉBEC

Estimate of revenue and expenditure from March 1, to December 31, 1970.

Summary:

General administration expenses.....	\$ 6,220
Inspection administration expenses.....	8,938
Expenses — committee members.....	600
Fixed assets paid out of revenue.....	200
Estimated total expenses.....	\$15,958

<i>Revenus:</i>	
Cotisations patronales.....	\$12,500
Cotisations ouvrières.....	12,500
Total des revenus prévus.....	\$25,000
Surplus prévu:.....	\$ 9,042

<i>Comptes dépenses administration générale:</i>	
Salaires du Secrétaire Gérant.....	\$ 3,500
Salaires administration générale.....	2,000
Papeterie.....	400
Frais postaux.....	50
Intérêts et frais de banque.....	20
Auditeur.....	250
Total dépenses administration générale prévues.....	\$ 6,220

<i>Comptes dépenses administration inspecteurs:</i>	
Salaires des inspecteurs.....	\$ 6,600
Assurance chômage (part du comité)....	62
Assurances collectives (part du comité)...	160
Régime Rentes du Québec (part du comité).....	36
Dépenses fixes inspecteurs.....	1,980
Papeterie.....	100
Total dépenses administration inspecteurs prévues.....	\$ 8,938

<i>Comptes dépenses membres du comité:</i>	
Assemblées régulières jetons de présences	\$ 200
Assemblées régulières frais déplacements.	400
Total dépenses membres du comité prévues.....	\$ 600

<i>Immobilisations à même les revenus:</i>	
Équipements de bureau.....	\$ 200
Total immobilisations à même les revenus prévues.....	\$ 200

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 14 février 1970. 33261-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la Construction de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 3128 du 22 octobre 1969, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 400 du 4 février 1970, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle du Québec*, jusqu'au 30 avril 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

<i>Revenue:</i>	
Employers' dues.....	\$12,500
Employees' dues.....	12,500
Estimated total revenue.....	\$25,000
Forecast surplus.....	\$ 9,042

<i>Detailed estimate of expenses</i>	
<i>General administration expenses:</i>	
Managing secretary's salary.....	\$ 3,500
Salaries, general administration personnel.....	2,000
Stationery.....	400
Postage.....	50
Banking, interest and costs.....	20
Auditor's fees.....	250
Estimated total, general administration expenses.....	\$ 6,220

<i>Inspection administration expenses:</i>	
Inspectors' salaries.....	\$ 6,600
Unemployment Insurance (Committee's share).....	62
Group insurance (Committee's share)...	160
Québec Pension Plan (Committee's share).....	36
Inspectors' regular expenses.....	1,980
Stationery.....	100
Estimated total, inspection adminis- tration expenses.....	\$ 8,938

<i>Expenses — Committee members:</i>	
Regular meetings, attendance fees.....	\$ 200
Regular meetings, travelling expenses...	400
Estimated total, expenses — Committee members.....	\$ 600

<i>Fixed assets paid out of revenue:</i>	
Office equipment.....	\$ 200
Estimated total, fixed assets paid out of revenue.....	\$ 200

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 14, 1970. 33261-0

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower hereby gives notice that the Construction Joint Committee of Rimouski (established in pursuance of Decree number 3128 of October 22, 1969) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law approved by Order in Council number 400, dated February 4, 1970, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from the publication date of the present by-law in the *Québec Official Gazette* to April 30, 1970. The said levy is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 3128, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 3128, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de leur rémunération.

3. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 20 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières, au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des revenus et des dépenses prévus du Comité conjoint de la Construction de Rimouski, pour la période comprise entre le 1er février et le 30 avril 1970.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CONSTRUCTION DE RIMOUSKI

Prévisions budgétaires février, mars et avril de l'année 1970.

Sommaire:

Comptes de dépenses administration générale.....	\$ 11,479
Comptes de dépenses administration inspecteurs.....	24,687
Comptes administration sécurité sociale	2,804
Comptes de dépenses membres du Comité.....	879
Comptes de dépenses administration propriété.....	675
Comptes divers.....	440
Total des dépenses prévues.....	\$40,964

(a) Professional employers governed by said Decree number 3128 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Employees governed by said Decree number 3128 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer refuse to pay his dues or supply the information required, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of the revenue and expenditure of the Construction Joint Committee of Rimouski for the period extending from February 1, 1970, to April 30, 1970, is given below.

THE CONSTRUCTION JOINT COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of revenue and expenditure for February, March, April of the year 1970.

Summary:

General administration expenses.....	\$11,479
Inspection administration expenses.....	24,687
Social security administration expenses	2,804
Expenses, — Committee members.....	879
Expenses for administration of premises	675
Miscellaneous expenses.....	440
Estimated total expenses.....	\$40,964

<i>Revenus:</i>		<i>Revenue:</i>	
Cotisations patronales.....	\$13,620	Employers' dues.....	\$13,620
Cotisations ouvrières.....	13,620	Employees' dues.....	13,620
Pénalités et amendes.....	500	Penalties and fines.....	500
Honoraires d'examens.....	375	Examination fees.....	375
Intérêts sur placements comptabilité générale.....	738	Interest on investments, general accounting.....	738
Total des revenus prévus.....	\$28,853	Estimated total revenue.....	\$28,853
Déficit prévu à être comblé par la réserve.....	\$12,111	Forecast deficit to be paid out of the reserve.....	\$12,111
<i>Comptes dépenses administration générale:</i>		<i>Detailed estimate of expenses general administration expenses:</i>	
Salaire du Secrétaire Gérant.....	\$ 1,950	Managing secretary's salary.....	\$ 1,950
Salaires administration générale.....	2,670	Salaries, general administration personnel.....	2,670
Assurance-chômage (part du comité)....	54	Unemployment Insurance (Committee's share).....	54
Assurance collective (part du comité)....	155	Group insurance (Committee's share)....	155
Caisse de retraite (part du comité).....	145	Retirement pension fund (Committee's share).....	145
Régime Rentes du Québec (part du comité).....	84	Québec Pension Plan (Committee's share).....	84
Téléphone et télégrammes.....	120	Telephone and telegrams.....	120
Frais postaux.....	300	Postage.....	300
Intérêts et frais de banque.....	300	Banking, interest and costs.....	300
Publication de décret et publicité.....	1,075	Publication of decree and advertising....	1,075
Assurance gardien des fonds.....	10	Fidelity bond.....	10
Auditeur.....	400	Auditor's fees.....	400
Crédit maladie.....	4,206	Sick leave credits.....	4,206
Commission des Accidents du Travail....	10	Workmen's Compensation Commission....	10
Total dépenses administration générale prévues.....	\$11,479	Estimated total, general administration expenses.....	\$11,479
<i>Comptes de dépenses administration inspecteurs:</i>		<i>Inspection administration expenses:</i>	
Salaires des inspecteurs.....	\$ 6,492	Inspectors' salaries.....	\$ 6,492
Assurance-chômage (part du comité)....	51	Unemployment Insurance (Committee's share).....	51
Assurances collectives (part du comité)....	247	Group insurance (Committee's share)....	247
Caisse de retraite (part du comité).....	692	Retirement pension fund (Committee's share).....	692
Régime Rentes du Québec (part du comité).....	117	Québec Pension Plan (Committee's share).....	117
Dépenses fixes inspecteurs.....	1,055	Inspectors' regular expenses.....	1,055
Allocation automobile.....	1,920	Automobile allowance.....	1,920
Frais judiciaires.....	1,050	Legal costs.....	1,050
Gasoline.....	150	Gasoline.....	150
Crédit maladie.....	12,900	Sick leave credits.....	12,900
Commission des Accidents du Travail....	13	Workmen's Compensation Commission....	13
Total dépenses administration inspecteurs prévues.....	\$24,687	Estimated total, inspection administration expenses.....	\$24,687
<i>Comptes administration sécurité sociale:</i>		<i>Social security administration expenses:</i>	
Salaires des préposés sécurité sociale \$	1,635	Social security administration staff's salaries.....	\$ 1,635
Assurance chômage (part du comité)....	20	Unemployment Insurance (Committee's share).....	20
Assurances collectives (part du comité)....	64	Group insurance (Committee's share)....	64
Crédit maladie.....	1,026	Sick leave credits.....	1,026
Caisse de retraite (part du comité).....	25	Retirement pension fund (Committee's share).....	25
Régime Rentes du Québec (part du comité).....	30	Québec Pension Plan (Committee's share).....	30
Commission des Accidents du Travail....	4	Workmen's Compensation Commission....	4
Total dépenses administration sécurité sociale prévues.....	\$ 2,804	Estimated total, social security administration expenses.....	\$ 2,804

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées spéciales.....	\$ 220
Assemblées régulières jetons de présences	150
Assemblées régulières frais déplacements	509

Total dépenses membres du comité prévues.....	\$ 879
---	--------

Comptes dépenses administration propriété:

Loyer.....	\$ 555
Salaires du concierge.....	120

Total dépenses administration propriété prévues.....	\$ 675
--	--------

Comptes divers:

Frais d'examens de qualification du travail.....	\$ 440
--	--------

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 14 février 1970. 33261-o

Expenses, Committee members:

Special meetings.....	\$ 220
Regular meetings, attendance fees.....	150
Regular meetings, travelling expenses	509

Estimated total, expenses, Committee members.....	\$ 879
---	--------

Expenses for administration of premises:

Rent.....	\$ 555
Janitor's salary.....	120

Estimated total, expenses for administration of premises.....	\$ 675
---	--------

Miscellaneous expenses:

Competency examination expenses.....	\$ 440
--------------------------------------	--------

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 14, 1970. 33261-o

Avis de modification

Salariés de garages — région de Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux salariés de garages dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 164 du 6 février 1962 et amendements lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Les parties I et II étant expirées depuis le 31 mai 1969, les nouvelles parties suivantes seront ajoutées:

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales applicables à tous les établissements assujettis au décret

Article 1. *Définitions:* Pour l'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

1.01 Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend un des métiers régis par le présent décret.

Toutefois, pour avoir droit aux conditions de travail et au salaire de son métier, l'apprenti doit accomplir le travail qui y correspond selon les exigences du comité paritaire.

1.02 Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le présent décret pour son propre bénéfice. Il désigne aussi tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

Toute personne considérée comme artisan doit posséder un certificat de compagnon pour le métier qu'il exerce dans son établissement et subir, s'il y a lieu, les examens requis à cette fin par le comité paritaire.

1.03 Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, remet en état,

Notice of Amendment

Garage employees — Québec region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Minister of Labour and Manpower hereby gives notice, that the contracting parties to the Collective Labour Agreement relating to garage employees in the region of Québec, made binding by decree number 164 of February 6, 1962 and amendments, have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

Parts I and II having expired on May 31, 1969, the following new parts will be added:

PART ONE

General provisions applying to all establishments governed by the decree

Section 1. *Définitions:* In this decree:

1.01 The word "apprentice" means any employee who is learning one of the trades governed by this decree.

However, in order to be entitled to the working conditions and wages of his trade, the apprentice shall perform the work corresponding thereto, according to the requirements of the Parity Committee.

1.02 The word "artisan" means any person who performs alone or in partnership any work governed by the decree for his own benefit. It also means any employer or professional employer performing such work himself.

Any person or employer who is considered as an artisan shall have a journeyman's card for the trade he plies in his establishment and, if so requested by the Committee, shall sit for the pertinent examination.

1.03 "Machine shop" means any establishment where motors, and various other automotive

répare, règle ou travaille des moteurs ou diverses autres parties ou pièces de véhicules à moteur sans en faire le montage sur le véhicule même.

1.04 Le terme « commis d'entrepôt » désigne tout salarié préposé principalement à la réception, à l'entreposage ou à l'expédition ou à l'emballage des marchandises dans un établissement assujéti au présent décret et qui ne fait pas habituellement de vente au comptoir.

1.05 Le terme « commis-vendeur » comprend tout commis vendeur de pièces ou d'accessoires d'automobiles, qui travaille à l'intérieur d'un poste de vente d'accessoires ou de pièces assujéti au présent décret.

1.06 Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé l'apprentissage de l'un des métiers régis par le présent décret, qui possède la compétence requise pour le pratiquer et a subi avec succès les examens requis.

Toutefois, pour avoir droit aux conditions de travail et aux salaires stipulés au présent décret, il faut accomplir à plein temps ou à temps partiel, le travail correspondant à son métier dans un établissement assujéti.

1.07 Le terme « employé de bureau » désigne tout salarié qui est préposé aux écritures, à la vérification, à la comptabilité, à la caisse, à la classification des documents, à la correspondance, au contrôle des inventaires, du Kardex, des heures de travail, des réparations et du personnel, dans un établissement assujéti au présent décret.

1.08 Le mot « évaluateur » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à faire l'évaluation ou l'estimation des dommages sur tout véhicule à moteur, dans un établissement assujéti au présent décret.

Toutefois, ce terme ne désigne pas le salarié qui est chargé de faire l'évaluation d'un véhicule à moteur usagé pour en déterminer la valeur d'échange.

1.09 Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait tout travail ou tout commerce qui se rapporte aux véhicules à moteur ou à l'une de leurs pièces et, en particulier, tout endroit où l'on remise, modifie, répare ou démonte lesdits véhicules.

1.10 Le terme « garage municipal » désigne tout garage qui est la propriété d'une cité, d'une ville ou d'une autre municipalité comprise dans le champ d'application territorial du présent décret.

1.11 Le terme « garage particulier » désigne tout garage où le salarié limite son travail aux véhicules à moteur appartenant en propre à la personne, société ou compagnie pour laquelle il travaille.

1.12 Le terme « garage privé de construction ou de génie » désigne la partie de l'établissement où s'exécutent les travaux de réparation et d'entretien des véhicules à moteur appartenant à une personne, société ou compagnie dont l'activité principale se rapporte aux travaux de construction, d'excavation et de génie.

1.13 Le terme « garage public » désigne tout garage où l'on exécute quelque travail sur un véhicule à moteur comme service au public ou à une partie du public.

1.14 Le mot « graisseur » désigne tout salarié dont le principal travail est de graisser un véhicule à moteur ou d'en faire la vidange d'huile, entièrement ou partiellement.

1.15 Le terme « heures normales » signifie les heures de travail prévues au présent décret pour chaque catégorie d'emploi.

parts and components are rebuilt, repaired, adjusted or worked upon without being installed on the vehicle itself.

1.04 "warehouse clerk" means any employee whose work mainly consists in receiving, storing, shipping and packing merchandise in an establishment governed by this decree. Such employee does not usually do counter sales.

1.05 "sales clerk" designates any clerk who sells motor vehicle parts or accessories and who works in an accessories or parts store subject to this decree.

1.06 "journeyman" designates any employee who has completed apprenticeship in one of the trades governed by this decree, has the required skill to ply such trade and has successfully passed the required examinations.

However, in order to be entitled to employment conditions and wages herein set forth, one must do the work of his trade on a full-time or part-time basis and in an establishment subject to this decree.

1.07 "office employee" designates any employee who: does clerical work, checking, accounting, cashier's work, filing, correspondence, stock or kardex control; controls working hours, repairs or personnel in an establishment covered by this decree.

1.08 "appraiser" means any wage-earner whose main work, in any establishment governed by the present decree, consists in evaluating or estimating the damages sustained by any motor vehicle.

However, this term does not designate the employee who evaluates used motor vehicles to determine their trade-in value.

1.09 "garage" means any place where motor vehicles are stored, altered, repaired or demolished, and where any work or commerce pertaining to motor vehicles or parts thereof are performed or carried on.

1.10 "municipal garage" means any garage who is the property of a city, or a town or another municipality included in the territorial jurisdiction of this decree.

1.11 "private garage" designates any garage where the employee restricts his work to motor vehicles belonging to the person, association or company for whom or which he works.

1.12 "private garage (construction and engineering firms)" means the part of an establishment where repair and maintenance work is performed on motor vehicles which belong to a person, association or company, who or which performs mainly construction, excavating or engineering work.

1.13 "public garage" designates any garage where any type of work is performed on a motor vehicle as a service to the public in general or a part of the public.

1.14 "greaser" means any wage-earner whose main work consists in partly or completely greasing or oil-changing any motor vehicle.

1.15 "regular working hours" means the working hours stipulated in this decree for each trade.

1.16 Le mot « laveur » désigne tout salarié qui, comme principal travail, lave, nettoie ou essuie au complet ou en partie tout véhicule à moteur.

Toutefois, le salarié travaillant dans un établissement où le lavage se fait selon un système automatique ou en équipe est considéré comme un préposé de station-service.

1.17 Le terme « laveur de pièces ou parties de véhicules à moteur » désigne tout salarié qui est appelé à remplir cette fonction comme principal travail dans un atelier de mécanique ou un garage.

1.18 Le mot « livreur » désigne tout salarié dont le principal travail est de faire la livraison où le transport des pièces ou accessoires avec un véhicule à moteur dont il a la charge, que ce soit en qualité de commissionnaire ou autrement.

1.19 Le mot « magasinier » désigne tout salarié dont le principal travail est de tenir un rayon de pièces ou qui a la garde des outils dans un établissement visé par le présent décret.

1.20 Le terme « poste d'essence » désigne tout établissement fixe ou mobile où l'on fait exclusivement la vente d'essence ou de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit établissement soit exploité par un propriétaire, un locataire ou toute personne travaillant à commission sur les ventes, comme établissement principal ou comme annexe d'un établissement principal.

1.21 Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit public où le travail principal est le lavage ou le polissage des véhicules à moteur, que ce travail soit fait par un salarié ou par toute autre personne.

1.22 Le terme « poste de vente d'accessoires ou pièces » désigne et comprend tout fabricant, tout agent d'usine, tout marchand qui vend principalement au gros des pièces ou accessoires de véhicules à moteur, neufs ou usagés, ou encore d'équipements ou de pièces d'équipements de garage, neufs ou usagés.

1.23 Le terme « poste de vente de pneus ou atelier de vulcanisation » désigne et comprend tout établissement spécialisé, de gros ou de détail, qui vend, échange, répare tout pneu neuf ou usagé ou chambre à air pour tout véhicule à moteur.

1.24 Le terme « pompiste » désigne tout salarié dont le travail se limite à la livraison d'essence ou de lubrifiants à la clientèle et qui, généralement, travaille dans un poste d'essence.

1.25 Le terme « premier commis » désigne tout salarié qui, dans le rayon des pièces, en plus de remplir sa fonction, a été désigné pour exercer dans une certaine mesure la surveillance et la responsabilité dans le département où il travaille, dans un établissement assujéti au présent décret.

1.26 Le terme « préposé aux pièces » désigne tout commis-vendeur de pièces et d'accessoires de véhicules à moteur qui travaille à l'intérieur de l'établissement, le commis à la réception, à l'expédition et à la classification de la marchandise, dans un établissement assujéti au présent décret.

1.27 Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui, tout en accomplissant en tout ou en partie les tâches indiquées au paragraphe 1.28 limite généralement son action à l'intérieur de l'établissement d'un garage public.

1.28 Le terme « préposé de station-service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage de

1.16 "washer" means any wage-earner whose principal work consists in washing, cleaning or wiping any motor vehicle in whole or in part.

However, any person working in an establishment where washing is done by means of an automatic or conveyor system is considered as a serviceman.

1.17 "motor vehicle parts cleaner" means any employee in a machine shop or garage whose main occupation consists in cleaning or washing motor vehicle parts.

1.18 "deliveryman" designates any employee whose main work consists in delivering and transporting parts and accessories, whether as a messenger or otherwise, by means of a motor vehicle entrusted to his care.

1.19 "storeman" designates any employee whose main work consists in keeping a parts department or who is a tool keeper in an establishment subject to this decree.

1.20 "gasoline station" designates any mobile or stationary place where only motor vehicle gasolines and lubricants are sold, whether such place be operated by a proprietor, a lessee or any other person on commission sales, as a main concern or as an accessory thereto.

1.21 "car wash" designates any public place where the main work consists in washing and polishing motor vehicles, whether such work is carried out by an employee or by any other person.

1.22 "Accessories or parts store" means and includes any manufacturer, manufacturer's agent or dealer who sells new or used motor vehicle parts or accessories new or used equipment and garage equipment parts mainly on a wholesale basis.

1.23 "tire sales establishment or tire-shop" means and includes any wholesale or retail specialized establishment which sells, exchanges and/or repairs any new or used tire or inner tube for any motor vehicle.

1.24 "pump attendant" means any employee whose work is limited to the delivery of gasoline and lubricants to customers and who generally works in a gasoline station.

1.25 "head clerk" means any employee who, in the parts department of any establishment subject to this decree, besides carrying out his own work, supervises to some extent and has some responsibility in the operation of the department where he works.

1.26 "parts clerk" means any automobile parts and accessories salesman, working inside the establishment, including the clerk who receives, ships and labels merchandise in any establishment subject to this decree.

1.27 "serviceman" means any employee who, performing a part or all of the work mentioned in subsection 1.28, generally works only inside the establishment of a public garage.

1.28 "service-station attendant" designates any employee who: sells gasoline or lubricants; greases, washes or drives motor vehicles; looks after the cleaning and heating of the establish-

l'établissement, change ou répare les chambres à air ou les pneus, change les accumulateurs, les courroies de ventilateur et de dynamo, les boyaux, les essuie-glace, les phares, les filtres et les autres pièces semblables et secondaires. Il fait aussi la vente de ces mêmes pièces, fait les services d'urgence de dépannage ou de remorquage et fait aussi l'entretien du terrain, va reconduire ou chercher toute personne avec un véhicule à moteur.

1.29 Le terme « semaine normale » signifie la durée des heures normales de travail prévues au présent décret pour chaque catégorie d'emploi durant une semaine de travail.

1.30 Le terme « service continu » désigne la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat ou mise à pied. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu, les jours de la maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les jours de vacances, le délai congé et les absences autorisées.

1.31 Le terme « station-service » désigne tout endroit où l'on fait la vente de l'essence, de lubrifiant, de l'antigel, le graissage, le lavage, le montage et la réparation des pneus, le changement de la courroie du ventilateur et de la dynamo, d'accumulateur, de boyaux, des essuie-glace, des phares, des filtres et d'autres pièces semblables secondaires ainsi que la vente de ces mêmes pièces et où l'on fait aussi le service de dépannage ou remorquage de véhicules à moteur.

Toutefois, si une station-service fait un travail ou un commerce qui se rapporte aux véhicules à moteur autrement que susdit ou s'il s'y fait un travail semblable à celui exécuté généralement dans un garage public, les salariés exécutant ce travail sont considérés comme des employés d'un garage public et le ou les parties de l'établissement ou s'exécute tel travail sont considérés, pour l'application du présent décret, comme un garage public.

1.32 Le terme « taux normal » signifie le taux de salaire fixé au présent décret pour chaque catégorie d'emploi.

1.33 Le terme « terrain de démontage » désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines de leurs pièces sont démontés pour être emmagasinés, réparés ou vendus comme ferraille ou pour être utilisés sur d'autres véhicules à moteur.

1.34 Le terme « terrain ou garage de stationnement » désigne tout endroit réservé au stationnement ou au remisage des véhicules à moteur.

1.35 Le terme « véhicule à moteur » désigne tout véhicule ou toute machine mus par une autre force que la force musculaire et adaptés soit à la traction, soit au transport des personnes ou des choses.

1.36 Le terme « vendeur de service » désigne tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, à l'inscription de tout travail à faire sur un véhicule à moteur, et, en général, le salarié qui assure le service à la clientèle dans un garage assujéti au présent décret.

1.37 Le mot « vitrier » désigne tout salarié qui est principalement préposé à l'installation et au remplacement des glaces de tout véhicule à moteur.

Article 2. Champ d'application:

2.01 *Champ d'application professionnel:* Sont assujéti aux dispositions du présent décret, les employeurs, les employeurs professionnels, les

changes or repairs tires or tubes; changes batteries, fan and generator belts, hoses, windshield wipers, lights, filters and other similar accessory parts. He also sells such parts; provides emergency break-down and towing services; does maintenance work on the premises; drives any person to and from the establishment.

1.29 "regular working week" means the duration of the regular working hours, during one working week, as stipulated in this decree for each trade.

1.30 "continuous service" means the period an employee is under contract with his employer, even if the said period has been interrupted, without a dismissal or leave-off notice however. The continuous service is not considered being interrupted by sick leave without dismissal, closing days, vacation days, term of notice or authorized absences.

1.31 "service station" designates any place where: gasoline, lubricants and antifreeze are sold; motor vehicles are lubricated and washed; fan and generator belts, batteries, hoses, windshield wipers, lights, filters and other similar accessory parts are changed and sold; tires are changed and repaired; emergency break-down service and towing is provided.

However, if a service station does work or engages in business in connection with motor vehicles, otherwise than abovementioned or if in such place work is performed as generally done in a public garage, employees who carry out such work are considered as public garage employees and that or those parts of the establishment where the work is performed, are considered as a public garage for the purposes of this decree.

1.32 "regular wage rate" means the wage rates fixed in this decree for each trade.

1.33 "scrapping yard" designates any place where motor vehicles or some of their component parts are dismantled for sale, storage, repair, scrap or use on other motor vehicles.

1.34 "parking lot or parking garage" means any place reserved for the parking or storing of motor vehicles.

1.35 "motor-vehicle" means any vehicle or machine driven by a power other than muscular strength and adapted either to traction or to the transport of persons or things.

1.36 "service salesman" designates any employee who: receives customers; sees to the distribution and coordination of work; writes down motor vehicle work orders and, in general, ensures customer service in a garage subject to this decree.

1.37 "glazier" means any wage-earner whose principal work consists in installing or replacing the glass panes of any motor vehicle.

Section 2. Jurisdiction:

2.01 *Professional jurisdiction:* Are subject to the provisions of this decree, all employers, professional employers, artisans and employees

artisans et les salariés de garages, y compris les garages d'entreprises en construction ou en génie, de garages publics, de postes d'essence, de stations-service, de postes de lavage, de terrains ou garages de stationnement, de terrains de démontage, de postes de vente d'accessoires ou de pièces, d'ateliers de mécanique.

Sont également assujettis les établissements où se font l'installation, la réparation et l'entretien des silencieux, des embrayages, des freins, et des sections des ateliers de vulcanisation et de rechape où se fait l'équilibrage et l'alignement des roues.

2.02 *Exceptions:* a) Un garage municipal n'est pas assujetti aux dispositions du présent décret tant et aussi longtemps que les conditions de travail y sont réglementées par une convention particulière.

b) Les garages particuliers ne sont pas assujettis au présent décret.

c) Les ateliers qui font exclusivement le montage, la réparation ou la vente de pièces de machinerie agricole ne sont pas assujettis au présent décret.

d) Les salariés qui exercent les fonctions de téléphoniste et de gardien de nuit ne sont pas assujettis au présent décret.

e) Le présent décret ne régit pas les ateliers et magasins de pièces des établissements qui font exclusivement la vente, la réparation et l'entretien de machinerie industrielle.

f) Sont exclus du présent décret les terrains et garages de stationnement lorsqu'il ne s'y donne aucun service sur les véhicules à moteur.

2.03 *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret comprend les districts électoraux de Jean-Talon, Louis-Hébert, Saint-Sauveur, Chauveau, Montmorency et Lévis; il comprend aussi les municipalités de ville de Bélair, Val Saint-Michel et Shannon.

Article 3. Salaires:

3.01 Tout travail visé par le présent décret est rémunéré selon un taux horaire ou hebdomadaire.

3.02 Le travail à « taux fixe » est possible mais l'employeur ne peut l'exiger du salarié.

Les temps et les taux fixes devront être comptabilisés de façon à pouvoir être vérifiés.

Le taux horaire minimum prévu pour chaque occupation constitue une garantie minimum pour tout travail exécuté à « taux fixe ».

3.03 Tout salarié recevra sa rémunération à chaque semaine, le jeudi, une demi-heure avant la fin de la journée normale de travail, et en monnaie ayant cours légal dans la Province de Québec.

Toutefois, un établissement assujetti, qui pour des raisons de mécanisation, a un mode de paiement différent, doit en informer le Comité paritaire.

3.04 L'employeur doit remettre au salarié à chaque paie, un bulletin de paie qui contient les mentions suivantes:

- le nom de l'employeur;
- le nom et prénom du salarié;
- le matricule du salarié;
- l'emploi occupé par le salarié;
- la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement;
- le nombre d'heures au taux normal;
- le nombre d'heures au taux majoré;
- le taux horaire du salarié;

performing work in garages, including construction and engineering firms garages, public garages, gasoline stations, service stations, car wash establishments, parking lots and garages, scrapping yards, accessories and parts stores, and machine shops.

Are also subject to the decree establishments where is performed the installation, repair and maintenance of mufflers, clutches, brakes; as well as parts of vulcanizing and retreading shops, where wheels are balanced and aligned.

2.02 *Exceptions:* (a) A municipal garage is not subject to the provisions of the decree so long as the working conditions are governed by a private collective agreement.

(b) This decree does not cover private garages.

(c) Shops exclusively engaged in the assembly, repair or sales of farm equipment parts are not covered by this decree.

(d) Employees working as switchboard operator and night watchman are not governed by this decree.

(e) This decree does not govern shops and parts stores of establishment engaged exclusively in the sale, repair and maintenance of industrial machinery.

(f) Parking lots and garages are excluded from this decree, when they do not provide any service on motor vehicles.

2.03 *Territorial Jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this decree encompasses: the electoral districts of Jean Talon, Louis Hébert, St. Sauveur, Chauveau, Montmorency and Lévis; the municipalities of Bélair, Val St. Michel and Shannon.

Section 3. Wages:

3.01 Work covered by this decree shall be paid on an hourly or weekly basis.

3.02 the employee may, but is not compelled to, do flat rate work.

flat rate allowances shall be itemized in the accounting system so as to be easily audited and should include the hours worked.

the minimum hourly wage assigned to each occupation constitutes a minimum guarantee for all work done on a flat rate basis.

3.03 every employee shall be paid in cash, being legal tender in Québec, and this every Thursday, one-half hour before the working day ends.

However, any establishment governed by this decree whose pay is processed mechanically, or whose mode of payment is different, must inform the Parity Committee thereof.

3.04 With each payment of wages, the employer shall supply employees with an earnings statement listing:

- employer's name;
- family and first names of the employee;
- employee's number;
- employee's occupation;
- payment date and work periods corresponding thereto;
- number of regular hours;
- number of overtime hours;
- employee's hourly rate;

le montant du salaire brut;

la nature et le montant des retenues opérées;

le montant du salaire net versé au salarié;

la nature et les montants des retenues faites, autres que les déductions obligatoires par une loi ou par une convention collective liant un employeur, doivent être autorisés par l'employé et communiqués au comité paritaire.

3.05 Un salarié assujéti au présent décret ne peut exécuter un travail quelconque relevant de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de l'automobile à l'extérieur de l'établissement de son employeur pour son compte personnel ou pour le compte de toute personne autre que son employeur, à moins d'une permission de ce dernier.

3.06 Tout salarié appelé à travailler après avoir quitté l'établissement doit être payé au taux de salaire normal majoré fixé dans le présent décret pour les heures supplémentaires et, dans tous les cas, l'indemnité qu'il touche doit être au moins égale à trois (3) heures de travail au taux normal de salaire.

Article 4. Dispositions diverses:

4.01 *Absences*: Si un salarié s'absente de son travail sans permission, son cas peut être soumis au comité paritaire; le comité peut décider que tel salarié n'a droit aux majorations pour les heures supplémentaires qu'après avoir terminé la semaine normale de travail selon sa classification prévue au décret.

4.02 *Préavis d'une semaine*: L'employeur qui veut se libérer des services d'un salarié doit lui donner un préavis d'une semaine. Si l'employeur ne donne pas un tel préavis de congédiement, ce salarié peut réclamer l'équivalent du salaire normal pour une (1) semaine normale de travail. De même le salarié qui veut quitter son emploi, doit donner un préavis d'une (1) semaine à moins d'une entente contraire avec l'employeur.

Cependant, le salarié congédié pour cause ou qui n'a pas été à l'emploi du même employeur plus de trois (3) mois, n'a pas droit au préavis établi au présent paragraphe.

Toutefois l'apprenti ou le préposé au service et préposé de station-service ou le pompiste doivent justifier de six (6) mois de service continu pour avoir droit au préavis.

4.03 *Jours chômés*: a) Il n'y a pas de travail les dimanches ni les fêtes chômées suivantes: Le premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale, provinciale ou règlement municipal qui fixe la célébration de l'une ou l'autre de ces fêtes chômées et payées mentionnées, s'appliquera de droit.

b) Tout salarié qui, à moins d'absence autorisée ou motivée, aura travaillé la journée complète ouvrable précédant et la journée complète ouvrable suivant chacune des fêtes mentionnées au paragraphe « a » précédent, si elles tombent un jour ouvrable, recevra pour chaque fête une gratification équivalente à son gain pour une journée normale de travail.

c) Nonobstant les alinéas « a » et « b » ci-dessus, les établissements assujétiés au décret peuvent continuer leurs activités urgentes et nécessaires; le salarié qui travaille un jour chômé doit recevoir le taux normal de salaire, majoré de cent pour cent (100%) pour les heures

amount of gross earnings;

type and amount of deductions made;

take-home pay;

type and amount of deductions, other than those made in pursuance of an Act or a Collective Agreement, shall be authorized by the employee and communicated to the Parity Committee.

3.05 No employee subject to this decree shall perform any work related to any automobile industry trade outside the employer's establishment for his own account or for the account of any person other than his employer, unless the latter grants him permission to do so.

3.06 Any employee called back to work after having left the establishment shall be paid at overtime rates applicable and provided in this decree, and in any case such payment shall not be less than three (3) hours work at his regular wage rate.

Section 4. Miscellaneous provisions:

4.01 *Absences*: If an employee stays away from work without permission, the case may be submitted to the Parity Committee; the Committee may decide that such employee is entitled to overtime rates, only after having completed the regular working week according to his classification as provided for in this decree.

4.02 *Week's notice*: Any employer who wants to put an end to the employment of a given wage-earner shall give the latter one (1) week's notice. If the employer does not give a week's notice, such wage-earner may claim the equivalent regular wages for one (1) regular work week. Likewise, when a wage-earner wishes to leave-off his employment, he must give one (1) week's notice to his employer unless otherwise agreed with the said employer.

However, when an employee is dismissed for a good reason or has not been in the employer's service for at least three (3) months, he is not entitled to the week's notice mentioned in this subsection.

However, apprentices, servicemen and service station attendants shall have six (6) month continuous service to be entitled to the week's notice.

4.03 *Holidays*: (a) There shall be no work on Sundays or on the following holidays: New Year's Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas Day.

Every Federal or Provincial Order in Council, Ordinance or Law and every Municipal by-law which changes the celebration date of any of the abovementioned holidays with pay shall be applied.

(b) Except in case of authorized or justified absence, every employee who works the working day preceding and the working day following each of the holidays mentioned in the above paragraph (a), shall receive a remuneration equivalent to his earnings of one regular working day for such holiday, if it falls on a working day.

(c) Notwithstanding the above paragraphs (a) and (b), the establishments subject to this decree may continue with urgent and necessary activities, but the employee who works on such holiday shall receive his regular rate wages increased by one hundred per cent (100%) for the hours, during

où ses services ont été requis. Il ne reçoit pas alors la gratification pour la fête s'il y avait lieu.

d) Nonobstant les alinéas « a », « b » et « c » précédents, dans les stations-service, il peut y avoir travail rémunéré au taux normal les dimanches ne coïncidant pas avec les fêtes chômées, pour les préposés de stations-service et les pompistes.

Toutefois, pour avoir droit aux jours chômés et payés mentionnés à l'alinéa « a » du présent paragraphe, tous les salariés de stations-service devront avoir travaillé la journée complète ouvrable précédant et la journée complète ouvrable suivant chacune des fêtes sus-mentionnées à l'alinéa « a », si elles tombent un jour ouvrable; les employés recevront pour chaque fête une gratification équivalente à leur gain pour une journée normale de travail.

Article 5. *Règlementation de l'apprentissage:*

5.01 Pour être admis à l'apprentissage de l'un des métiers de l'automobile, il faut avoir seize (16) ans révolus et avoir une instruction équivalente à celle de la neuvième (9^{ème}) année du cours secondaire.

5.02 La durée de l'apprentissage pour chacun des métiers de l'automobile ne doit pas dépasser quatre (4) années.

5.03 Tout apprenti doit se procurer une carte d'apprentissage du Comité paritaire avant de pouvoir exercer l'un des métiers régis par le décret. Il doit suivre les cours théoriques obligatoires pour chaque année d'apprentissage dans une école reconnue par le Comité paritaire.

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions particulières applicables à tous les établissements assujettis au présent décret

SECTION I

Garages publics, terrains de démontage, stations de service, postes d'essence, postes de lavage, terrains ou garages de stationnement, magasins de pneus, ateliers de vulcanisation.

Article 6. *Taux de salaires et classification:*

6.01 Les taux minima des salaires horaires ou hebdomadaires pour les emplois régis par le présent décret sont les suivants:

Compagnon: mécanicien, mécanicien-diesel, soudeur, électricien, ajusteur, machiniste, carrossier, débosseleur, aligneur de roues, spécialiste en boîtes de vitesse automatiques, peintre, bourreleur — Journeyman: mechanic, diesel-mechanic, welder, electrician, fitter-machinist, machinist, bodyman, dent remover, wheel aligner, automatic transmission specialist, painter, upholsterer:

Classe « A » — Class "A".....	\$ 3.20	\$ 3.30	\$ 3.40
Classe « A/B » (tous les salariés qui ne réussissent pas l'examen de « A » mais qui ont 85% ou plus) — Class "A/B" (all employees who do not successfully pass the class "A" examination but retain 85% or more marks).....	3.03	3.13	3.23
Classe « B » — Class "B".....	2.95	3.05	3.15
Classe « C » — Class "C".....	2.83	2.93	3.03
Apprenti — Apprentice:			
4 ^e année — 4th year.....	2.38	2.45	2.53
3 ^e année — 3rd year.....	2.23	2.30	2.38
2 ^e année — 2nd year.....	2.03	2.10	2.18
1 ^{re} année — 1st year.....	1.88	1.95	2.03
Vitrier, graisseur — Glazier, greaser.....	2.55	2.62	2.69
Laveur, livreur — Washer, deliveryman.....	2.11	2.17	2.23
Tout salarié qui exécute des travaux qui ne peuvent être autrement désignés — Any employee performing work not otherwise classifiable.....	1.48	1.54	1.60

which his services are required. However, he will not receive the holiday pay granted in general.

(d) Notwithstanding the above paragraphs (a), (b) and (c), service station attendants and pump attendants may work in service stations, on Sundays not falling on holidays, at the regular wage rates.

However, any employee of a service station shall work the entire working day preceding and the entire working day following each holiday mentioned in the above paragraph (a), if such holiday falls on a working day; the employees shall receive the equivalent of one (1) day regular rate wages for each holiday.

Section 5. *Apprenticeship regulations:*

5.01 To be admitted to the apprenticeship of one of the automobile trades, one must be sixteen (16) year of age and have education equivalent to Grade IX schooling.

5.02 The apprenticeship period for any automobile trade shall not exceed four (4) years.

5.03 All apprentices shall obtain an apprenticeship card from the Parity Committee before they may ply any trade governed by the decree. They shall follow compulsory theoretical courses for each year of apprenticeship in a school recognized by the Parity Committee.

PART TWO

Special provisions applying to all establishments subject to the present decree

DIVISION I

Public garages, scrapping yards, service stations, gasoline stations, carwashes, parking lots or garages, tire stores and vulcanizing shops

Section 6. *Wage rates and classifications:*

6.01 The hourly or weekly minimum rates of wages for the occupations covered by this decree are as follows:

1/7/70 1/1/71

		1/7/70	1/1/71
Préposé au service — Serviceman:			
Après 2 ans — After 2 years.....	\$ 2.19	\$ 2.25	2.31
2e année — 2nd year.....	1.94	2.00	2.06
1re année — 1st year.....	1.79	1.85	1.91
Préposé de Station-service — Service station attendant:			
3e année — 3rd year.....	1.88	1.94	2.00
2e année — 2nd year.....	1.63	1.69	1.75
1re année — 1st year.....	1.48	1.54	1.60
Pompiste — Pump attendant.....	1.48	1.54	1.60
Préposé de station-service — surnuméraires (les préposés au service faisant trente (30) heures ou moins par semaine) — Service station attendant — extra employee (service station attendant working thirty (30) or less hours a week).....	1.50	1.56	1.62
Vendeur de service — Service salesman:			
Après 3 ans — After 3 years.....	102.00	104.00	106.00
3e année — 3rd year.....	95.00	97.00	99.00
2e année — 2nd year.....	88.00	90.00	92.00
1re année — 1st year.....	82.00	84.00	86.00

	1/7/70		1/1/71	
	Homme Male	Femme Female	Homme Male	Femme Female
Employé de bureau — Office employee:				
8e année — 8th year.....	\$ 92.50	\$ 79.00	\$ 92.50	\$ 81.50
7e année — 7th year.....	90.00	77.00	90.00	79.50
6e année — 6th year.....	87.50	75.00	87.50	77.50
5e année — 5th year.....	77.50	73.50	79.50	81.00
4e année — 4th year.....	73.50	66.50	75.50	77.00
3e année — 3rd year.....	69.50	63.50	71.50	68.50
2e année — 2nd year.....	65.50	60.50	67.50	65.50
1re année — 1st year.....	62.50	60.50	64.50	62.50
Préposé aux pièces — Parts man:				
1er commis — Head clerk.....	103.00	84.50	103.00	86.50
Commis 7e année — 7th year clerk..	96.00	80.00	96.00	96.00
Commis 6e année — 6th year clerk..	93.00	78.00	93.00	93.00
Commis 5e année — 5th year clerk..	91.00	83.00	91.00	85.00
Commis 4e année — 4th year clerk..	83.00	85.00	85.00	87.00
Commis d'entrepôt (manutentionnaires) — Warehouse-man:				
3e année — 3rd year.....	78.00	69.00	80.00	71.00
2e année — 2nd year.....	74.00	67.00	76.00	69.00
2e 6 mois — 2nd 6 months.....	68.00	65.00	70.00	67.00
1er 6 mois — 1st 6 months.....	65.00	63.00	67.00	65.00

6.02 Un salarié qui cumule plusieurs emplois dans un établissement doit être rémunéré au taux minimal de salaire établi pour l'emploi le mieux rémunéré, à condition qu'il possède le certificat de qualification ou de classification exigé.

6.03 Les costumes, uniformes spéciaux et les salopettes requis par l'employeur doivent être fournis et payés par lui; il doit aussi les faire blanchir à ses frais. Ces objets demeurent la propriété de l'employeur.

Nonobstant ce qui précède, les uniformes requis dans les stations-service par un employeur doivent être payés par lui, jusqu'à concurrence de 50% du coût et le salarié doit les faire nettoyer à ses frais. Ils restent la propriété du salarié après six (6) mois de travail continu pour le même employeur.

Article 7. Durée du travail:

7.01 La semaine normale de travail des compagnons et leurs apprentis, des vitriers, des graisseurs, des laveurs et des livreurs est de quarante-deux heures et demie (42½).

La journée normale de travail est de huit heures et demie (8½) réparties entre huit heures de l'avant-midi (8 h) et cinq heures trente (5 h 30) de l'après-midi du lundi au vendredi inclusivement.

Une interruption d'une (1) heure continue pour le repas du midi doit être accordée.

6.02 When an employee holds more than one occupation in an establishment, he shall be paid the minimum wage rate set forth for the highest paid occupation, provided he holds the pertinent competency or classification certificate required.

6.03 The special dress, uniforms and overalls the employer requires his employees to wear shall be purchased, supplied and laundered at his expense. However, such objects shall remain his property.

Notwithstanding the foregoing provision, when an employer requires his service station employees to wear uniforms, 50% of the purchase price of such uniforms shall be paid by him but the cleaning of uniforms shall be defrayed by the said employees. Such uniforms become the property of the employee after six (6) months' continuous service with the same employer.

Section 7. Hours of work:

7.01 For journeymen and their apprentices and for glaziers, greasers, washers and deliverymen, the standard workweek shall consist of forty-two and one half (42½) hours.

The standard working day shall consist of eight and one half (8½) hours scheduled between 8:00 a.m. and 5:30 p.m. Monday through Friday.

One (1) continuous hour off shall be granted for the noon meal.

L'employeur ne peut pas forcer un salarié à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

7.02 La semaine normale de travail des préposés au service est de quarante-huit heures (48).

La journée normale de travail est de huit heures et demie (8 h 30) réparties du lundi au samedi inclusivement entre sept heures de l'avant-midi (7 h) et sept heures de l'après-midi (7 h) avec une interruption d'une (1) heure continue pour le repas du midi.

Si les préposés au service ne travaillent pas le samedi, la journée normale peut être de neuf heures et demie (9 h ½).

L'employeur ne peut pas forcer un préposé au service à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

7.03 Lorsque l'employeur exploite une station-service, la durée du travail du préposé de station-service ou du pompiste est la suivante: la semaine normale de travail est de six (6) jours et la journée normale est de huit (8) heures.

L'employeur doit accorder une pause d'une (1) heure continue pour le repas du midi ou du soir (souper).

L'employeur ne peut forcer un préposé de station-service et un pompiste à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

Dans le but d'assurer le service permanent et continu dans les stations-service, l'employeur peut au besoin, accorder à tour de rôle aux préposés de stations-service et aux pompistes des jours chômés et payés différents de ceux qui sont établis à l'article 4.03.

Le salarié embauché en qualité de préposé de station-service ou de pompiste d'une façon irrégulière ou temporaire aux fins d'application du présent article n'est pas assujéti au présent décret.

7.04 La semaine normale de travail du vendeur de service et de l'évaluateur est de quarante-deux heures et demie (42½), étalées sur cinq (5) jours du lundi au vendredi inclusivement.

La journée normale de travail est de huit heures et demie (8½) étalées entre 7 h 45 du matin et 5 h 45 de l'après-midi avec une interruption de une heure et demie (1½) continue pour le repas du midi.

7.05 La semaine normale de travail du préposé aux pièces, commis d'entrepôt, commis-vendeur et magasinier est de quarante (40) heures étalées sur cinq (5) jours du lundi au vendredi inclusivement.

La journée normale de travail est de huit (8) heures étalées entre 8 h du matin et 6 h du soir avec une interruption d'une heure et demie (1½) continue pour le repas du midi.

7.06 La semaine normale de travail de l'employé de bureau est de trente-huit heures et trois quarts (38¾) étalées sur cinq (5) jours du lundi au vendredi inclusivement.

La journée normale de travail est de sept heures et trois quarts (7¾) étalées entre 8 h 30 du matin et 5 h 45 de l'après-midi avec une interruption d'une heure et demie (1½) continue pour le repas du midi.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les préposées à la caisse pourront travailler un samedi sur deux.

7.07 Il est loisible à l'employeur dans le cas des compagnons et leurs apprentis, des préposés aux pièces, des vitriers, des graisseurs, des commis-vendeurs, des commis d'entrepôt, des magasiniers, des laveurs, des livreurs et autres salariés nécessaires au fonctionnement de l'entreprise,

The employer may not compel an employee to work more than six (6) hours between each meal.

7.02 For servicemen, the standard workweek shall consist of forty-eight (48) hours.

The standard working day shall consist of eight and one half (8½) hours scheduled, Monday through Saturday, between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. with one continuous hour off for the noon meal.

When servicemen do not work on Saturday, the standard working day may consist of nine and one half (9½) hours.

The employer may not compel a serviceman to work more than six (6) hours between each meal.

7.03 When the employer operates a service station, the hours of work of service station attendants and pump attendants shall be as follows: their standard workweek shall consist of six (6) days, and their standard working day shall consist of eight (8) hours.

One (1) continuous hour off shall be granted by the employer for the employee's noon meal or evening meal (supper).

The employer may not compel service station attendants and pump attendants to work more than six (6) hours between each meal.

In order to ensure permanent and continuous service in service stations, the employer may grant to service station attendants and pump attendants, each in turn, whenever necessary, holidays with pay which differ from those specified in subsection 4.03.

For the purpose of this decree, employees who are hired as service station attendants or pump attendants on an irregular or temporary basis are not subject to the said decree.

7.04 For service salesmen and estimators, the standard workweek shall consist of forty-two and one half (42½) hours scheduled over five (5) days, Monday through Friday.

Their standard working day shall consist of eight and one half (8½) hours scheduled between 7:45 a.m. and 5:45 p.m. with one and one half (1½) continuous hours off for the noon meal.

7.05 For parts men, warehouse-men, sales clerks and storemen, the standard workweek shall consist of forty (40) hours scheduled over five (5) days, Monday through Friday.

Their standard working day shall consist of eight (8) hours scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m. with one and one half (1½) continuous hours off for the noon meal.

7.06 For office employees the standard workweek shall consist of thirty-eight and three quarts (38¾) hours scheduled over five (5) days, Monday through Friday.

Their standard working day shall consist of seven and three quarts hours scheduled between 8:30 a.m. and 5:45 p.m. with one and one half (1½) continuous hours off for the noon meal.

Notwithstanding the provisions set forth in the preceding paragraph, cashiers may work every other Saturday.

7.07 The employer may set up a second shift for journeymen and their apprentices and for parts men, glaziers, greasers, sales clerks, warehouse men, storemen, washers, deliverymen and other employees required for the operation of the firm. The standard working day of the second

d'organiser une deuxième équipe. Dans un tel cas, la journée normale de travail de la deuxième équipe est de huit heures et demie (8½) étalées entre 5 h 30 de l'après-midi et 3 h du matin.

La période de repas est fixée par entente entre les parties et peut varier d'une demi-heure à une heure.

La prime d'une telle équipe est de 10% de plus que le taux réel du salarié ainsi affecté.

Il est loisible dans le cas des salariés mentionnés plus haut d'organiser une troisième équipe après entente avec le comité. Cependant, telle équipe doit être sur une base permanente et la prime de telle équipe est de 11% de plus que le taux de salaire réel de l'employé ainsi affecté.

La période de repas est fixée par entente entre les parties et peut varier d'une demi-heure (½) à une (1) heure.

Cependant, les préposés au service, s'il s'agit d'équipes où ils alternent, ne reçoivent pas la prime de 10% ou de 11%.

7.08 a) Tout salarié qui fait partie d'une équipe autre que l'équipe de jour peut faire valoir ses droits en cas d'ouverture d'emploi pour être muté dans l'équipe de jour et vice-versa.

b) Nonobstant les paragraphes 7.07 et 7.08 a), les préposés de stations-service et les pompistes ne sont pas touchés par les spécifications qui y sont énoncées.

Article 8. Heures supplémentaires:

8.01 a) Tout travail exécuté en dehors des limites des heures normales ou de la journée normale de travail et de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux normal majoré de 50% sauf si le taux majoré de 100% est déjà prévu.

b) Tout travail supplémentaire exécuté le dimanche et les jours chômés prévus à l'article 4.03 doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de 100% pour les heures effectivement travaillées, sauf pour les préposés de stations-service et les pompistes pour autant que ces jours sont remplacés par d'autres.

c) À partir de la sixième heure supplémentaire, tout salarié a droit au taux majoré de 100%. Ce taux s'applique tant et aussi longtemps qu'un tel salarié n'a pas eu huit (8) heures consécutives de repos.

8.02 a) Dans un établissement où le garage est un service exclusif à l'entreprise, le comité peut convenir avec l'employeur d'un horaire différent de celui de la journée normale de travail.

b) Tout salarié qui exécute des travaux qui ne peuvent être autrement désignés à une semaine normale de quarante-huit (48) heures.

8.03 Tout salarié rémunéré au taux horaire recevra une rémunération hebdomadaire minimale pour quarante-heures (40).

Toutefois, toute absence du salarié durant la semaine réduit d'autant le montant garanti pour la semaine.

Article 9. Appréciation du droit aux vacances et indemnité de vacances payées:

9.01 La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit aux congés payés annuels intégral s'étend du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

shift shall consist of eight and one half (8½) hours scheduled between 5:30 p.m. and 3:00 a.m.

Meal time shall be determined by mutual agreement between the parties and may last from one half to one hour.

Employees working on the second shift shall receive a 10% shift differential based on their actual wages.

In the case of the abovementioned employees, it is permissible to set up a third shift, subject to agreement with the Parity Committee. However, the third shift shall be set up on a permanent basis and the shift differential shall be 11% of the actual wage rate of the employee concerned.

Meal time shall be determined by mutual agreement between the parties and may vary between one half (½) hour and one (1) hour.

However, in the case of shifts on which they work alternately, service men shall not receive the 10% or 11% shift differential.

7.08 (a) Any employee working on any shift other than the day shift may vindicate his right to be transferred to the day shift whenever there is an opening on the latter, and vice versa.

(b) Service station attendants and pump attendants are not subject to the provisions of subsections 7.07 and 7.08 (a).

Section 8. Overtime:

8.01 (a) Any work performed outside standard working hours or over and above the standard working day or workweek shall be remunerated at the rate of time and a half, except when double time is already provided therefor.

(b) Any overtime worked on Sunday and on general holidays provided for in subsection 4.03 shall be remunerated at double time rates for all time actually worked. However, this provision does not apply to service station attendants and pump attendants when such days are replaced by others.

(c) Double time shall be paid for any time worked over and above six hours' overtime. This rate shall apply until the employee shall have been given eight (8) hours' rest.

8.02 (a) When a firm operates a garage for the purpose of repairing or servicing its own equipment exclusively, the Committee may come to an agreement with the employer as to working hours that may differ from those of the standard working day.

(b) Any employee who performs work that cannot be otherwise classified shall work a forty-eight (48) hour workweek.

8.03 Any employee paid by the hour shall receive weekly wages equal at least to those paid for forty (40) hours' work.

However, any time during which an employee is absent from work in any week shall be deducted from the amount of these guaranteed weekly wages.

Section 9. Vacation entitlement and vacation pay:

9.01 The qualifying period, or period during which an employee gradually acquires entitlement to the complete annual vacation with pay, extends from the 1st of May of the preceding year to the 30th of April of the current year.

9.02 Tout salarié qui, au premier mai de l'année courante, a moins d'un an de services continus, bénéficie à titre de vacances annuelles, d'un congé d'une durée minimum équivalant à autant de journées qu'il a de mois de services continus dans les douze (12) mois précédant le premier mai mais n'excédant pas deux (2) semaines de calendrier.

9.03 Tout salarié qui, le premier mai de l'année courante, justifie d'un an ou plus de services continus, bénéficie d'un congé dont la durée minimale est de deux (2) semaines complètes.

9.04 À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les congés payés annuels doivent être pris de la façon suivante: la première et la deuxième semaine entre le premier mai et le 15 septembre.

L'employeur doit accorder chaque semaine de congé en tenant compte de la préférence exprimée par chaque salarié selon l'ordre d'ancienneté.

Les deux (2) semaines de congés annuels payés, si le salarié y a droit, peuvent être consécutives si l'intéressé le désire.

9.05 a) Tout salarié qui a droit à moins de deux (2) semaines de congé, doit recevoir une indemnité de congé égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant la période de référence.

b) Tout salarié qui a droit à deux (2) semaines de congé, doit recevoir une indemnité de congé calculée de la façon suivante: le taux horaire de base multiplié par le nombre d'heures normales d'une semaine normale de travail multiplié par le nombre de semaines de vacances dues.

Si l'employé a été absent de son travail pour une période de trois (3) mois ou plus durant une année il n'a alors droit qu'à 4% du salaire gagné durant les heures normales de travail.

9.06 Si un ou plusieurs jours fériés chômés prévus au paragraphe 4.02, tombent pendant la période de congés annuels d'un salarié, celui-ci a droit à autant de jours supplémentaires de congé qu'il a de tels jours ou paiement de l'indemnité de ces jours si l'intéressé le désire.

9.07 L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

9.08 Tout salarié qui quitte volontairement son emploi, ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir au moment de son départ une indemnité compensatrice pour les congés qu'il a acquis pendant la période de référence précédente et qu'il n'a pas pris, plus un montant égal à 4% du salaire gagné durant la période de référence.

9.09 Nonobstant le paragraphe 9.08 précédent, le salarié qui quitte son employeur sans donner l'avis de départ requis selon le paragraphe 4.02, n'a droit qu'au remboursement prévu par la loi du Salaire Minimum.

Article 10. *Prorata des apprentis:*

10.01 Dans les établissements assujettis au présent décret, il ne peut y avoir plus d'un apprenti par trois (3) compagnons dont un compagnon doit posséder une carte de qualification de classe « A ». Cette répartition du nombre d'apprentis doit s'entendre de tous les métiers qualifiés pris en bloc.

Dans les stations-service, il ne peut y avoir plus d'un salarié surnuméraire pour deux (2) préposés de station-service réguliers.

Dans le cas de préposés de stations-service, il ne peut y avoir plus de deux (2) préposés de

9.02 Any employee who on May 1st of the current year has less than one year's continuous service is entitled to a vacation with pay consisting of at least as many days' vacation as the number of months of continuous service he has completed during the twelve month period preceding the 1st of May. However, such vacation with pay shall not exceed two (2) calendar weeks.

9.03 Any employee who, on the 1st of May of the current year, has one or more years' continuous service is entitled to at least two (2) complete weeks' vacation with pay.

9.04 Unless otherwise mutually agreed between the employer and the employee, the annual vacation with pay shall be taken as follows: the first and the second week, between the 1st of May and the 15th of September.

In granting each week's vacation with pay, the employer shall take seniority into account in considering the dates chosen by each employee.

When an employee is entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay, the said two (2) weeks may be taken consecutively if he so wishes.

9.05 (a) Any employee entitled to less than two (2) weeks' annual vacation with pay shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of his earnings during the qualifying period.

(b) Any employee entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay shall receive vacation pay calculated as follows: the basic hourly rate multiplied by the number of standard working hours in a standard workweek multiplied by the number of weeks' vacation owing to him.

If the employee has been absent from work for three (3) months or more during a year, he is only entitled to four per cent (4%) of the wages he has earned during his standard working hours.

9.06 If one or more general holidays listed in subsection 4.02 fall during an employee's annual vacation with pay, the said employee may choose to be granted as many extra days' vacation as there are such general holidays in his annual vacation or to be paid the general holiday pay corresponding to such holidays.

9.07 Before leaving on vacation, the employee shall be given his vacation pay by his employer.

9.08 Any employee who leaves his employ of his own free will or who is dismissed for good reason shall receive, upon severance, an indemnity as compensation for the vacation to which he had become entitled during the preceding qualifying period and that he has not taken together with four per cent (4%) of his earnings during the current qualifying period.

9.09 Notwithstanding subsection 9.08, any employee who leaves his employer without giving him the notice of leave stipulated in subsection 4.02 is only entitled to the reimbursement provided for in the Minimum Wage Act.

Section 10. *Prorata of apprentices:*

10.01 In the establishments subject to this decree, there shall not be more than one (1) apprentice for every three (3) journeymen one of whom must be the holder of a Class "A" competency card. This proportion of apprentices applies to all qualified trades taken as a whole.

In service stations there shall not be more than one extra employee for every two (2) regular service station attendants.

As to service station attendants, there shall not be more than two (2) first or second year

stations-service de première ou deuxième année pour un préposé de station-service de trois (3) ans ou plus d'expérience.

10.02 Le présent décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et il demeurera en vigueur pour une année à compter de cette date. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au moins trente (30) jours et d'au plus soixante (60) jours de la date où il devrait normalement expirer. Un tel avis devra également être adressé au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

SECTION II

*Garage privé de construction et de génie*Article 11. *Taux de salaires et classification:*

11.01 Les taux minima de salaire horaires ou hebdomadaires pour les occupations régis par la présente section sont les suivants:

Compagnon: mécaniciens, ajusteurs, machinistes, électriciens, débosseleurs, charrons, forgerons, soudeurs, peintres, bourreleurs — Journeyman: mechanic, fitter-machinist, machinist, electrician, dent remover, wheelright, blacksmith, welder, painter, upholsterer:

Classe « A » — Class "A".....	\$ 3.20	\$ 3.35	\$ 3.45
Classe « A/B » (tous les « B » qui ne réussissent pas l'examen de « A » mais qui ont 85% ou plus) — Class "A/B" (all "B"s who failed the "A" exam but have retained 85% or more marks).....	3.03	3.18	3.28
Classe « B » — Class "B".....	2.95	3.10	3.20
Classe « C » — Class "C".....	2.83	2.98	3.08

Apprentis — Apprentices:

4e année — 4th year.....	2.58	2.73	2.83
3e année — 3rd year.....	2.43	2.58	2.68
2e année — 2nd year.....	2.23	2.38	2.48
1re année — 1st year.....	2.08	2.23	2.33

Préposés au service — Servicemen:

1re année — 1st year.....	2.03	2.18	2.28
2e année — 2nd year.....	2.18	2.33	2.43
Après 2 ans — After 2 years.....	2.43	2.58	2.68

Magasiniers (hebdomadaire) — Storeman (weekly):

en charge — in charge.....	121.00	127.75	132.25
7e année — 7th year.....	114.00	120.75	125.25
6e année — 6th year.....	111.00	117.75	122.25
5e année — 5th year.....	109.00	115.75	120.25
4e année — 4th year.....	95.00	101.75	106.25
3e année — 3rd year.....	91.00	97.75	102.25
2e année — 2nd year.....	87.00	93.75	98.25
2e six mois — 2nd six months.....	81.00	87.75	92.25
1er six mois — 1st six months.....	78.00	84.75	90.25

Tout salarié qui exécute des travaux qui ne peuvent être autrement assignés — Employees performing work not otherwise classifiable..

2.03	2.18	2.28
------	------	------

11.02 *Costumes:* Par un contrat de service, les costumes, uniformes spéciaux et salopettes sont fournis, blanchis et payés à parts égales par l'employeur et le salarié, par retenue sur le salaire de ce dernier. Chaque salarié est responsable des vêtements qui lui sont confiés, sauf au cas de vol.

11.03 *Régime d'une seule équipe:* La durée hebdomadaire de travail, sauf pour les hommes de service, est de quarante-cinq (45) heures. La journée régulière de travail est de neuf (9) heures réparties entre 7 heures a.m. et cinq heures trente (5 h 30) p.m., avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

La durée hebdomadaire de travail pour les hommes de service est de quarante-huit (48) heures, du lundi au samedi inclusivement. La journée de travail est de neuf (9) heures du lundi au vendredi et de douze (12) heures du vendredi au samedi.

service station attendants for every service station attendant having three (3) or more years' experience.

10.02 This decree shall become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force for one year thereafter. It shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the parties gives the other written notice to the contrary no more than sixty (60) days and no less than thirty (30) days before its normal expiry date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

DIVISION II

*Construction and engineering private garage*Section 11. *Wage rates and occupations:*

11.01 The hourly or weekly minimum wage rates for the occupations governed by this Division are as follows:

21/7/70 1/1/71

Compagnon: mécaniciens, ajusteurs, machinistes, électriciens, débosseleurs, charrons, forgerons, soudeurs, peintres, bourreleurs — Journeyman: mechanic, fitter-machinist, machinist, electrician, dent remover, wheelright, blacksmith, welder, painter, upholsterer:

Classe « A » — Class "A".....	\$ 3.20	\$ 3.35	\$ 3.45
Classe « A/B » (tous les « B » qui ne réussissent pas l'examen de « A » mais qui ont 85% ou plus) — Class "A/B" (all "B"s who failed the "A" exam but have retained 85% or more marks).....	3.03	3.18	3.28
Classe « B » — Class "B".....	2.95	3.10	3.20
Classe « C » — Class "C".....	2.83	2.98	3.08

Apprentis — Apprentices:

4e année — 4th year.....	2.58	2.73	2.83
3e année — 3rd year.....	2.43	2.58	2.68
2e année — 2nd year.....	2.23	2.38	2.48
1re année — 1st year.....	2.08	2.23	2.33

Préposés au service — Servicemen:

1re année — 1st year.....	2.03	2.18	2.28
2e année — 2nd year.....	2.18	2.33	2.43
Après 2 ans — After 2 years.....	2.43	2.58	2.68

Magasiniers (hebdomadaire) — Storeman (weekly):

en charge — in charge.....	121.00	127.75	132.25
7e année — 7th year.....	114.00	120.75	125.25
6e année — 6th year.....	111.00	117.75	122.25
5e année — 5th year.....	109.00	115.75	120.25
4e année — 4th year.....	95.00	101.75	106.25
3e année — 3rd year.....	91.00	97.75	102.25
2e année — 2nd year.....	87.00	93.75	98.25
2e six mois — 2nd six months.....	81.00	87.75	92.25
1er six mois — 1st six months.....	78.00	84.75	90.25

Tout salarié qui exécute des travaux qui ne peuvent être autrement assignés — Employees performing work not otherwise classifiable..

11.02 *Uniforms:* By means of a service contract, uniforms, special uniforms and overalls shall be supplied, laundered and paid jointly by the employer and the employee in equal shares. The employee's share shall be collected by means of a check-off from his wages. Each employee shall be responsible for the clothes supplied to him, except in case of theft.

11.03 *Single shift system:* Except for servicemen, the standard workweek consists of forty-five (45) hours. The standard working day consists of nine (9) hours scheduled between 7:00 a.m. and 5:30 p.m. with one (1) hour off for the noon meal.

For servicemen, the standard workweek consists of forty-eight (48) hours, Monday through Saturday. The standard working day consists of nine (9) hours from Monday to Friday and of twelve (12) hours from Friday to Saturday.

11.04 *Repas*: Le temps alloué à un salarié pour le repas ou casse-croûte est de une (1) heure, et l'employeur ne peut le forcer à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

11.05 *Travail par équipe*: a) L'employeur peut, sauf pour les hommes de service, organiser une deuxième équipe en payant une prime de 10% sur le taux régulier de salaire du salarié concerné; cette équipe ne pourra être pour une durée moindre de deux (2) mois. Dans tel cas, la journée régulière de travail sera de neuf (9) heures, réparties entre cinq (5) heures p.m. et quatre (4) heures a.m.

Dans un tel cas la période de repas sera fixée par entente entre les parties, et pourra être d'une durée d'une demi-heure à une (1) heure.

b) Il est loisible, dans le cas des employés mentionnés au paragraphe a) précédent, d'organiser une troisième équipe, après entente avec le comité paritaire. Cependant la prime de telle équipe sera de 11% du taux de salaire réel de l'employé ainsi affecté.

Dans un tel cas la période de repas sera fixée par entente entre les parties et pourra être d'une durée d'une demi-heure (1/2) à une (1) heure.

11.06 *Réduction de la semaine régulière*: Tout employeur qui en dehors des limites des heures spécifiées au présent décret, réduirait la semaine régulière de travail devra accorder la pleine compensation de travail pour toutes les heures réduites.

11.07 *Heures supplémentaires*: a) Tout travail supplémentaire en dehors des limites de la journée normale de travail sera rémunéré à taux et demi, excepté lorsque le taux double s'applique.

b) Le taux double sera payé pour tout travail excédant cinq (5) heures de temps supplémentaire. Ce taux double s'appliquera tant et aussi longtemps qu'un tel salarié n'aura pas eu huit (8) heures consécutives de repos.

Tout travail supplémentaire exécuté le dimanche et les fêtes chômées sera rémunéré au taux double.

Article 12. *Appréciation du droit aux vacances et indemnité de vacances payées*:

12.01 *Droit aux vacances*: a) Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, a moins d'un an de service à l'emploi de l'employeur, bénéficie d'un jour de vacances par mois de service.

b) Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, a un (1) an de service à l'emploi de l'employeur, bénéficie de deux (2) semaines.

c) Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, a dix (10) ans de service à l'emploi de l'employeur, bénéficie de trois (3) semaines.

d) Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, a vingt (20) ans de service à l'emploi de l'employeur, bénéficie de quatre (4) semaines.

e) Au cas des alinéas b), c) et d), la rémunération d'un salarié, pour ses vacances, sera de 4%, 6% ou 8% respectivement de ses gains entre le premier mai et le 30 avril précédent.

Article 13. *Période de prise de vacances*:

13.01 À moins d'entente contraire entre le comité paritaire et l'employeur, les vacances annuelles seront prises de la façon suivante:

11.04 *Meals*: The employee is allowed one (1) hour off for his meal or lunch, and the employer cannot compel an employee to work more than six (6) hours between each meal.

11.05 *Shift work*: (a) Except for servicemen, the employer may set up a second shift by paying a 10% shift differential to the employee concerned; such shift shall not be set up for less than two (2) months' operation. Besides, the standard working day of the second shift shall consist of nine (9) hours scheduled between 5:00 p.m. and 4:00 a.m.

Mealtime shall be determined by mutual agreement between the parties, and the time off for the meal may last from one half (1/2) hour to one (1) full hour.

(b) Subject to the Parity Committee's consent, a third shift may be set up for the employees mentioned in paragraph (a) of this subsection. However, the shift differential of third shift employees shall be 11% of their actual wage rate.

Mealtime shall be determined by mutual agreement between the parties and the time off for the meal may last from one half (1/2) hour to one (1) full hour.

11.06 *Shorter standard workweek*: Any employer who shortens the standard workweek shall grant his employees full compensation for the working time thus cut off.

11.07 *Overtime*: (a) Time and one half shall be paid for all time worked outside standard working hours, except when double time is provided for.

(b) Double time shall be paid for all time worked after the fifth hour of overtime. This double time rate shall apply until the employee has been given eight (8) consecutive hours' rest.

Double time shall be paid for any work performed on Sunday and on general holidays with pay.

Section 12. *Vacation entitlement and vacation pay*:

12.01 *Entitlement to vacation*: (a) Any employee having less than one year's service with the employer, on the 1st of May of each year, is entitled to one (1) day's annual vacation with pay for each month's continuous service.

(b) Any employee having one (1) year's continuous service with his employer on the 1st of May of each year is entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay.

(c) Any employee who, on the 1st of May of each year, has ten (10) years' continuous service with his employer is entitled to three (3) weeks' annual vacation with pay.

(d) Any employee who, on the 1st of May of each year, has twenty (20) years' continuous service with his employer is entitled to four (4) weeks' annual vacation with pay.

(e) In the instances provided for in paragraphs (b), (c) and (d), the employee's vacation pay shall be respectively 4%, 6% or 8% of his earnings between the 1st of May of the current year and the 30th of April of the preceding year.

Section 13. *Vacation time*:

13.01 Unless otherwise agreed between the Parity Committee and the employer, the annual vacation with pay shall be taken as follows:

a) La première et deuxième semaine: entre le 1er mai et le 15 septembre;

b) la troisième semaine: entre le 1er juin et le 31 janvier;

c) La quatrième semaine: entre le 15 septembre et le 28 février.

13.02 À moins qu'une entente, telle que prévue au paragraphe précédent n'intervienne, entre le Comité paritaire et l'employeur:

a) Pour chaque semaine de vacances, l'employeur donnera préférence à chaque salarié selon l'ordre d'ancienneté. Dans le cas où le salarié bénéficie de deux (2) semaines de vacances ou plus, ces deux (2) semaines pourront être prises d'une façon consécutive si le salarié le désire.

b) L'employeur donnera chaque semaine de vacances au choix du salarié établi par ordre d'ancienneté. Cependant, la troisième (3^e) semaine de vacances ne pourra être prise entre le 1er juin et le 31 janvier tant et aussi longtemps qu'il y a un ou des salariés ayant droit à une (1) ou deux (2) semaines de vacances et qui ne les ont pas encore prises.

13.03 *Paiement des vacances*: Tout salarié doit recevoir sa rémunération de vacances avant son départ en vacances.

13.04 *Départ*: a) Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste cause reçoit, au moment de son départ, la rémunération de vacances acquise avant le premier mai précédent qui n'ont pas été prises, plus 4%, 6% ou 8% depuis tel premier mai, selon le cas.

b) Nonobstant le paragraphe (a), le salarié qui quitte son employeur sans donner l'avis de départ requis selon l'article 13.06 n'a droit qu'au remboursement prévu par la Loi du salaire minimum.

13.05 Si l'une ou plusieurs fêtes chômées payées tombent pendant la période de prise de vacances annuelles de tout salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels de vacances qu'il a de telles fêtes ou au paiement de telles fêtes si l'intéressé le désire.

13.06 *Préavis de congédiement*: L'employeur qui veut se libérer des services d'un salarié doit:

a) au cas d'un employé ayant moins de dix (10) ans de service, lui donner une semaine d'avis; et

b) au cas d'un employé ayant dix (10) ans ou plus de service, lui donner deux (2) semaines d'avis.

Si l'employeur ne donne pas un tel avis de congédiement, ce salarié peut réclamer l'équivalent de son salaire régulier, pour une ou deux (2) semaines régulières de travail suivant le cas. De même le salarié qui veut quitter son emploi doit donner un tel avis à moins d'entente contraire avec l'employeur.

Nonobstant ce qui précède, le salarié qui est congédié pour juste cause ou qui n'a pas été à l'emploi du même employeur plus de trois (3) mois (dans le cas de l'apprenti, il faut six (6) mois), n'a pas droit à cet avis.

Article 14. *Prorata des apprentis*:

14.01 Dans les établissements assujettis à la présente section, il ne peut y avoir plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires

(a) first and second weeks: between May 1st and September 15th;

(b) third week: between June 1st and January 31st;

(c) fourth week: between September 15th and February 28th.

13.02 Unless otherwise agreed between the Parity Committee and the employer:

(a) for each week's vacation, the employer shall give preference to each employee according to the latter's seniority. When the employee is entitled to two (2) or more weeks' vacation, the employee may take such two (2) weeks consecutively if he so wishes;

(b) The employer shall grant each week's vacation at the employee's choice made according to seniority. However, the third (3rd) week's vacation shall not be taken between June 1st and January 31st as long as one or more employees entitled to one (1) or two (2) weeks' vacation have not taken their vacation.

13.03 *Payment of vacation pay*: Every employee shall receive his vacation pay before leaving on vacation.

13.04 *Severance*: (a) Any employee who leaves his employ of his own free will, or who is dismissed for good reason, shall receive, upon such severance, the vacation pay corresponding to the vacation to which he had become entitled before the previous 1st of May and which he had not yet taken plus 4%, 6% or 8% (as the case may be) of his earnings since the said 1st of May.

(b) Notwithstanding paragraph (a), any employee who leaves his employer without giving him the notice of leave provided for in subsection 13.06 is only entitled to the reimbursement provided for in the Minimum Wage Act.

13.05 If one or more general holidays with pay fall during an employee's annual vacation with pay, the said employee may choose to be granted as many extra days' vacation as there are such general holidays in his annual vacation or to be paid the general holiday pay corresponding to such holidays.

13.06 *Notice of dismissal*: When an employer wishes to terminate an employee's employment, he must:

(a) give the employee one week's notice, if the said employee has less than ten (10) years' service;

(b) give the employee two (2) weeks' notice, if the employee has ten (10) or more years' service.

Whenever the employer does not give such notice of dismissal, the employee dismissed may claim compensation equal to one or two (2) weeks' regular wages, as the case may be. Likewise, when an employee wishes to leave the service of his employer he must give his employer due notice of his intention, unless otherwise agreed between employer and employee.

However, when an employee is dismissed for good reason or who has not worked for the same employer more than three (3) months (or six (6) months, if he is an apprentice) is not entitled to this notice.

Section 14. *Prorata of apprentices*:

14.01 In the establishments subject to this Division, there shall not be more than one (1) apprentice per journeyman.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made bind-

ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 14 février 1970. 33261-0

ing only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 14, 1970. 33261-0

Vente par licitation

Sale by Licitation

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Vente par licitation

Montréal, { MARCEL CLOUTIER, de-
No 772 445. { mandeur, *vs* Dame AN-
TONIA DESROSIERS CLOU-
TIER et Dame MADELEINE CLOUTIER GI-
RARD, defenderesse, et LA CAISSE POPU-
LAIRE ST-VICTOR DE MONTRÉAL, *et als*
mises-en-causes.

Un emplacement ayant front sur le boulevard Lapointe à Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-seize (396-199) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe; avec bâtisses dessus érigées sans exception et notamment une maison portant le No 2515 du boulevard Lapointe à Montréal.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au vieux Palais de justice, en la ville de Montréal, le VINGTIÈME jour de MARS 1970, à DEUX heures de l'après-midi. Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 4 février 1970. 33265-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Sale by licitation

Montreal, { MARCEL CLOUTIER, plain-
No. 772 445. { tiff, *vs* Mrs. ANTONIA
DESROSIERS CLOUTIER, and
Mrs. MADELEINE CLOUTIER GIRARD, de-
fendant, and LA CAISSE POPULAIRE ST-
VICTOR DE MONTRÉAL, *et als*, mises-en-
causes.

An emplacement fronting on Lapointe Boule-
vard in Montreal, known and designated as being
lot number one hundred and ninety-nine of the
subdivision of original lot number three hundred
and ninety-six (396-199) on the official plan and
book of reference of the parish of Longue-Pointe;
with buildings erected thereon, without exception
and notably a house bearing No. 2515 Lapointe
Boulevard in Montreal.

To be sold at the Office of the Prothonotary,
room #129, at the Old Court House, in the city
of Montreal, on the TWENTIETH day of
MARCH, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.
Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, February 4, 1970. 33265

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENNEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Fieri Facias

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, { DAME PHILOMÈNE
No 15,505. { DOIRON, *vs* HÉTI-
TIERS DE GEORGES LA-
FRANCE.

(Erratum)

Veillez noter que dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* en date du 7 février 1970, à la page 1069, nous aurions du lire à l'avant-dernière ligne du troisième paragraphe: (5), passant à cent cinquante pieds (150') de cette dernière.

33137-0

Fieri Facias

Province of Québec — District of Abitibi

Superior Court, { DAME PHILOMÈNE
No. 15,505. { DOIRON, *vs* THE
HEIRS OF GEORGES LA-
FRANCE.

(Erratum)

Please note that in the notice published in the *Québec Official Gazette* dated February 7, 1970, on page 1069, we should have read in the second last line of the third paragraph: (5), passing at one hundred and fifty feet (150') from the latter.

33137-0

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 5196. { **ROBERT LAROCHELLE**,
cultivateur, Saint-Elzéar,
comté de Beauce, demandeur,
vs **ANDRÉ SAVOIE**, Sainte-Marie, comté de
Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit :

« Un certain terrain situé en la paroisse de St-Elzéar de Beauce, mesurant deux cent vingt-cinq pieds au front ou nord-est, sur deux cents pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, borné au front ou nord-est au terrain de l'acquéreur, à la profondeur et du côté sud-est au terrain du vendeur et du côté nord-ouest au terrain de Marc Larochelle; connu et désigné ledit terrain présentement vendu comme faisant partie du lot numéro seize (Ptie 16) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Elzéar, Beauce, circonstances et dépendances et servitudes actives et passives, et tel que le tout est actuellement, ce que l'acquéreur dit connaître. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, comté de Beauce, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le député shérif*,
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD,
le 5 février 1970. 33235-0

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Provincial Court, No. 5196. { **ROBERT LAROCHELLE**,
farmer, Saint-Elzéar,
county of Beauce, plaintiff,
vs **ANDRÉ SAVOIE**, Sainte-Marie, county of
Beauce, defendant.

The immovable hereafter described to be sold:
"A certain piece of land situated in the parish of St-Elzéar de Beauce, measuring two hundred and twenty-five feet in front on the northeast by two hundred feet in depth, the whole English measure, bounded in front on the northeast by the land of the purchaser, in depth and on the southeast side by the land of the vendor and on the northwest side by the land of Marc Larochelle; known and designated the said land presently sold as being part of lot number sixteen (P. 16) of the official cadastre for the parish of St-Elzéar Beauce, circumstances and dependencies and servitudes, active and passive, and as the whole is presently, that which the purchaser acknowledges."

To be sold at the registry office of the division of Beauce, at Beauceville-East, county of Beauce, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1970, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
St-Joseph de Beauce, *Deputy Sheriff*,
February 5, 1970. 33235

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, No. 6254. { **LES COMMISSAIRES**
D'ÉCOLE POUR LA
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE
DE CHUTE-AUX-OUTARDES, corps politique dûment incorporé ayant place d'affaires et siège social sur son territoire à Châte-aux-Outardes, P.Q., demandeurs, contre, SUCCESSION ALPHONSE GUAY, anciennement de Ruisseau-Vert, et présentement sans domicile connu, défendeur.

« Un immeuble situé à Châte-aux-Outardes, et plus amplement décrit comme suit :

Un morceau de terre connu et désigné comme étant et faisant partie du lot numéro un-trois du rang deux (1-3, rg. 2) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Ragueneau, village de Châte-aux-Outardes ledit morceau de terrain mesurant 50 pieds de largeur, par 100 pieds de profondeur; et borné comme suit: au nord par une partie du lot (1-3 rg. 2) appartenant à Fernand Gemus ou représentants, à l'est, par la propriété (1-4, rg. 2) du même canton, et à l'ouest par le résidu du lot (1-3 rg. 2), au sud, par une autre rue.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du registraire de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au palais de Justice de Baie-Comeau, MARDI le DIX-SEPTIÈME jour du mois de MARS 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif, MARCEL RODRIGUE,
Baie Comeau, le 14 février 1970. 33260-0

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court, No. 6254. { **THE SCHOOL COMMIS-**
SIONERS FOR THE
SCHOOL MUNICIPALITY
OF CHUTE-AUX-OUTARDES, body politic duly incorporated having a place of business and its head office in its territory of Châte-aux-Outardes, P.Q., plaintiffs, against, **THE ESTATE OF ALPHONSE GUAY**, formerly of Ruisseau-Vert, and now without known address, defendant.

"An immovable situated at Châte-aux-Outardes, and more fully described as follows:

A piece of land known and designated as being part of lot number one-three of range two (1-3, r. 2) on the plan and book of reference of the official cadastre of the township of Ragueneau, village of Châte-aux-Outardes, the said piece of land measuring 50 feet in width by 100 feet in depth; and bounded as follows: on the north by a part of lot (1-3, r. 2) belonging to Fernand Gemus or representatives, on the east, by the property (1-4, r. 2) of the same township, and on the west by the remainder of the lot (1-3, r. 2), on the south, by another street.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the office of the registrar of the first registration division for the county of Saguenay, at the Baie Comeau Court House, TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of MARCH, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,
Sheriff's Office, *Assistant Sheriff*,
Baie Comeau, February 14, 1970. 33260

MONTREAL

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 777-643. { **BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL**, demanderesse, vs **ROLAND GIRARD**, résidant à 5041, rue Grosvenor, en la ville et district de Montréal, défendeur.

« Ce certain emplacement ayant front sur la rue St-Charles, en la ville de Montréal, composé des lots numéros deux mille sept cent soixante-huit et deux mille sept cent soixante-neuf (2768 et 2769) aux plan et livre de renvoi officiels de Montréal, chacun desdits lots mesurant quarante-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur (45' x 100') mesure française, plus ou moins. Avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 2488, 90, 92A, 92, 94, 96, 98, 2500, 02, 04, 06, 08, 10, 10A, 12 de ladite rue St-Charles, Montréal.

Ainsi que le tout subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, et avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives y attachées. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de justice, en la ville de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1970, à DEUX heures de l'après-midi.
Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Palais de Justice, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 3 février 1970. 33270

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 781 816. { **J. R. GRÉGOIRE LIMITÉE**, corps politique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires à St-Rémi, district d'Iberville, demanderesse; vs **MARCEL VÉZINA**, domicilié et demeurant à St-Constant district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement situé dans la paroisse de St-Constant, comté de La Prairie, connu et désigné comme étant la subdivision vingt-sept du lot numéro cent cinquante et un (151-27) des plans et livres de références officielles de la paroisse de St-Constant, mesurant cent dix pieds dans sa partie nord-ouest, quatre-vingt-quinze pieds dans sa partie sud-ouest, cent trente-huit pieds, dans sa partie sud-est, et cent quarante-cinq pieds, dans sa partie nord-est, mesure anglaise et plus ou moins, et borné de la façon suivante:

En front, vers le nord-ouest, par une rue, étant le numéro 151-45, vers le sud-est, par le lot numéro 15-123 et 151-partie 22, vers le sud-ouest, par le lot numéro 151-26 et vers le nord-est, par le résidu du lot numéro 151-27, la ligne nord-ouest dudit lot est située à deux pieds de la ligne de division entre les lots numéro 151-27 et le lot numéro 151-28, le tout comme il appert des plans et livres de références officiels.

Et une bâtisse telle qu'érigée, portant le numéro civique 70, rue Ste-Marie, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214, rue St-Ignace, à La Prairie, le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 3 février 1970. 33274-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 777-643. { **THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVING BANK**, plaintiff, vs **ROLAND GIRARD**, residing at 5041, Grosvenor Street, in the city and district of Montreal, defendant.

“That certain emplacement fronting on St. Charles Street, in the city of Montreal, composed of lots numbers two thousand seven hundred and sixty-eight and two thousand seven hundred and sixty-nine (2768 and 2769) on the official plan and book of reference of Montreal, each of said lots measuring forty five feet in width by one hundred feet in depth (45' x 100') French measure, more or less. With the buildings thereon erected bearing civic numbers 2488, 90, 92A, 92, 94, 96, 98, 2500 02, 04, 06, 08, 10, 10A, 12 of said St. Charles Street, Montreal.

As the whole now subsists, with all its rights, members and appurtenances, and with and subject to all active and passive servitudes attached thereto.”

To be sold at the Prothonotary's office, room #129, in the old Court House, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of MARCH 1970, at TWO o'clock in the afternoon.
Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Court House, *Associate Sheriff*.
Montreal, February 3, 1970 33270-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 781 816. { **J. R. GRÉGOIRE LIMITÉE**, body politic legally incorporated, having its principal place of business at St-Rémi, district of Iberville, plaintiff; vs **MARCEL VÉZINA**, domiciled and living at St-Constant, district of Montreal, defendant.

“A certain emplacement situated in the parish of St-Constant, county of La Prairie, known and designated as being subdivision twenty-seven of lot number one hundred and fifty-one (151-27) on the official plans and books of reference of the parish of St-Constant, measuring one hundred and ten feet on its northwest part, ninety-five feet on its southwest part, one hundred and thirty-eight feet on its southeast part, and one hundred and forty-five feet on its northeast part, English measure and more or less, and bounded as follows:

In front, on the northwest, by a street, being number 151-45, on the southeast by lot number 151-23 and 151-P. 22, on the southwest by lot number 151-26, and on the northeast by the remainder of lot number 151-27, the northwest line of the said lot being two feet from the dividing line between lots numbers 151-27 and 151-28, the whole as it appears on the official plans and in the books of reference.

A building erected thereon bearing civic number 70 Ste-Marie Street, circumstances and dependencies.”

To be sold in the registry office for the county of Laprairie, 214 St-Ignace Street, at La Prairie, on the EIGHTEENTH day of MARCH, 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, February 3, 1970. 33274

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, { **BANQUE D'ÉPARGNE DE**
No 777-437. { **LA CITÉ ET DU DIS-**
TRICT DE MONTRÉAL, de-
manderesse, *vs* **BRUCE WILSON MOFFATT**
& **ALS**, résidant à 2508 Fifth Line, Clarkson,
province d'Ontario, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Giroux, cité de Lasalle, composé de la subdivision numéro trois cent vingt-neuf du lot originaire numéro neuf cent soixante-treize (973-329) au cadastre officiel de la paroisse de Lachine. Avec tous ses droits, membres et appartenances et la bâtisse dessus érigée, portant les numéros civiques 8852-54, rue Giroux, dont les deux murs sont mitoyens.

Ainsi que le tout subsiste présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y appartenant et sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre # 129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Palais de Justice, **PAUL ST-MARTIN.**
Montréal, le 3 février 1970. 33271

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, { **ALDO CONIGLIO CONTI,**
No. 747-597. { de 8561, 23e avenue, ville
St-Michel, district de Montréal,
demandeur, *vs* **SLAVKO ZALESJAK**, 2700, rue
Howard, Saint-Hubert, district de Montréal,
défendeur.

« Une propriété située à 2700, rue Howard, Saint-Hubert, district de Montréal, portant le numéro cadastral 132, subdivision 64 de la paroisse de Saint-Hubert, division d'enregistrement de Chambly, province de Québec. »

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201, place Charles Lemoyne, édifice Montval, en la cité de Longueuil, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Palais de Justice, **PAUL ST-MARTIN.**
Montréal, 3 février 1970. 33272

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, { **ENGINEERING EQUIP-**
No 770 814. { **MENT CO. LTD.,** corps
politique dûment incorporé,
ayant sa principale place d'affaires au 12,080
boulevard Laurentien, en les cité et district de
Montréal, demanderesse, *vs* **LAV MOBILE INC.,**
corps politique dûment incorporé, ayant sa
principale place d'affaires au 5787 De Seigne,
en la ville et district de Montréal, défenderesse.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Louis Vanier, à St-Léonard, connu et désigné sous le lot numéro sept cent quatre-vingt-six, de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent dix-neuf (419-786) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse y érigée, portant le numéro civique 7860 Louis-Vanier, St-Léonard, P.Q. »

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, { **THE MONTREAL CITY**
No. 777-437. { **AND DISTRICT SAVING**
BANK, plaintiff, *vs* **BRUCE**
WILSON MOFFATT & ALS, residing at 2508,
Fifth Line, Clarkson, province of Ontario, defend-
ants.

«An emplacement fronting on Giroux St., city of Lasalle, composed of subdivision number three hundred and twenty nine of original lot number nine hundred and seventy three (973-329) on the official cadastre of the parish of Lachine.

With all its rights, members and appurtenances and the building thereon erected bearing civic numbers 8852-54 Giroux Street, whereof both walls are mitoyen.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or occult servitudes thereto belonging and without exception or reserve of any kind."

To be sold at the Prothonotary's Office, room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of MARCH, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **PAUL ST-MARTIN,**
Court House, *Associate Sheriff.*
Montreal, February 3, 1970. 33271-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, { **ALDO CONIGLIO CONTI,**
No. 747-597. { of 8561, 23rd avenue, ville
St-Michel, district of Montreal,
plaintiff, *vs* **SLAVKO ZALESJAK**, of 2700 Ho-
ward Street, St-Hubert district of Montreal,
defendant.

"Property situated at 2700 Howard Street, St. Hubert, district of Montreal, bearing cadastre number 132, subdivision 64 of the parish of St. Hubert, registration division of Chambly, Province of Québec."

To be sold at registry office of the county of Chambly, 201, Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the city of Longueuil, on the SEVENTEENTH day of MARCH 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **PAUL ST-MARTIN,**
Court House, *Associate Sheriff.*
Montreal, February 3, 1970. 33272-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, { **ENGINEERING EQUIP-**
No. 770 814. { **MENT CO. LTD.,** body
politic duly incorporated, having
its principal place of business at 12,080 Laurentian
Boulevard, in the city and district of Mont-
real, plaintiff, *vs* **LAV MOBILE INC.,** body
politic duly incorporated, having its principal
place of business at 5787 De Seigne, in the city
and district of Montreal, defendant.

"A certain emplacement fronting on Louis Vanier Street, at St-Léonard, known and designated under lot number seven hundred and eighty-six of the official subdivision of original lot number four hundred and nineteen (419-786) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, with a building erected thereon, bearing civic number 7860 Louis-Vanier, St-Léonard, P.Q."

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
 Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
 Montréal, ce 3 février 1970. 33273-o

Fieri Facias de Terris
 Cour Supérieure — District de Montréal
 Montréal, { NATOFIN LTD., demande-
 No 772 342. { resse, vs ARCHIBALD
 PARTICK MALLON, agent
 de police résidant en la cité de Dorval, district
 de Montréal, défendeur, et DAME MARGE-
 RET MARSHALL, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Torrence, en la cité de Dorval, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision numéro neuf cent soixante-deux du lot originaire numéro neuf (9-962) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant soixante pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-huit pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 1725 de ladite avenue Torrence (autrefois 294, Wright Crescent). »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre # 129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
 Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
 Montréal, 3 février 1970. 33275

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { SUZANNE PARENT, mé-
 Cour Supérieure, { nagère domiciliée à 1601,
 No 141-725. { 2ième avenue, Québec, contre
 ODINA CLOUTIER, ren-
 tier, domicilié à St-Adolphe, Stoneham, district
 de Québec, en sa qualité de légataire universel et
 d'exécuteur-testamentaire et LES FONDS D'IN-
 DEMNISATION DES VICTIMES D'ACCI-
 DENTS D'AUTOMOBILES, corporation léga-
 lement constituée en vertu de la Loi de l'Indem-
 nisation des Victimes d'Accidents d'Automobile,
 1964 S.R.Q., chapitre 232, subrogée aux droits
 de la demanderesse, l'intervenante.

« Partie du lot P-275, du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Château-Richer, à Château-Richer, comté de Montmorency, le SEIZIÈME jour de MARS 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
 Québec, le 10 février 1970. RAYMOND HAINS. 33277-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { RENÉ AMYOT, avocat,
 Cour Supérieure, { domicilié et résidant à
 No 1548. { 1407 rue Oak, Sillery, dis-
 trict de Québec, vs ADRIEN
 SPAHR, 2332 rue Bouvreuil, Orsainville.

« La subdivision numéro 1 du lot originaire numéro 1237 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise, district de Québec, bornée au nord-est par une partie non-subdivisée du lot 1237,

To be sold at the office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MARCH, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *PAUL ST-MARTIN,*
 Superior Court, *Assistant Sheriff.*
 Montreal, February 3, 1970. 33273

Fieri Facias de Terris
 Superior Court — District of Montreal
 Montreal, { NATOFIN LTD., plaintiff,
 No. 772 342. { vs ARCHIBALD PAR-
 TICK MALLON, police officer
 residing in the city of Dorval, district of Mont-
 real, defendant, and DAME MARGERET
 MARSHALL, mis en cause.

«An emplacement fronting on Torrence Avenue, in the city of Dorval, Province of Québec, known and designated as subdivision number nine hundred and sixty-two of the original lot number nine (9-962) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, measuring sixty feet in width by a depth of eighty-eight feet, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 1725 of said Torrence Avenue (formerly 294 Wright Crescent).»

To be sold at the Prothonotary's office, room # 129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *PAUL ST-MARTIN,*
 Superior Court, *Associate Sheriff.*
 Montreal, February 3, 1970. 33275-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { SUZANNE PARENT, house-
 Superior Court, { wife residing at 1601, 2nd
 No. 141-725. { Avenue, Québec, vs ODINA
 CLOUTIER, annuitant, do-
 miled at St-Adolphe, Stoneham, district
 of Québec, in his capacity as universal legatee and
 testamentary executor and LES FONDS D'IN-
 DEMNISATION DES VICTIMES D'ACCI-
 DENTS D'AUTOMOBILES, a corporation
 legally incorporated pursuant to the Highway
 Victims Indemnity Act, 1964, R.S.Q., chapter
 232, subrogated to the rights of the plaintiff, the
 intervenant.

«Part of lot P. 275 of the official cadastre of the parish of Ange-Gardien, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.»

To be sold at the registry office of Château-Richer, county of Montmorency, on the SIX-TEENTH day of MARCH, 1970, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, *RAYMOND HAINS,*
 Québec, February 10, 1970. *Assistant Sheriff.* 33277

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { RENÉ AMYOT, advocate,
 Superior Court, { domiciled and residing
 No. 1548. { at 1407 Oak St., Sillery, dis-
 trict of Québec, vs ADRIEN
 SPAHR, 2332 Bouvreuil St., Orsainville.

«Subdivision number 1 of original lot number 1237 on the official cadastre of the parish of St-Ambroise, district of Québec, bounded on the northeast by an unsubdivided part of lot 1237, on

vers le sud-est par la rue des Érables, vers le sud-ouest par le numéro 1237-12 (rue), vers le nord-ouest par le lot numéro 1237-2. ».

« La subdivision numéro 4 du lot originaire numéro 1237 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise, district de Québec, bornée vers le nord-est par une partie non-subdivisée du lot 1237, vers le sud-est par le lot numéro 1237-3, vers le sud-ouest par le lot numéro 1237-12 (rue) et vers le nord-ouest par le lot numéro 1237-5. ».

« La subdivision numéro 6 du lot originaire numéro 1237 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise, district de Québec, bornée vers le nord-est par une partie non-subdivisée du lot 1237, vers le sud-est par le lot numéro 1237-5, vers le nord-ouest par le lot numéro 1237-7, vers le sud-ouest par le lot numéro 1237-12 (rue). ».

« La subdivision numéro 8 du lot originaire numéro 1237 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise, district de Québec, bornée au nord-est par une partie non-subdivisée du lot numéro 1237 et par le lot numéro 1237-12 (rue), vers le sud-est par le lot numéro 1237-9, vers le sud-ouest et le nord-ouest par une partie non-subdivisée du lot numéro 1237. ».

« La subdivision numéro 9 du lot originaire numéro 1237 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise, district de Québec, bornée au nord-est par le lot numéro 1237-12 (rue), au sud-est par le numéro 1237-10, au sud-ouest par une partie non-subdivisée du lot numéro 1237 et au nord-ouest par le lot numéro 1237-8. ».

« La subdivision numéro 10 du lot originaire numéro 1237 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise, district de Québec, bornée au nord-est par le lot numéro 1237-12 (rue), au sud-est par le lot numéro 1237-11, au sud-ouest par une partie non-subdivisée du lot numéro 1237 et au nord-ouest par le lot numéro 1237-9. ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, avenue Chauveau, Québec, le SEIZIÈME jour de MARS 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 10 février 1970.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.
33276-0

the southeast by des Érables St., on the southwest by number 1237-12 (street), on the northwest by lot number 1237-2.".

"Subdivision number 4 of original lot number 1237 on the official cadastre of the parish of St-Ambroise, district of Québec, bounded on the northeast by an unsubdivided part of lot 1237, on the southeast by lot number 1237-3, on the southwest by lot 1237-12 (street), and on the northwest by lot number 1237-5."

"Subdivision number 6 of original lot number 1237 on the official cadastre of the parish of St-Ambroise, district of Québec, bounded on the northeast by an unsubdivided part of lot 1237, on the southeast by lot number 1237-5, on the northwest by lot number 1237-7, and on the southwest by lot number 1237-12 (street)."

"Subdivision number 8 of original lot number 1237 on the official cadastre of the parish of St-Ambroise, district of Québec, bounded on the northeast by an unsubdivided part of lot number 1237 and by lot number 1237-12 (street), on the southeast by lot number 1237-9, on the southwest and the northwest by an unsubdivided part of lot number 1237."

"Subdivision number 9 of original lot number 1237 on the official cadastre of the parish of St-Ambroise, district of Québec, bounded on the northeast by lot number 1237-12 (street), on the southeast by number 1237-10, on the southwest by an unsubdivided part of lot number 1237, and on the northwest by lot number 1237-8."

"Subdivision number 10 of original lot number 1237 on the official cadastre of the parish of St-Ambroise, district of Québec, bounded on the northeast by lot number 1237-12 (street), on the southeast by lot number 1237-11, on the southwest by an unsubdivided part of lot number 1237, and on the northwest by lot number 1237-9."

To be sold in the Québec registry office, Chauveau Ave., Québec, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, February 10, 1970.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
33276

RICHELIEU

Canada — Province de Québec
District of Richelieu
Cour Supérieure, { NARCISSE SALVAS, rési-
No 19-866. { dant à Yamaska, dis-
trict de Richelieu, demandeur,
vs LES HÉRITIERS DE FEU ADOLPHE
GUITARD, domicilié au No 4900 boul. St-Jo-
seph, Lachine, P.Q., défendeurs.

« Cet emplacement vacant formant le coin nord-ouest de la rue St-Joseph et de la quarante-neuvième Avenue, en la cité de Lachine, composé comme suit:

a) de la partie sud de la subdivision numéro soixante-douze du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept (897-Ptie S. 72) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant cinquante pieds de largeur à angles droits avec les lignes de côté, par une profondeur de cent pieds, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front au sud par la rue St-Joseph, en arrière au nord par le résidu de ladite subdivision numéro soixante-douze, d'un côté à l'est, par la quarante-neuvième Avenue,

RICHELIEU

Canada — Province of Québec
District of Richelieu
Superior Court, { NARCISSE SALVAS, re-
No. 19-866. { siding at Yamaska, dis-
trict of Richelieu, plaintiff,
vs THE HEIRS OF THE LATE ADOLPHE
GUITARD, domiciled at No. 4900 Saint-Joseph
Boulevard, Lachine, P.Q., defendants.

"That vacant emplacement forming the northwest corner of Saint-Joseph Street and forty-ninth Avenue, in the city of Lachine, composed as follows:

(a) the south part of subdivision number seventy-two of original lot number eight hundred and ninety-seven (897-P. S. 72) on the official plan and book of reference for the parish of Lachine, being fifty feet wide, being at right angles with the side lines, by a depth of one hundred feet, English measure and more or less, bounded in front on the south by Saint-Joseph Street, at the rear on the north by the residue of the said subdivision number seventy-two, on one side on the east, by forty-ninth Avenue,

et de l'autre côté à l'ouest, par la partie ci-après décrite de la subdivision numéro soixante-treize dudit lot originaire. »

« b) de la partie sud de la subdivision numéro soixante-treize dudit lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept (897-Ptie S. 73) mesurant cinquante pieds de largeur à angles droits avec les lignes de côté, par une profondeur de cent pieds, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front au sud, par la rue St-Joseph, en arrière au nord par le résidu de ladite subdivision numéro soixante-treize, d'un côté à l'est, par la partie ci-dessus décrite de la subdivision numéro soixante-douze dudit lot originaire, et de l'autre côté, à l'ouest par la subdivision numéro cent huit dudit lot originaire. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes ses circonstances et dépendances, sans aucune exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montréal, à Montréal, VENDREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sorel, le 10 février 1970. *Le shérif,* FRANÇOIS GÉLINAS. 33229-0

and on the other side on the west by the part hereafter described of subdivision number seventy-three of the said original lot."

"(b) the south part of subdivision number seventy-three of the said original lot number eight hundred and ninety-seven (897-p. S. 73), being fifty feet wide, being at right angle with the side lines, by a depth of one hundred feet, English measure and more or less, bounded in front on the south by Saint-Joseph Street, at the rear on the north by the residue of the said subdivision number seventy-three, on one side on the east by the part described above of subdivision number seventy-two of the said original lot, and on the other side, on the west by subdivision number one hundred and eight of the said original lot. As the whole now exists with all circumstances and dependencies, without exception nor reserve."

To be sold at the Montreal Registry Office, at Montreal, FRIDAY, the TWENTY-FOURTH day of APRIL, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Court House, Sorel, February 10, 1970. *FRANÇOIS GÉLINAS,* Sheriff. 33229-0

ROUYN — NORANDA

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale, No 7211. { **GÉRARD BLAIS**, épicier, faisant affaires à Granada, district de Rouyn-Noranda, demandeur, *vs* **EUGÈNE CARRIÈRE**, gentilhomme, domicilié à Noranda, district de Rouyn-Noranda, défendeur,

« Les droits acquis dans un lot de terre connu et désigné comme étant: La demie nord des lots 48 et 49 rang 2 et le lot 49 rang 3 moins un emplacement, dans le canton Rouyn; ainsi que toutes les bâtisses construites sur lesdits lots 48 et 49 rang 2 et 49 rang 3 et appartenant au défendeur, avec circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du registraire au Palais de Justice à Rouyn, P.Q., district de Rouyn-Noranda, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1970 à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, 5 février 1970. *Le shérif,* J. J. R. DESMEULES. 33259-0

ROUYN — NORANDA

Fieri Facias de Terris

Provincial Court, No. 7211. { **GÉRARD BLAIS**, grocer, carrying on business at Granada, district of Rouyn-Noranda, plaintiff, *vs* **EUGÈNE CARRIÈRE**, gentleman, domiciled at Noranda, district of Rouyn-Noranda, defendant,

"The acquired rights on a certain lot of land known and designated as being: The north half of lots 48 and 49, range II, and lot No. 49, range III, less a certain parcel of land, in Rouyn Township; with the buildings erected on said lots 48 and 49 range II and lot 49 range III, belonging to the defendant, circumstances and dependencies".

To be sold at the registrar's office, at the Court House, Rouyn, district of Rouyn-Noranda, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1970 at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, February 5, 1970. *J. J. R. DESMEULES,* Sheriff. 33259-0

INDEX No 7

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

383 — Employés de garage, Granby, Thetford Mines, Sherbrooke et Arthabaska.....	1155
383 — Garage Employees, Granby, Thetford Mines, Sherbrooke and Arthabaska.....	1155
403 — Automobiles, Cantons de l'Est.....	1155
403 — Automobile, Eastern Townships.....	1155
442 — Corporation de Montréal Métropolitain (<i>mandat des membres</i>).....	1156
442 — Montreal Metropolitan Corporation (<i>Mandate of the members</i>).....	1156

ASSOCIATIONS coopératives

COOPERATIVE Associations

Association coopérative d'aliments naturels de St-Alexandre (<i>Formation</i>).....	1146
Association coopérative d'économie familiale de Québec (<i>Règl.-By-law</i>).....	1147
Association coopérative d'économie familiale de Québec (<i>Mod.-Amend.</i>).....	1147
Chantier coopératif de l'U.C.C. d'Argenson (Association coopérative) (<i>Mod.-Amend.-Nom-Name ch.</i>).....	1146

AVIS DIVERS

Estate of Pierre Charland (<i>Benefit of Inventory</i>)	1151
Estate of Raffaele Mastrogiacomo (<i>Benefit of Inventory</i>)	1150
Succession Pierre Charland (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	1151
Succession Raffaele Mastrogiacomo (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	1150
Trois-Rivières-Ouest-West (<i>rues-ruelles-streets-lanes</i>)	1150

MISCELLANEOUS Notices

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Cherazic, James (<i>Acc.-Grant.</i>)	1153
Ebacher, Yvon (<i>Dem.-Appl.</i>)	1154
Émond, Marie Eva Nancy (<i>Dem.-Appl.</i>)	1153
Éthier, Omer (<i>Dem.-Appl.</i>)	1153
Evans, Leo (<i>Acc.-Grant.</i>)	1153
Francoeur, J. B. R. (<i>Dem.-Appl.</i>)	1153
Sharkey, Harold (<i>Acc.-Grant.</i>)	1154
Titlebaum, David Stephen (<i>Dem.-Appl.</i>)	1154

Bills

Bills

Privés (<i>Présentation</i>)	1136
Privates (<i>Presentation</i>)	1136

CAISSES

SAVINGS

d'épargne et de crédit and Credit Unions

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Frontenac (La) (<i>Formation</i>)	1137
Caisse d'épargne et d'entraide économique de St-Jean et Iberville (<i>Formation</i>)	1137
Caisse populaire de Laprairie (<i>Mod. terr.</i>)	1137

COMPAGNIES

COMPANIES

Avis relatifs à la loi des

Notices relative to the Act of

Chartes —

Charters —

demandes

Application for

d'abandon de

Surrender of

Club Papineau inc. (Le)	1149
Coast Produce Inc.	1147
Équipement de Buanderie provinciale inc.	1148
Lamoureux Gaz Vent & Chimney Supply Co. Ltd.	1149
Langlois Funérailles Longueuil ltée.	1150
Laurel Investment Corp.	1147
Lort Realty Corp.	1148
Placements Amis ltée (Les)	1148
Pont Viau Shopping Centre Ltd.	1147
Provincial Laundry Equipment Inc.	1148
Saranac Investments Ltd.	1148
Terrains Vaudreuil inc.	1148
Vaudreuil Lands Inc.	1148
Wasamac Mines Limited	1149
Westcrest Development Inc.	1149
Wincraft Clothes Ltd.	1149

Dissoutes

Dissolved

Acme Leather Inc.	1124
Airport Development Corp.	1124
Alker Corp.	1124
Benger Realty & Construction Limited	1124
Bibliothèque de Chicoutimi	1125
Burner Equipment Ltd.	1125
Canadian Kaolin Silica Products, Limited	1125
Compagnie forestière du Saguenay	1125
Constructions Bossuet ltée (Les)	1125
Craft Fur Ltd.	1126
(D.F.K.) Investments Ltd.	1127
Dollard Shopping Centre Inc.	1125
Eastern Enterprises inc.	1126
Entreprises de l'Est inc. (Les)	1126

Équipement de Brûleurs ltée.	1125
Fédération Domremy	1126
Fort Steel & Equipment Ltd.	1126
Fourrures Craft ltée.	1126
Furniture Exhibitors Ltd. (The)	1126
Gagnon frères Nouveautés (St-Félicien) ltée.	1127
Garage P. E. Lavoie ltée.	1126
Golden (J.) Co.	1127
Jobin et Déry, ltée.	1127
Joy Togs Inc.	1127
Laird Sales Agencies Ltd.	1127
Lussier ltée (Gérald)	1128
Melburn Fur Ltd.	1128
Namen Inc.	1128
Nanart Inc.	1128
Nautilus Investment Co. Ltd.	1128
Nesbitt's Orange (Montreal) Ltd.	1128
Pants Limited	1129
Produits de verre scellé ltée (Les)	1129
Reliance Trading Corp.	1129
Rich Meat & Delicatessen Inc.	1129
Société de Musique Canadienne (Québec)	1129
Society of Canadian Music (Québec)	1129
Structures Laminées de la Rive Sud ltée.	1130
Trac-Mat équipement limitée.	1130
Trough Iron Company Limited	1130
Walmlane Limited	1129

Divers

Miscellaneous

Aliments Hygrade inc. (Les) (<i>Dir.</i>)	1142
Aménagement Planifié inc. (<i>Dir.</i>)	1140
Association des constructeurs d'habitations de Montréal Métropolitain (<i>Nom ch.</i>)	1141
Atelier de marchandises exclusives inc. (L') (<i>Dir.</i>)	1138
Avanti Furniture Mfg. Ltd. (<i>Dir.</i>)	1141
Best Ever Food Products Ltd. (<i>Dir.</i>)	1141
Capitol Industries Ltd. (<i>Dir.</i>)	1138
Centre éducatif et culturel inc. (<i>Dir.</i>)	1137
Chambre d'immeuble de Montréal (<i>Règl.</i>)	1140
Cie Repentigny électrique inc. (La) (<i>Dir.</i>)	1140
Coast Produce Inc. (<i>Dist. Actif-Assets</i>)	1138
Commerce Editions (<i>By-laws</i>)	1140
Éditions commerce (Les) (<i>Règl.</i>)	1140
Educational & Cultural Center Inc. (<i>Dir.</i>)	1137
Enseignes Trans-Canada (1967) ltée (Les) (<i>Dir.</i>)	1142
Entreprises Alimentaires de l'Ouest inc. (Les) (<i>Dir.</i>)	1143
Fils à coudre fins ltée (<i>Dir.</i>)	1139
Fine Threads Ltd. (<i>Dir.</i>)	1139

Divers	Miscellaneous	
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>	
Foyer Sacré-Coeur de Berthierville inc. (Règl.-By-laws).....		1140
Frederick's Men's Wear Ltd. (Nom-Name ch.).....		1138
Gallia Building inc. (Dir.).....		1138
Hôpital Honoré Mercier inc. (Règl.-By-laws).....		1142
Hôpital St-Lambert (Convalescents) (Règl.-By-laws).....		1138
Hygrade Foods Inc. (Dir.).....		1142
Imbrex Québec Limited (Name ch.).....		1142
Imbrex Québec limitée (Nom ch.).....		1142
InterRoyal Corporation St. Jean Limited (Règl.-By-laws).....		1139
Lamoureux Gaz Vent & Chimney Supply Vo. Ltd. (Dist. Actif-Assets).....		1141
May Court Club of Montreal (The) (Dir.).....		1138
McQuaide's-Hygrade Ltd. (Dir.).....		1142
Meuble rustique (Dauville) inc. (Le) (Règl.).....		1140
Montreal Metropolitan Home Builders Association (Name ch.).....		1141
Montreal Real Estate Board (By-laws).....		1140
Nadeau & Germain inc. (Dir.).....		1141
Ottawa Ski Club, Incorporated (The) (Règl.-By-laws).....		1139
Paoli (Gino) Ltd. (Dir.).....		1139
Planned Furnishings Inc. (Dir.).....		1140
Preston, Phipps Incorporated (Dir.).....		1142
Reffet de Bedford inc. (Le) (Règl.-By-laws).....		1141
Repentigny Electric Co. Inc. (Dir.).....		1140
Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited (Dir.).....		1139
Rustic Furniture (Deauville) Inc. (By-laws).....		1140
Société de placements ltée (Dir.).....		1139
Trahan & Frères inc. (Nom-Name ch.).....		1139
Trans-Canada Signs (1967) Ltd. (Dir.).....		1142
Valley Shoe Company Incorporated (The) (Dir.).....		1142
Western Food Enterprises Inc. (Dir.).....		1143
Lettres patentes	Letters Patent	
Adult Reading League Inc.....		1088
Ambulance Sécurité (Sherbrooke) inc.....		1088
Ameublement Capitol inc.....		1091
Aquamex inc.....		1089
Armand Automate Inc.....		1089
Association de Montréal pour la Compréhension et la Réorientation des expresseurs inc.....		1107
Association pour l'Aide aux Enfants Exceptionnels de la Rive-Sud inc.....		1089
Beverly Lun Inc.....		1090
Boro Electronics Ltd.....		1090
CGM Equity Management Ltd.....		1101
CGM Securities Management Inc.....		1102
C & M Drywall Inc.....		1090
Canadian Header Tools Inc.....		1091
Capitol Furniture Inc.....		1091
Carragher (J.J.) Inc.....		1091
Centre d'Accueil Henri Bourassa inc.....		1092
Centre Audio-Visuel de Sherbrooke inc.....		1092
Centre de musique Dingo inc. (Le).....		1093
Clinique Urologique du Nord inc.....		1093
Club Auto-Neige Lac Simon Chénéville inc.....		1093
Club auto sport d'Alma inc.....		1094
Club de Golf de St-Boniface inc.....		1094
Club de Hockey Les Barons Jr « B » du Cap-de-la-Madeleine inc.....		1094
Club Neptuna Saguenay Lac St-Jean inc.....		1095
Club Ski-moteur Val d'Or inc.....		1095
Club social du Repos inc.....		1095
Le Club des Sportifs du Lac Jerry inc. (Le).....		1096
Compagnie d'Importation Paysan (Paesano) ltée.....		1096
Conserverie Girard inc.....		1096
Corporation immobilière Denault-Des Rosiers ltée.....		1097
Constantineau (Félix) inc.....		1097
Dimension Sherbrooke inc.....		1097
Électronique Boro ltée.....		1090
Empire Realities Inc.....		1098
Équipement et Machinerie Côte Nord inc.....		1098
Entrepôts Phoenix Cie ltée (Les).....		1110
Ferme Le Trèfle Vert ltée (La).....		1098
Fiesta Cleaners Ltd.....		1099
Forages Gaspésiens ltée (Les).....		1101
G.F. Importing & Manufacturing Co. Ltd.....		1099
G. & L. électrique inc.....		1099
Galleries Lac St. Jean Inc. (Les).....		1100
Garage R.F. Charbonneau inc.....		1100
Garrison Finance Inc.....		1100
Gaspesia Diamond Drilling Ltd.....		1101
Germain-Canadian Home for Senior Citizens Inc.....		1101
Gestion d'actifs CGM ltée.....		1101
Gestion Franc-Jour inc.....		1102
Gestion de valeurs CGM inc.....		1102
Gestion Paul Lanctôt inc.....		1103
Global Industries Ltd.....		1103
Goodman (Mortimer) Inc.....		1103
Green Clover Farm Ltd. (The).....		1098
Habitations Jean-Claude Lessard inc.....		1104
Habitations Toulouse Inc.....		1104
Informatec inc.....		1104
Institut de Sciences musicales Conrad-Letendre inc.....		1105
Kleen-Brite Maintenance Ltd.....		1105
Lapointe (Normand) inc.....		1105
Ligue de hockey Francs-Copains inc.....		1106
Ligue de Lecture Adulte inc. (La).....		1088
Location d'autos Ste-Rose ltée.....		1106
M & M Merchandising and Management Consultants Inc.....		1106
Montreal Association for the Comprehension and Reorientation of Ex-Coviets Inc.....		1107
Naturaliment, inc.....		1107
Nettoyeur Fiesta ltée.....		1099
Nettoyeurs Plateau Ouimet, ltée.....		1107
Numat Limited.....		1108
Oeuvres de la Croix Grise inc. (Les).....		1108
Olga Lingerie Ltd.....		1108
Parc Mille-Isles inc.....		1109
Patrouille sur ski St-Jean inc.....		1109
Pavages Val Royal inc. (Les).....		1110
Pavillon Laurentien inc. (Le).....		1110
Phoenix Warehousing Co. Ltd.....		1110
Placements L.P. Brouillard inc. (Les).....		1111
Placements Lucien Leclerc inc. (Les).....		1111
Placements Robert Dupont ltée (Les).....		1111
Plomberie Sarrazin ltée.....		1112
Presto sport inc.....		1112
Prévost (Gérard) inc.....		1112
Promotions Régis inc. (Les).....		1113
Quesnel, (J.-D.) ltée.....		1113
Quincaillerie Giroux inc.....		1113
R N M Discount Textile Inc.....		1114
Rembourseurs St-Georges inc.....		1114
Résidences de Mascouche inc. (Les).....		1114

Lettres patentes	Letters Patent	Nadeau & Germain inc.	1144
(suite)	(continued)	Nordic Mortgage Ltd.	1144
Restaurant Au Petit Pain inc.	1115	Produits Ra-Vit-Ex (Les)	1146
Restaurant Chez Irène (Arthabaska) inc.	1115	Ra-Vit-Ex Products Ltd.	1146
St-John's Ski Patrol Inc.	1109	Raycon Inc.	1144
Ste-Rose Auto Leasing Ltd.	1106	Raycon Inc.	1144
Ste-Rose Cleaners & Launderers (1969) Ltd.	1115	Total Diversified Inc.	1145
Ste-Rose Nettoyeurs & Blanchisseurs (1969) ltée.	1115		
Salaison Richelieu ltée.	1116	DEMANDES	APPLICATIONS
Savoie (André) inc.	1116	à la législature	to Legislature
Scott Auto Parts Limited.	1116	Club de Golf de Lorette inc.	1134
Sikh (Sect) Temple Association Inc.	1117	Commission des écoles catholiques de Saint-Laurent (La)	1135
Trempe (Lucien) inc.	1117	Communauté des Soeurs de Charité de la Providence.	1132
Val Royal Paving Inc.	1110	Estate Dame Dora Therese Pattle.	1136
Wal-Mir & Cie inc.	1117	Fédération des principaux du Québec (La)	1135
Wal-Mir & Company Inc.	1117	Freedman, Harvey John.	1136
		Girard, Gilles.	1135
Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent	Institut des franciscaines missionnaires de Marie (L')	1135
Adamo Pizzeria Restaurant Inc.	1118	Lorette Golf Club Inc.	1134
Angelica Uniform (Canada) Limited.	1118	Matte, Jeannine.	1131
Atlicfe Longueuil Inc.	1118	Québec, ville-city.	1132
Bes-Tar ltée.	1118	Séminaire St-Germain de Rimouski.	1130
Bes-Tar Ltd.	1118	Sisters of the Presentation of Mary (Province of Montreal)	1133
Centre Constance Lethbridge.	1119	Sisters of the Presentation of Mary (Province of St. Hyacinthe)	1133
Chemco Ltd.	1119	Sisters of the Presentation of Mary (Province of Sherbrooke)	1134
Chemco ltée.	1119	St-Hubert, ville-town.	1134
Compagnie de Pâte à Papier Mohawk ltée (La)	1122	Soeurs de la Présentation de Marie (Province de Montréal)	1133
Constance Lethbridge Centre.	1119	Soeurs de la Présentation de Marie (Province de St-Hyacinthe)	1133
Corporation du Foyer Notre-Dame d'Hébertville inc. (La)	1119	Soeurs de la Présentation de Marie (Province de Sherbrooke)	1134
Desroches (M.) inc.	1119	Succession Dame Dora Theresa Pattle.	1136
Drakestone Corporation.	1120	Trois-Rivières, cité - city.	1131
Entreprises C.L.N. inc. (Les)	1120	Victoriaville, ville - town.	1131
Grant Tigner Associates Limited.	1120	Université Laval.	1133
International Waterways Navigation Limited.	1120		
Kaleifix, inc.	1120	LIQUIDATION	WINDING
Lalumière (Guy) & Associés inc.	1121	avis de	up Notices
Lau-Mar inc.	1121	Bénéfices sociaux de Québec.	1156
Major Finance Corp.	1121	Chantier coopératif de l'U.C.C. de Chicoutimi (Association coopérative)	1157
McDermott Construction (1969) Ltd.	1121	Entreprises La Tuque, incorporée (Les)	1156
Merrill Island Mining Corporation, Ltd.	1122		
Miville (L.) inc.	1122	MINISTÈRES	DEPARTMENTS
Mohawk Pulp Company Ltd.	1122	avis des	notices
Montflex Inc.	1122	Affaires municipales	Municipal Affairs
Pâtisserie et Délicatesse St-Jean ltée.	1122	Larouche, par. (Publ.)	1154
Pearson (Joseph Charles) ltée.	1123		
Plomberie Crest Plumbing Ltd. ltée.	1123	Éducation	Education
Redbrooke Estates Ltd.	1123	Municipalité scolaire de:	School Municipality of:
Restaurant-O-Rama inc.	1123	Alma, (Dem.-Appl.)	1151
Super-Marché René Lapointe inc.	1123	La Sarre (Dem.-Appl.)	1152
Techaid Limited.	1124		
Uniformes Angelica (Canada) limitée (Les)	1118	Terres et Forêts	Lands and Forests
		Cadastre:	Cadastre:
Sièges sociaux	Head Offices	Ancienne-Lorette, par.	1152
Éditions Européennes ltée (Les)	1143	Archambault, canton-township.	1152
Famis.	1143	St-Eustache, village.	1152
Ferme du Lac Aylmer ltée (La)	1143	Ste-Flavie, par. (Partie révisée-Revised part)	1152
Habitations St-Jean ltée (Les)	1145	Ste-Foy, par.	1152
Hallé (J. V.) inc.	1143	Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan, partie (révisée)	1153
Institut du Québec pour la recherche et le traitement de l'obésité inc. (L')	1144		
J.L.R. Restaurant Inc.	1146		
Lake Aylmer Farm Ltd. (The)	1143		
Librairie Chibougamau ltée.	1145		
Modern Fisheries Ltd.	1144		
Mont Notre-Dame.	1145		

Travail	Labour	
et de la Main-d'oeuvre	and Manpower	
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>	
Construction, Joliette, (Prél.-Levy)....	1180	
Construction, Rimouski (Prél.-Levy)...	1184	
Construction, Trois-Rivières (Prél.-Levy).....	1175	
Édifices publics, Québec (Prél.).....	1182	
Employés de garage, Québec (Mod.)...	1187	
Garage Employees, Québec (Amend.)...	1187	
Lait, Québec (Prél.).....	1178	
Milk, Québec (Levy).....	1178	
Public Buildings, Québec (Levy).....	1182	

NOMINATIONS	APPOINTMENTS	
Divers.....	1154	
Miscellaneous.....	1154	

PROCLAMATION	PROCLAMATION	
Convocation de la Législature.....	1157	
Convocation of the Legislature.....	1157	

SOUSSIONS	TENDERS	
Candiac, ville-town.....	1170	
Notre-Dame, munic.....	1165	
Pierrefonds, cité-city.....	1168	
St-Bruno-de-Montarville, ville-town...	1172	
Shawinigan, cité-city.....	1167	

VENTES	SALES	
Effets non réclamés	Unclaimed Goods	
Canadian Pacific Railway Company...	1136	
Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.....	1136	

Licitation	Licitation	
Cloutier vs Cloutier et al.....	1201	

SHÉRIFS	SHERIFFS	
Abitibi	Abitibi	
Dorion vs Lafrance (Erratum).....	1201	

Beauce	Beauce	
Larochelle vs Savoie.....	1202	

Hauterive	Hauterive	
Chute-aux-Outardes, c.s.-s.c. vs Succesion Alphonse Guay.....	1202	

Montréal	Montreal	
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal vs Girard.....	1203	
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal vs Moffatt et als.....	1204	
Conti vs Zalesjak.....	1204	
Engineering Equipment Co. Ltd. vs Lav Mobile inc.....	1204	
Grégoire (J. R.) limitée vs Vézina.....	1203	
Montreal City and District Saving Bank (The) vs Girard.....	1203	
Montreal City and District Saving Bank (The) vs Moffatt et als.....	1204	
Natofin Ltd. vs Mallon.....	1205	

Québec	Québec	
Amyot vs Spahr.....	1205	
Parent vs Cloutier.....	1205	

Richelieu	Richelieu	
Salvas vs Héritiers-Heirs Adolphe Guillard.....	1206	

Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda	
Blais vs Carrière.....	1207	

Taxes	Taxes	
Abitibi, comté-county.....	1162	
Beauharnois, comté-county.....	1060	
Lac St-Jean-est, comté.....	1059	
Lake St-John-East, county.....	1059	
Rouville, comté-county (Corrections)...	1162	
Saguenay, comté-county.....	1157	
St-Léonard, cité-city.....	1161	



